

JANVIER 1973 - N° 559

LA VÉRITÉ



organe du Comité Central
de l'Organisation
Communiste
Internationaliste (pour
la reconstruction
de la 4^e Internationale)

**Programme de la classe ouvrière...
ou défense de l'ordre bourgeois**

**Le carrefour
des élections législatives**

par Stéphane Just

L'Unité Populaire au Chili par Etienne Laurent

**La Ligue Communiste
dans le camp du nouveau Front Populaire**

(Lettre ouverte du Bureau Politique de l'O.C.I. à toutes les organisations qui se réclament de la IV^e Internationale.)

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

LA VERITE

Organe du Comité central de l'Organisation communiste internationaliste
adhérente du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :
88 bis, avenue Parmentier, 75011 Paris

Abonnements :

FRANCE : **Pli non clos** : 1 an (5 numéros) : 25 F - 2 ans (10 numéros) : 45 F - 2 ans soutien : 100 F - Perpétuel : 250 F.
Pli clos : ajouter 2,50 F par numéro pour les frais d'envoi.

ETRANGER : **Pli non clos** : 1 an : 35 F - **Pli clos** : Demander à l'administration.

Le directeur de la publication : P. LAMBERT.
Imprimerie ABEXPRESS - Paris

30 MILLIONS

POUR LE FRONT UNIQUE OUVRIER

30 MILLIONS

POUR LES CANDIDATS DE L'O.C.I.

Travailleurs, jeunes, militants

Fondée en 1938 par Léon Trotsky, compagnon de Lénine, l'O.C.I., section française combattant pour la reconstruction de la IV^e Internationale, s'adresse à vous, travailleurs, jeunes, militants.

Dans quelques semaines, les élections législatives vont, dans ce pays, marquer un moment important du combat du prolétariat, des masses laborieuses, contre la bourgeoisie.

Le 4 mars, par millions, les citoyens sont appelés aux urnes.

L'Organisation communiste internationaliste affirme : les 10 millions de grévistes de mai-juin 68, l'écrasante majorité des travailleurs, des jeunes des villes et des campagnes, qui en votant NON au référendum d'avril 1969 ont chassé de Gaulle, ceux qui, par la grève et la manifestation, agissent quotidiennement avec leurs syndicats, ceux qui supportent l'impôt, ceux qui produisent, enseignent, étudient, travaillent la terre, tous ceux-là doivent se regrouper derrière la classe ouvrière, avec la classe ouvrière, pour battre **tous les candidats** de **tous** les partis du capital, pour chasser ce gouvernement, en finir avec cette politique.

Travailleurs, jeunes, militants

L'Organisation communiste internationaliste n'entend semer aucune illusion : pour en finir avec la société capitaliste, les travailleurs doivent abattre le régime de l'exploitation de l'homme par l'homme et ce, par les méthodes de la lutte des classes. C'est pourquoi l'O.C.I. appelle les travailleurs et les jeunes à se mobiliser pour, sur le terrain des élections, infliger la défaite la plus cuisante aux candidats des partis bourgeois.

Travailleurs, jeunes, militants

Utilisons les élections pour regrouper les opprimés et les exploités.

Utilisons les élections pour imposer l'unité des organisations ouvrières contre les partis de la bourgeoisie.

Utilisons les élections pour porter à la Chambre le plus grand nombre de représentants des partis ouvriers.

Pas une voix pour l'U.D.R., les républicains indépendants, le C.D.P., les réformateurs, les radicaux de droite et de gauche !

Pas une voix d'exploité, pas une voix d'opprimé pour les P.-D.G. et leurs représentants !

Telle est la position de l'O.C.I. Travailleurs, jeunes, militants, c'en est assez ! Assez de gabegie, assez de chômage, assez d'augmentations, assez d'impôts pour

les pauvres, d'exonérations pour les riches ! Assez de milliards à l'école privée ! Assez de policiers, assez de bandes armées !

C'en est assez du gouvernement Pompidou-Messmer, du règne de la bourgeoisie.

Aujourd'hui, s'ils le veulent, s'ils s'unissent contre le gouvernement des partis du capital, les dirigeants du P.C.F. et du P.S. peuvent ouvrir la voie à la victoire sur la bourgeoisie.

Aujourd'hui, s'ils le veulent, s'ils s'unissent, les dirigeants des grands partis ouvriers peuvent dégager la voie pour un gouvernement P.C.F.-P.S.

C'est pour cet objectif que l'O.C.I. se mobilise et s'adresse aux travailleurs :

Exigeons des dirigeants du P.C.F. et du P.S. qu'ils rompent avec la bourgeoisie et mobilisent pour un gouvernement sans représentants des partis bourgeois.

Il faut une autre politique, un autre gouvernement.

Une politique anticapitaliste donnant satisfaction aux travailleurs, aux jeunes, aux masses laborieuses des villes et des campagnes, expropriant le grand capital, restaurant les libertés démocratiques, défendant l'école laïque, assurant à tous un métier et une qualification.

Mais qui donc peut mener une telle politique ? Les P.-D.G., les banquiers, l'U.D.R., les réformateurs, les radicaux ? Non, non, mille fois non !

Seul un gouvernement ouvrier, s'appuyant sur la classe ouvrière et ses organisations, donnera satisfaction à toutes les revendications.

S'ils rompent avec la bourgeoisie, s'ils le veulent, les dirigeants du P.C.F. et du P.S. **peuvent ouvrir la voie à la victoire.**

L'O.C.I., l'A.J.S., l'Alliance ouvrière, agiront durant la campagne électorale pour cette politique.

C'est pour cette politique, c'est pour le Front unique ouvrier, c'est pour le vote classe contre classe, c'est pour le gouvernement ouvrier et paysan que l'O.C.I. va lutter dans le cours de la campagne électorale, que l'O.C.I. présente vingt candidats.

Ces vingt candidats coûteront **30 MILLIONS D'A.F.** L'O.C.I. publiera la liste des dépenses et celle des souscriptions. D'où viendra l'argent ? De nous, de vous, de tous ceux qui veulent la victoire du socialisme, la libération du genre humain. De tous ceux qui, à la ville, à la campagne, à l'usine, au bureau, au chantier, à l'université, à l'école veulent agir pour que la classe ouvrière se dresse comme une force gigantesque et entraîne dans sa mobilisation les masses laborieuses pour en finir avec le capital.

Travailleurs, jeunes, militants, cette campagne menée de concert par l'O.C.I. et l'A.J.S., soutenue par l'Alliance ouvrière, c'est votre campagne.

Versez, versez massivement !

Versez contre l'UDR et contre tous les partis bourgeois !

Versez pour le Front unique ouvrier !

Versez pour le gouvernement ouvrier !

Versez pour le vote classe contre classe !

Versez pour les candidats de l'OCI !

**VERSEZ POUR LA VICTOIRE
DE LA REVOLUTION SOCIALISTE !**

**POUR LA CONSTRUCTION
DU PARTI REVOLUTIONNAIRE !**

VERSEZ POUR LES CANDIDATS DE L'O.C.I. !

Pour les 30 millions, je verse francs

Nom :

Profession :

Adresse :

Syndicat :

C.C.P. Ittis 57342 Paris.

Permanence électorale de l'OCI :

AJS, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

BULLETIN D'ABONNEMENT A " LA VÉRITÉ "

NOM Prénom

Adresse (en caractères d'imprimerie)

.....

- Je souscris un abonnement de : un an (25 F) ; deux ans (45 F) ; abonnement de deux ans de soutien (100 F) ; abonnement à perpétuité (250 F) (1).
- Je prolonge mon abonnement en cours d'un abonnement de : un an (25 F) ; deux ans (45 F) ; abonnement de deux ans de soutien (100 F) ; abonnement à perpétuité (250 F).
- J'ajoute au prix de mon abonnement un soutien de F (1).

Ci-joint la somme de F en chèque postal de virement (3 volets - pour le C.C.P. BLOCH Paris 606-23), chèque bancaire au nom de Gérard BLOCH ou mandat au même nom.

(A remplir et à retourner à **la Vérité**, 88 bis, avenue Parmentier, 75011 Paris.)

(1) Rayer les mentions inutiles.

Contre Giscard d'Estaing continuons à soutenir « LA VÉRITÉ »

Nos lecteurs savent comment M. Giscard d'Estaing, dans son acharnement contre les fraudeurs du fisc — il a commencé, bien sûr, par ceux qui devaient des milliards à l'Etat, mais, de « composition » en « composition », d'« avoir fiscal » en restauration de châteaux « historiques », il ne lui en est plus resté sous la main (ni de milliards non plus, d'ailleurs) — refuse à **la Vérité**, sous un prétexte technique des plus minces, l'exonération de la T.V.A. que les lois garantissant la liberté de la presse accordent à tous les « écrits périodiques ».

Pour la période allant de 1967 à 1971, M. d'Estaing nous contraint à payer environ 34 000 F lourds, sans compter les intérêts de retard qui viendront ensuite. **La Vérité** a adressé à la direction des contributions indirectes une nouvelle demande d'exonération de la T.V.A. à partir de 1972. Cette demande n'a pas encore reçu de réponse au moment où nous mettons sous presse. Nous tiendrons nos lecteurs au courant et adresserons éventuellement à cette fin une circulaire à nos abonnés.

Les lecteurs de **la Vérité** ont parfaitement compris l'enjeu de cette bataille, comme en témoignent les nombreuses lettres que nous avons reçues et dont on trouvera des extraits dans la rubrique **Correspondance** de ce numéro. Et ce sont déjà plus de 15 000 F qui nous sont parvenus, au titre de nouveaux abonnements et prolongations d'abonnements en cours, y compris quinze abonnements perpétuels et plus de cent abonnements de deux ans. Presque tous les abonnements reçus sont d'ailleurs majorés d'un soutien plus ou moins important.

Mais cet effort doit se poursuivre pour que **la Vérité** puisse continuer son combat. A l'heure actuelle, l'O.C.I., et elle seule, développe, à l'occasion notamment de la campagne des élections législatives, la

position de classe du Front unique ouvrier : unité des travailleurs et de leurs organisations, rupture avec tous les partis de la bourgeoisie, classe contre classe ! Il est d'autant plus indispensable de poursuivre l'effort qui doit permettre au trotskysme, marxisme de notre époque, à l'O.C.I., qui combat pour l'émancipation de la classe ouvrière, pour la construction de l'instrument indispensable de cette émancipation, le parti international de classe du prolétariat, c'est-à-dire pour la reconstruction de la IV^e Internationale, de conserver et d'amplifier son expression théorique : **la Vérité.**

Il nous faut donc, le plus vite et les plus nombreux possibles, d'autres renouvellements ou prolongations d'abonnements, d'autres abonnements de soutien. Et, tout particulièrement, il nous faut gagner, dans cette période, de **nouveaux abonnés.** A cette fin, nous ferons bénéficier, jusqu'au 1^{er} mai 1973, du tarif réduit exceptionnel de **20 F pour un abonnement d'un an (5 numéros)** tout abonné qui nous fera parvenir **un ou plusieurs abonnements nouveaux, pour d'autres que lui-même.**

La Vérité.

« LA VÉRITÉ » A CHANGÉ D'ADRESSE

Adresser toute correspondance à :

LA VERITE

88 bis, avenue Parmentier
75011 Paris

Versements au C.C.P. BLOCH PARIS 606-23

**BULLETIN D'ABONNEMENT AU TARIF REDUIT EXCEPTIONNEL
VALABLE EXCLUSIVEMENT JUSQU'AU 1^{er} MAI 1973, POUR
DE NOUVEAUX ABONNEMENTS FAITS PAR DES ABONNES
EN COURS POUR D'AUTRES QU'EUX-MEMES**

Déjà abonné moi-même à **la Vérité**, j'abonne les personnes dont les noms et adresses suivent, en bénéficiant du tarif réduit exceptionnel de 20 F pour 1 an (5 numéros).

1. NOM Prénom
ADRESSE (en caractères d'imprimerie)
.....
Sera abonné à partir du numéro

2. NOM Prénom
ADRESSE (en caractères d'imprimerie)
.....
Sera abonné à partir du numéro

3. NOM Prénom
ADRESSE (en caractères d'imprimerie)
.....
Sera abonné à partir du numéro

Ci-joint la somme de (20 F - 40 F - 60 F) en chèque postal de virement (3 volets : C.C.P. BLOCH Paris 606-23), chèque bancaire (au nom de BLOCH). A remplir très lisiblement et à retourner à **la Vérité**, 88 bis, avenue Parmentier, 75011 Paris.

Avertissement

Ce numéro de la Vérité était déjà sous presse quand a été annoncée la signature du cessez-le-feu au Vietnam.

L'on comprendra qu'une revue ne puisse sacrifier aux impératifs de la « dernière minute » et il ne saurait être question, en quelques phrases, de traiter d'un événement qui est d'une importance exceptionnelle du point de vue de la lutte des classes.

Le cessez-le-feu a été signé par les représentants du gouvernement des Etats-Unis, du gouvernement de Thieu, de celui du Nord-Vietnam et du GRP, mais les armes ne se sont pas tues. Thieu assassine massivement. Et cette tragique réalité donne une sinistre résonance aux clameurs de victimes poussées avec la même ardeur par l'Humanité et par Rouge, l'hebdomadaire des nouveaux adeptes de l'Union de la gauche.

Le cessez-le-feu a été signé, mais cet « accord » frustre les ouvriers et les paysans du Vietnam de l'unité nationale, laisse Thieu le massacreur régner à Saïgon, préserve et garantit la propriété capitaliste et l'ordre imposé par le fer et le feu au sud du pays.

Certes, cet accord ne correspond pas aux buts de guerre primitivement poursuivis par l'impérialisme qui étaient de compléter l'encerclement de la Chine, de préparer la guerre contre elle, de la contraindre à capituler. La résistance acharnée des masses du Vietnam, la montée politique à l'échelle mondiale du prolétariat — dont fait partie le combat des ouvriers et des paysans du Vietnam — ont démontré à l'impérialisme qu'il ne pouvait aller plus loin dans cette voie sans avoir préalablement vaincu le prolétariat des pays avancés.

Mais « l'accord » qui a été imposé aux masses travailleuses du Vietnam est un produit de la « coexistence pacifique » c'est-à-dire de la coopération contre-révolutionnaire entre l'impérialisme, la bureaucratie du Kremlin et celle de Pékin. Les bombardements de terreur ont été accompagnés par les voyages de Nixon scellant l'alliance contre-révolutionnaire. Et ceux qui crient aujourd'hui « victoire », au-delà d'une indécence qui ne peut que provoquer l'indignation, ne font que dédouaner les bureaucraties contre-révolutionnaires.

Ces problèmes — sur lesquels le prochain numéro de la Vérité s'expliquera longuement — ne sont pas séparés de ceux qui sont au centre de ce présent numéro.

Si la Vérité reprend l'analyse de la situation politique en France à partir des élections législatives qui auront lieu en mars 1973 c'est qu'il ne s'agit pas d'une simple échéance électorale.

Le titre même du principal article de ce numéro de notre revue l'indique : « Programme de la classe ouvrière... ou défense de l'ordre bourgeois, LE CARREFOUR DES ELECTIONS LEGISLATIVES » ainsi est intitulée l'étude que Stéphane Just consacre au « programme commun », au contenu de « l'Union de la gauche » et à la signification de l'alliance passée entre les partis ouvriers et ce parti bourgeois en décomposition qu'est le Parti radical. Un

article de François Forgue revient plus précisément sur la politique des partis bourgeois et souligne comment les « radicaux de gauche » constituent un maillon essentiel dans une chaîne qui, d'un côté ligote la classe ouvrière à l'ordre bourgeois et qui, de l'autre, peut être saisie par l'ensemble des formations politiques bourgeoises.

La faillite du bonapartisme gaulliste et la décomposition du régime bâtard qui l'a prolongé ouvre bien plus qu'une crise de succession : il s'agit d'une crise politique qui touche l'Etat bourgeois à son cœur même. A travers les élections législatives, comme sur tous les terrains de la lutte des classes, c'est la question du pouvoir, la question du gouvernement qui est posée.

Gouvernement bourgeois assurant sous des formes adaptées la défense de l'ordre bourgeois ou gouvernement des partis ouvriers rompant avec la bourgeoisie, s'attaquant aux institutions de son Etat, s'attaquant à la propriété privée des moyens de production ? « Front populaire » consacrant la soumission du mouvement ouvrier aux besoins de la préservation de l'ordre établi ou front unique de classe contre la bourgeoisie, son gouvernement, son Etat ?

Là aussi est le carrefour et chaque organisation, chaque courant politique est contraint de se déterminer.

Il est bien évident que la crise des formes de domination de la bourgeoisie française est une composante de la situation internationale, mais les problèmes stratégiques posés à la classe ouvrière en France sont aussi des problèmes internationaux. En témoigne en particulier l'expérience du gouvernement de l'Unité populaire au Chili, le gouvernement Allende, analysé dans un article d'Etienne LAURENT.

Ces problèmes parce qu'ils sont ceux que soulève, à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale, le mouvement de la classe ouvrière, ne peuvent que trouver une expression au niveau de l'organisation politique de l'avant-garde, de la lutte consciente pour forger les instruments de la victoire, le parti révolutionnaire, l'Internationale.

C'est en particulier à travers un combat implacable contre l'abandon de l'indépendance de classe du prolétariat, contre les Fronts populaires, qu'a été fondée la IV^e Internationale. C'est aussi contre toute capitulation devant les nouveaux « Fronts populaires » qui se mettent en place qu'elle sera reconstruite : on trouvera dans ce numéro la lettre ouverte adressée par le Bureau politique de l'O.C.I. à toutes les organisations qui se réclament de la IV^e Internationale, au sujet du ralliement de la Ligue communiste de Krivine, Weber et Frank à l'Union de la gauche.

Par le contenu de ce numéro, la Vérité poursuit son combat et assume son rôle. Par la généralisation théorique, par l'étude politique — qui sont des composantes indispensables de l'activité d'ensemble, de l'activité pratique de l'O.C.I. — elle est un instrument irremplaçable de la construction du parti révolutionnaire, de la reconstruction de la IV^e Internationale.

Développer largement la diffusion de la Vérité est un aspect central de la bataille aujourd'hui menée par l'O.C.I.

Programme
de la classe ouvrière...
... ou défense
de l'ordre bourgeois ?

Le carrefour des élections législatives

par Stéphane Just

Selon la formule consacrée, la bataille électorale est engagée. En France, les élections législatives sont depuis très longtemps des moments importants de la vie politique. La lutte pour la révolution socialiste, pour la construction du parti révolutionnaire ne s'accommode pas plus de l'absence de principes, de l'opportunisme que du doctrinarisme : il est indispensable d'éviter, et le crétinisme antiparlementaire, et le crétinisme parlementaire. Ainsi, au cours de la dernière semaine de mai 1968, la direction du P.C.F. formula l'exigence de « nouvelles élections générales ». De Gaulle saisit la balle au bond. La grève générale était à son point culminant, le pouvoir

vacillait, l'Etat se disloquait ; dans son discours du 30 mai, de Gaulle annonça la dissolution de l'Assemblée nationale et l'organisation d'élections dans « les délais prévus par la Constitution, à moins qu'on entende bâillonner le peuple français tout entier en l'empêchant de s'exprimer, par les mêmes moyens qu'on empêche les étudiants d'étudier, les enseignants d'enseigner, les travailleurs de travailler » (1). En d'autres termes, il fallait liquider la grève générale au nom de l'ordre nécessaire à la tenue d'élections législatives. Dirigeants des grands partis ouvriers et des centrales syndicales obtempérèrent. En ces circonstances précises, « élections » équivalait à « trahison ».

ELECTIONS, LUTTE DES CLASSES ET FRONT UNIQUE OUVRIER

De juin 1936 à juin 1940

D'autres fois, au contraire, la classe ouvrière, les masses exploitées, et à leur suite la jeunesse, tentent d'utiliser les élections législatives pour se regrouper, faire bloc, évaluer leurs forces et chercher une voie politique. La classe ouvrière s'est efforcée, par exemple, d'utiliser les élections législatives des 28 avril et 3 mai 1936 comme un tremplin. Sous la pression du prolétariat, le Parti socialiste et le Parti communiste français réalisèrent en 1934 le Front unique contre le fascisme menaçant. En 1935, la grande masse des travailleurs, qui voulaient lutter efficacement pour que soient satisfaites leurs revendications, s'enthousiasmèrent de la réunification de la

C.G.T. ; aux yeux du prolétariat, réunification syndicale et Front unique allaient de pair. Mais en cette même année 1935, les directions du P.S., du P.C.F., de la C.G.T. réunifiée eurent soin de dissoudre au sein du Front populaire le Front unique des organisations ouvrières ; ils le subordonnèrent à l'alliance avec le Parti radical, le parti bourgeois le plus important de l'histoire de la III^e République et, par ce moyen, à la bourgeoisie dans son ensemble, au grand capital, à l'Etat bourgeois et à ses institutions politiques. Cependant les voix de la classe ouvrière se portèrent massivement sur les candidats du P.C.F.

(1) Voir François de Massot, *La grève générale de mai-juin 1968*, SELIO éd., p. 214.

et du P.S. ; le Parti radical ne fut sauvé d'un désastre électoral total que par le jeu des désistements.

La classe ouvrière nourrissait de terribles illusions. Elle ne comprenait pas la signification de l'alliance du P.S. et du P.C.F. avec le Parti radical. Néanmoins elle prit conscience de sa puissance. Elle interpréta la victoire électorale du P.S. et du P.C.F. comme une victoire politique qu'il lui fallait immédiatement exploiter. Sans comprendre qu'elle remettait en cause le Front populaire, elle s'engagea dans la grève générale de juin 1936. Le filet du Front populaire l'enserrait pourtant : évoquant l'alliance avec les radicaux, Thorez affirma qu'il fallait « *savoir terminer une grève* » et Léon Blum qu'il fallait « *faire une pause* ». La suite est connue : le mouvement du prolétariat français une fois contenu, puis refoulé, les « alliés » radicaux lancèrent une contre-offensive ouverte. Daladier brisa la grève générale du 30 novembre 1938. Il prononça en septembre 1939 la dissolution du P.C.F. et pourchassa les militants de la C.G.T. membres du P.C.F. La Chambre du Front populaire, quatre ans après juin 1936, vota en juin 1940 les pleins pouvoirs à Pétain.

Il y a quelques semaines, en Allemagne occidentale, non sans illusions parlementaires, non sans confusions politiques, le prolétariat et les masses exploitées, auxquels s'est associée la jeunesse, ont émis un vote de classe. La classe ouvrière dans sa totalité a voté pour le parti social-démocrate, qu'elle considère comme son parti. Elle votait ainsi pour le parti ouvrier contre les partis du

capital : contre la démocratie-chrétienne bien sûr, mais également, malgré son relatif succès apparent, contre le parti libéral, qui n'a été sauvé du désastre que par l'utilisation des combinaisons que la loi électorale allemande permet, les dirigeants du parti social-démocrate invitant en sous-main leurs électeurs à utiliser leur deuxième vote au profit du parti libéral. Ces élections constituent une étape du mouvement politique du prolétariat allemand, qui veut un gouvernement à lui. Sous les illusions parlementaires, la classe ouvrière affirme sa puissance, prend confiance en elle, s'oriente vers l'action politique de classe qui passera par-dessus le parlementarisme.

Le carrefour politique de mars 1973

En France, les élections législatives de mars 1973 constituent un carrefour politique, et pour la bourgeoisie, et pour la classe ouvrière. Sur le fond de la crise d'ensemble du mode de production capitaliste, comme de la crise particulière de la bourgeoisie française, la majorité parlementaire élue en juin 1968 à l'ombre de De Gaulle risque d'être laminée. Le bonapartisme bâtard de Pompidou se décompose. Mais la crise de l'Etat bourgeois français concentre tous les problèmes.

La mission spécifique de De Gaulle consistait, rappelons-le, à restructurer le capitalisme français, à discipliner toutes les couches de la société française, enfin à discipliner et

à briser la classe ouvrière : cette mission se résumait à l'institution d'un Etat fort, capable de corseter toute la société française, toute la vie économique, sociale et politique, toutes les classes et couches sociales. Mais de Gaulle a échoué. La grève des mineurs de mars-avril 1963 lui a donné un coup d'arrêt. Cinq ans plus tard, la grève générale de mai-juin 1968 lui a porté un coup fatal ; le référendum d'avril 1969 fut le coup de grâce. L'échec de la constitution gaulliste, de la mise en place de l'Etat fort a engendré une crise fondamentale de l'Etat français, incapable de satisfaire pleinement les besoins de la société bourgeoise en voie de décomposition, incapable de soumettre toutes les couches sociales, et d'abord et avant tout le prolétariat, aux exigences du régime capitaliste pourrissant.

De son côté, le prolétariat a, depuis mai-juin 1968, engagé de nombreuses luttes, la jeunesse et toutes les couches exploitées, également, sans pourtant que l'ampleur de ces luttes soit comparable à la grève générale. Il a remporté d'importantes victoires politiques : l'échec de De Gaulle au référendum d'avril 1969, et sa chute ; l'échec plus masqué, moins brutal, mais indiscutable, de Pompidou au référendum d'avril 1972. Au cours de leurs mouvements, de leurs grèves, la classe ouvrière et la jeunesse se sont efforcées d'imposer l'unité de front, notamment à leurs organisations syndicales ; de conjuguer l'unité de leurs organisations à la démocratie syndicale et ouvrière, de contrôler leurs combats. La grève des ouvriers du bâtiment de Nantes d'octobre 1972 est significative de ce point de

vue : l'action des militants révolutionnaires, l'activité du syndicat F.O. du bâtiment de Nantes et de l'U.D.-F.O. de la Loire-Atlantique ont été à l'origine de la réalisation de l'unité d'action entre les syndicats F.O. et C.G.T., et de la constitution d'un comité de grève qui englobait les directions syndicales et les délégués des travailleurs, et qui a conduit victorieusement la grève. Ainsi fut dégagée et concrétisée la volonté de combat, d'unité et de démocratie ouvrière des travailleurs du bâtiment de Nantes.

Ce mouvement particulier a une signification générale. Mais la classe ouvrière, la jeunesse, les couches exploitées des villes et des campagnes ont appris par leur expérience, au cours de la grève générale et depuis, qu'il leur faut intégrer leurs mouvements, leurs grèves, leurs combats au combat politique contre les gouvernements du capital, contre le bonapartisme bâtarde et décomposé de Pompidou, et pour un gouvernement à elles. Encore faut-il que s'ouvre une voie politique qui débouche sur une telle solution. La ligne suivie par les dirigeants des organisations politiques traditionnelles de la classe ouvrière leur barrant tout autre chemin, la classe ouvrière, les masses laborieuses, la jeunesse veulent utiliser cette campagne électorale, ces élections législatives, pour avancer vers cette solution : elles espèrent déboucher sur la mise en place d'un gouvernement qui les représente, qui satisfasse leurs revendications et qui mette en cause les intérêts du capital.

Aspirations saines et réalistes et illusions des masses

« *Le programme commun de gouvernement établi par les délégations communiste et socialiste* (26 juin 1972) » (*l'Humanité* du 28 juin 1972) constitue la réponse politique des dirigeants du P.C.F. et du P.S. aux aspirations des masses laborieuses. Cet accord polarise la classe ouvrière, les masses exploitées et la jeunesse, qui escomptent que la campagne électorale et les élections législatives, se déroulant sous le signe de l'unité entre les deux partis ouvriers, leur donneront les moyens de s'unir, de se regrouper, de rassembler leurs forces en vue du combat pour imposer un gouvernement à elles, et peut-être même que les élections législatives imposeront directement un tel gouvernement.

Dans la conscience des masses, de puissantes et saines aspirations, un réalisme certain se mêlant à de périlleuses illusions. Le prolétariat a besoin de ses partis, il a besoin qu'ils s'unissent, pour lutter contre les gouvernements du capital et les vaincre, pour imposer son gouvernement. De l'accord sur le « *programme commun de gouvernement* », il retient ceci : enfin, les dirigeants du P.S. et du P.C.F. se sont mis d'accord ; enfin, ensemble, ils affirment combattre désormais pour imposer un gouvernement commun. Dans leur immense majorité, les travailleurs n'ont pas lu et ne liront pas le « *programme commun* », la plupart des militants non plus d'ailleurs. Et beaucoup de ceux qui l'ont lu ou le liront estiment ou

estimeront que ce qui y est écrit n'a qu'une importance secondaire. Car, à leurs yeux, l'important est que le P.S. et le P.C.F. veulent constituer ensemble un gouvernement. La signature du « *programme commun de gouvernement* », aux côtés de Mitterrand et de Marchais, par Fabre, au nom des « *radicaux de gauche* », apparaît aux grandes masses comme très secondaire.

Les élections : un moment de la mobilisation politique de la classe ouvrière

Les masses laborieuses et la jeunesse sont prêtes à se mobiliser, à combattre pour que les partis du « *programme commun* », qu'elles reconnaissent comme étant leurs partis, remportent la victoire aux élections législatives, quand bien même les « *radicaux de gauche* » seraient du voyage. Le rassemblement du 1^{er} décembre 1972 au parc des Expositions de la porte de Versailles fournit à cet égard une indication. Autant et plus qu'en Allemagne occidentale, les masses laborieuses sont prêtes en France à s'engager à fond dans cette lutte politique. Sans tomber dans les illusions électorales, sans cultiver ces illusions, il faut saisir toute l'importance de la campagne électorale et des élections législatives de mars 1973 comme moment de la mobilisation politique de la classe ouvrière. C'est pourquoi l'Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) participe à la campagne électorale et aux élections législatives.

L'O.C.I. ne sépare absolument pas la campagne électorale et les élections législatives de tout le cours de la lutte des classes ni ne les privilégie. Sa campagne électorale se développera sur l'orientation du Front unique ouvrier. Elle intégrera la campagne électorale et les élections législatives à toutes les autres formes de la lutte des classes : grèves, manifestations, etc. C'est ainsi qu'elle mènera cette campagne, là où elle présente des candidats et là où elle ne présente pas de candidat, en suivant la tactique « *classe contre classe* » : au premier tour, pas une voix pour un candidat d'une organisation ou d'un parti bourgeois, fût-ce les « *radicaux de gauche* », vote pour le candidat de l'organisation ou du parti ouvrier du choix de l'électeur ; là où l'O.C.I. présente un candidat, vote pour l'O.C.I. Au deuxième tour, toutes les voix sur le candidat de l'organisation ou du parti ouvrier qui a obtenu au premier tour le plus de voix parmi les candidats des partis ouvriers. C'est là l'expression particularisée aux élections de la bataille pour le Front unique ouvrier, pour un gouvernement du P.S. et du P.C.F. sans ministre représentant les intérêts de la bourgeoisie, membre d'une organisation ou d'un parti bourgeois. Ainsi, mais ainsi seulement, peut-on éviter, et le crétinisme parlementaire, et le crétinisme antiparlementaire.

Les élections n'interrompent pas la lutte des classes

Si importantes que soient ces élections, elles n'interrompent pas la

lutte des classes. Le Front unique ouvrier doit se réaliser avant, pendant et après les élections législatives, quels que soient les résultats de ces élections. Même majoritaires au Parlement, le P.S. et le P.C.F. ne peuvent former un gouvernement qui satisfasse les revendications de la classe ouvrière que s'ils s'appuient sur la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie, contre son appareil répressif, ses institutions politiques, ses instruments de domination, d'oppression, de répression — en un mot, contre l'Etat bourgeois. Ces partis n'auront vraisemblablement pas la majorité absolue à l'Assemblée, même s'ils remportent une importante victoire électorale : comment constituer et imposer alors un gouvernement P.S.-P.C.F. ? En s'appuyant sur l'action organisée du prolétariat ; il n'existe pas d'autre moyen. Cette bataille se prépare dès aujourd'hui ; la campagne électorale doit être utilisée à la préparer. Mais elle ne peut être préparée dans une perspective purement parlementaire ; elle ne peut être préparée aux côtés de candidats de partis bourgeois. Elle exige au contraire, avant comme pendant les élections, que les partis ouvriers rompent avec les partis et organisations de la bourgeoisie : avec les « *radicaux de gauche* » pour commencer.

Ne pas rompre le lien qui unit les partis ouvriers aux organisations et partis bourgeois revient en effet à subordonner la classe ouvrière aux cadres politiques dont la raison d'être est justement la défense de la société bourgeoise, la défense du régime capitaliste. Il y a plus : ne pas rompre, dès avant les élections législatives, dès avant la campagne

électorale, avec les organisations et partis bourgeois, c'est favoriser les combinaisons électorales non moins sordides que classiques. Certains « radicaux de gauche » n'hésiteront pas à se maintenir au second tour contre un autre candidat « de gauche », notamment contre un candidat du P.C.F., s'ils bénéficient dans ce cas du désistement des autres candidats bourgeois. Dès lors que l'« électoralisme » est à la base de l'« union de la gauche », la porte est ouverte aux entreprises des formations bourgeoises qui, le cas échéant, offriront aussi à maint candidat du P.S. de se maintenir contre un candidat du P.C.F., pourtant en tête de la « gauche » au premier tour. Combien de candidats du P.S. seront tentés d'accepter ces combinaisons s'ils estiment avoir ainsi des chances d'être élus ou réélus ? Tout est là : dans la lutte des classes en général, comme sur ce terrain particulier que sont les élections, pour répondre aux besoins et aspirations des masses et les satisfaire, il faut rompre avec la bourgeoisie.

Ce que signifie la présence des « radicaux de gauche »

Certes, la classe ouvrière voit d'abord dans l'accord sur le « programme de gouvernement » un accord entre le P.S. et le P.C.F. en vue de prendre le pouvoir, de former un gouvernement. Elle considère comme secondaire la présence des radicaux. C'est là une dangereuse illusion. Démonstrativement, les dirigeants du P.S. et du P.C.F.

ont tenu à ce que le représentant des « radicaux de gauche » participe à la cérémonie solennelle de ratification du « programme de gouvernement » et appose sa signature à côté des leurs. Ce geste est significatif : il démontre quel est le contenu de classe du programme ; il affirme spectaculairement que les dirigeants du P.S. et du P.C.F. entendent maintenir les liens qui les unissent à la société bourgeoise, à ses partis, à son Etat, à ses institutions politiques, à ses gouvernements. Dirigeants du P.S. et du P.C.F. agissent de telle sorte qu'on ne peut exclure que, dès le second tour des élections législatives, le maintien de leurs liens avec la bourgeoisie ait pour conséquence la dislocation du fameux « accord » sur le « programme commun ».

De toute façon, le maintien de ces liens est, quel que soit le résultat des élections, incompatible avec la lutte pour un gouvernement susceptible de se donner les moyens de satisfaire les revendications du prolétariat. Les militants n'ont pas le droit de partager les illusions des masses, moins encore de les répandre. Tout au contraire, il leur faut dégager de la gangue d'illusions qui les enserre les aspirations profondément saines et réalistes des travailleurs : ainsi, leur saine aspiration à l'unité des partis ouvriers, nécessaire à l'action politique pour un gouvernement du P.S. et du P.C.F. Il faut ouvrir la voie au combat pour un gouvernement ouvrier qui s'appuie sur le prolétariat, qui le constitue en classe dominante, qui satisfasse les revendications des masses laborieuses et de la jeunesse, qui exproprie la bourgeoisie, qui détruit l'Etat bourgeois.

La campagne électorale de l'O.C.I., le programme qu'elle mettra en avant ont cet objectif, et celui, inséparable, de construire le parti révo-

lutionnaire. Encore faut-il analyser ce qui sépare fondamentalement le programme d'un gouvernement ouvrier du « *programme commun* ».

« PROGRAMME COMMUN », CAPITALISME ET SOCIALISME

Transition vers le socialisme...

Un programme s'analyse et se juge en fonction de la période historique qu'il prétend couvrir. La crise actuelle du système politique bourgeois français, de l'Etat bourgeois, fait partie de la crise du système impérialiste mondial. Les relations entre les classes en France s'intègrent aux relations mondiales entre les classes, à la période de « *l'impérialisme, stade suprême du capitalisme* », du « *capitalisme pourrissant* », « *époque des guerres et des révolutions* ». Elles sont inséparables de tout ce mouvement du prolétariat qui, depuis 1968, se dresse et s'engage en une vague révolutionnaire mondiale, en Europe en particulier, où révolution sociale contre la bourgeoisie et révolution politique contre la bureaucratie se combinent, fusionnent, parce qu'elles sont des parties constituantes de la révolution prolétarienne mondiale, de cette révolution mondiale ouverte par la révolution russe en 1917. Cette nouvelle période de la révolution prolétarienne a été caractérisée par l'O.C.I. comme celle de « *l'imminence de la révolution et de la contre-révolution* ».

Une fois encore se vérifie ce que Léon Trotsky écrivait en 1938 :

La social-démocratie classique, qui déploya son action à l'époque où le capitalisme était progressiste, divisait son programme en deux parties indépendantes l'une de l'autre : le *programme minimum*, qui se limitait à des réformes dans le cadre de la société bourgeoise, et le *programme maximum*, qui promettait pour un avenir indéterminé le remplacement du capitalisme par le socialisme. Entre le programme minimum et le programme maximum, il n'y avait aucun pont. La social-démocratie n'a pas besoin de ce pont car, de *socialisme*, elle ne parle que les jours de fête.

L'Internationale communiste est entrée dans la voie de la social-démocratie à l'époque du capitalisme pourrissant, alors qu'il ne peut plus être question de réformes sociales systématiques ni de l'élévation du niveau des masses ; alors que la bourgeoisie reprend chaque fois de la main droite le double de ce qu'elle a donné de la main gauche (impôts, droits de douane, inflation, déflation, vie chère, chômage, réglementation policière des grèves, etc.) ; alors que chaque revendication sérieuse du prolétariat et même chaque revendication progressiste de la petite bourgeoisie conduisent inévitablement au-

delà des limites de la propriété capitaliste et de l'Etat bourgeois (*Programme de transition*).

Il est difficile aujourd'hui de constater cette analyse. Y compris les tenants, ou ex-tenants, du « *néo-capitalisme* » assouplissent leurs diagnostics antérieurs : ils ne sont plus tellement certains que « *les forces productives connaissent un prodigieux développement* ». Ils n'affirment plus que « *le capitalisme ne connaîtra pas de crises majeures mais seulement des récessions* ». Dans tous les pays capitalistes, l'inflation, la hausse des prix ont atteint, au cours de cette dernière année, des niveaux records. L'inflation manifeste le parasitisme, le pourrissement du mode de production capitaliste. Ce phénomène a une cause profonde : toute la machine économique est mue par le volant d'entraînement que constituent les formidables dépenses d'armement à travers le monde et les dépenses parasitaires de toutes sortes des Etats bourgeois. La crise du système monétaire international est à peine contenue par les accords conclus entre les principaux pays capitalistes. En réalité, cette crise s'approfondit. A un moment ou à un autre, elle déferlera, emportant l'obstacle précaire de ces accords extrêmement fragiles. Elle entraînera la dislocation du marché mondial.

D'ores et déjà, en pleine campagne électorale, Giscard d'Estaing a mis en place les premières mesures d'un nouveau « *plan de stabilisation* » que le gouvernement devrait mettre en application après les élections législatives. Bien que de Gaulle soit tombé, qu'il ait été incapable d'appliquer rigoureusement l'« *ardente obligation* » du V^e Plan, la

rationalisation, la lutte pour la « *compétitivité* », les concentrations, les fusions continuent, de façon plus ou moins anarchique. Tout cela a une signification précise : le capital doit tenter d'arracher, de détruire les droits et garanties conquis par le prolétariat. Le régime capitaliste, le système de la propriété privée des moyens de production n'a pas le choix.

Il est vrai que la puissance de la classe ouvrière empêche patronat et gouvernement d'atteindre pleinement les objectifs qu'ils s'assignent et qu'ils ne peuvent pas ne pas s'assigner. Mais, sous les formes les plus diverses, patronat et gouvernement n'en poursuivent pas moins l'application de leurs plans : contrats salariaux signés ces dernières semaines entre directions des entreprises publiques et directions syndicales ; réformes de l'enseignement, de la formation professionnelle, réforme hospitalière, réforme de la Sécurité sociale, etc. ; rationalisation, concentrations d'entreprises, compression des effectifs, déqualification... L'application partielle, déformée, insuffisante du point de vue du capital, de ces « *réformes* » de restructuration du capitalisme français rend plus explosives les contradictions qui déchirent la bourgeoisie française. Dans l'immédiat, tout semble pourrir sur pied. A cela s'ajoute la peur qui se manifeste à la seule annonce d'une nouvelle poussée des masses, même canalisée par l'« *union de la gauche* ». Or ce ne sont encore là que les prodromes d'une crise qui sera d'autant plus dévastatrice que la bourgeoisie ne maîtrise pas les rapports entre les classes, ni dans le monde en général ni en France en particulier.

Unir, mobiliser, organiser les travailleurs, en partant des intérêts et des aspirations du prolétariat, de la jeunesse, des masses exploitées des villes et des campagnes, contre la bourgeoisie, son Etat, ses gouvernements, dans le combat pour le gouvernement ouvrier, qui expropriera le capital, qui organisera la production sous contrôle ouvrier, en s'appuyant sur le prolétariat, constitué en classe dominante : tels doivent être les objectifs, la dynamique d'un programme conforme aux intérêts immédiats et historiques de la classe ouvrière.

EN BREF, IL FAUT OUVRIR LA VOIE QUI CONDUIT DU CAPITALISME AU SOCIALISME.

... ou « union populaire » ?

Mais c'est justement cette voie que veulent barrer les dirigeants du P.S. et du P.C.F.

Ainsi, dans son rapport au vingtième congrès du P.C.F., Marchais constate :

La crise de notre société est en effet désormais trop profonde pour qu'il suffise d'un ravalement de façade ou d'un retour au passé pour en sortir. C'est une crise globale qui atteint, nous l'avons vu, tous les domaines de la vie nationale. Elle met en cause, non tel ou tel aspect du fonctionnement du système économique et social actuel, mais ce système lui-même.

Le lecteur en conclut naturellement : Marchais veut en finir avec le système économique et social actuel, le mode de production capitaliste, le système social bourgeois. Le lecteur a tort de se précipiter. Marchais introduit en effet une légère nuance :

C'est-à-dire la domination d'un petit nombre de groupes financiers sur la France.

Incontestablement, la concentration des monopoles, du capital financier s'accélère par mille et un moyens, mille et un canaux ; et un petit nombre de groupes financiers domine l'économie capitaliste. Mais pourquoi ne pas dire qu'il faut en finir avec le système capitaliste, qui, à l'époque de l'impérialisme, conduit inexorablement à la « domination d'un petit nombre de groupes financiers » ? Marchais répond on ne peut plus clairement dans ce même rapport :

S'agit-il, dans le cadre de ce programme commun, d'instaurer le communisme ou même le socialisme ? Il est évident que non.

Et il précise :

La société socialiste a pour fondements essentiels la propriété collective de l'ensemble des grands moyens de production et d'échange, et l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière en alliance avec les autres couches de la population laborieuse. Il suffit de prendre connaissance du programme commun pour constater que sa réalisation n'équivaudrait pas à l'instauration d'un tel régime en France.

Nous ne le disons pas pour « rassurer » tel ou tel secteur de l'opinion, mais parce que nous sommes soucieux de ne pas laisser rapetisser l'idée du socialisme et son contenu révolutionnaire.

Voilà un « souci » fort honorable. Le « socialisme », c'est encore quelque chose de plus, n'en déplaise à Marchais, que la propriété collective de l'ensemble des grands moyens de production et d'échange et l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière. Ce ne sont là que les fondements indispensables d'une société de transition vers le socialisme, rien de plus. Mais l'essentiel, c'est que Marchais affirme ainsi qu'il n'est pas question pour le P.C.F. d'en finir avec le mode de production capitaliste, avec la société bourgeoise, avec le pouvoir bourgeois, avec l'Etat bourgeois. Quoi qu'il ait dit plus haut, il s'agit, et il ne peut s'agir, tout au plus, que d'un « ravalement de façade ». Quant à un « retour au passé », il n'en est pas besoin : le but est de maintenir ce passé.

Pour que nul n'en ignore, Marchais rappelle d'ailleurs la formule qu'il avait déjà utilisée au dix-neuvième congrès : « le développement continu de la démocratie politique et économique », vieille formule à peine « rénovée » que les politiciens du « Parti radical et radical-socialiste », les « radicaux de gauche » de ce temps-là, utilisaient il y a déjà près d'un siècle : « La démocratie est une création continue », disaient-ils. On sait à quoi a abouti le « développement continu de la démocratie politique et économique » : au capitalisme de monopole, à l'impérialisme, à l'hégémonie « d'un petit nombre de groupes financiers »,

à la faillite du système parlementariste bourgeois, aux systèmes politiques de domination de la bourgeoisie de type bonapartiste, quand ce ne fut pas à la dictature militaire et au fascisme. Dans le cadre du régime social bourgeois, c'est là un développement inéluctable, car organique.

Une gauche sans rivage... à droite

Fidèle à sa « doctrine », Marchais définit l'étendue de la « gauche unie », de l'« union populaire » :

C'est le rassemblement sans exclusive de toutes les forces ouvrières, démocratiques et nationales autour du programme commun de la gauche.

Hier il s'agissait déjà des forces ouvrières et... démocratiques : la porte était ainsi ouverte aux « radicaux de gauche ». Mais ceux-ci ne sont qu'un relais. Aujourd'hui viennent s'y ajouter les « forces nationales ». Dans son interview au *Times*, Marchais a précisé quelles sont ces forces :

Si la gauche était extrêmement proche de la majorité à l'Assemblée nationale, sans toutefois l'atteindre, il est évident qu'une situation absolument nouvelle serait créée dans le pays. Des républicains, des opposants au régime actuel, dès aujourd'hui désorientés par le ralliement anticipé de MM. Lecanuet et Servan-Schreiber à une coalition des droites, inclineraient sans doute, dans ces conditions, à soutenir un gouvernement démocratique. Dans

cette hypothèse, il nous semble que les partis de gauche pourraient, évidemment d'un commun accord, accepter leur concours, dès lors qu'ils souscriraient au programme commun de la gauche et s'engageraient à travailler à son application.

Impossible d'être plus clair. Selon Marchais, Lecanuet et Servan-Schreiber se sont trop précipités. Si la « majorité » s'effondrait, il faudrait bien former un gouvernement qui prenne le relais et se charge de défendre l'ordre bourgeois et d'en assurer la continuité. Une coalition axée à droite étant devenue impossible à réaliser, il faudrait lui substituer une coalition de « gauche ». Alors les députés bourgeois, le personnel politique du capital trouveraient place au sein de cette coalition de « gauche ». Il leur suffirait de prêter serment sur le « programme commun » ; cela suffirait à la « gauche unie » ; elle verrait désormais en ces honnêtes gens des « républicains », des « démo-

crates », des « nationaux ». La « gauche unie » n'a pas de rivage à droite.

Marchais nous l'a bien dit : il n'est pas question d'instaurer le socialisme ; le but est de rénover la « démocratie ». En réalité, sous les étiquettes pompeuses de « démocratie renouvelée », de « démocratie nouvelle », de « gauche unie », d'« union populaire » se cache une très vieille marchandise : la prise en charge par les dirigeants des partis ouvriers de l'ordre social et politique bourgeois en crise. Le « programme commun » n'est pas un programme d'action du prolétariat et de ses organisations, un programme de transition du pouvoir bourgeois au pouvoir ouvrier. Il repousse à un avenir indéterminé le passage du capitalisme au socialisme. La défense de la société bourgeoise, de l'Etat bourgeois, voilà l'objectif affirmé du « programme commun de gouvernement » et de l'« union populaire ».

AU CŒUR DU « PROGRAMME COMMUN » : DEFENDRE L'ETAT BOURGEOIS

La première partie du « programme commun de gouvernement » (2) proclame dans son titre qu'il faut « vivre mieux, changer la vie » (p. 51) ; la deuxième partie, qu'il faut « démocratiser l'économie, développer le secteur public, planifier le progrès » (p. 103). Cette deuxième partie énumère un ensemble de « nationalisations » à réaliser (pp. 113-116). Elle insiste à plusieurs reprises sur la « planification démocratique » (notamment pp. 117-118).

Dès l'abord, une question se pose : qui peut « changer la vie », qui peut « nationaliser », qui peut « planifier démocratiquement l'économie » ? Si

(2) Programme commun de gouvernement du Parti communiste français et du Parti socialiste (27 juin 1972), préface de Georges Marchais (Editions sociales). C'est à cette édition que se rapportent toutes les références données dans la suite.

ces objectifs sont pris au sérieux, une seule réponse peut être donnée à cette question : le prolétariat, organisé en classe dominante, entraînant à sa suite les masses laborieuses des villes et des campagnes et la jeunesse. La réalisation du Front unique des organisations ouvrières, du P.C.F. et du P.S. (ainsi que des centrales syndicales sur le plan qui est le leur et dans le maintien de leur indépendance par rapport aux partis et aux gouvernements), inséparable, naturellement, de la rupture avec les organisations et partis bourgeois, serait le point de départ de l'organisation du prolétariat en tant que classe, de la constitution des conseils ouvriers, de leur fédération aux plans local, régional et national ; en bref, de l'embryon du pouvoir ouvrier, de l'État ouvrier.

Pour connaître la réponse du « programme commun », il faut se reporter directement à la troisième partie, intitulée : « Démocratiser les institutions, garantir et développer les libertés » (p. 141). Assurément la classe ouvrière, la jeunesse, les masses laborieuses ont le plus grand intérêt à la défense et au développement des libertés démocratiques. Les lois, décrets, circulaires qui portent atteinte aux libertés individuelles et collectives, au droit des masses à s'organiser sur tous les plans, dans les entreprises, dans les quartiers, à l'armée doivent être abolis, qu'ils portent une date postérieure au 1^{er} juin 1958 ou antérieure. Le prolétariat, ses organisations syndicales et politiques, qu'elles soient puissantes ou moins puissantes, doivent avoir accès à tous les moyens d'information de masse : presse, radio, télé, etc. Tant que la forme politique parlementaire subsiste, il est certain que la représentation la

plus équitable est celle qui découle de la proportionnelle. La défense et l'extension des libertés municipales a également une très grande importance.

Mais les libertés démocratiques, l'extension des droits et garanties conquis par le prolétariat peuvent-elles être assurées dans le cadre des institutions politiques de la bourgeoisie, peuvent-elles être défendues par les grands corps de l'État du capital : les polices, la magistrature, le corps des officiers de carrière, le corps des hauts fonctionnaires ? Evidemment non. Nous sommes ici au cœur même du « programme commun de gouvernement », dont les « ambitions » se bornent modestement à réviser la constitution gaulliste, pas même à l'abolir (3) ; à « démocratiser les institutions », c'est-à-dire les institutions constituées et mises en place par la bourgeoisie et qui sont conçues dans le but unique de défendre contre les masses exploitées le système social capitaliste ; à « démocratiser » la police et la magistrature, dont la fonction est principalement de réprimer les masses laborieuses, la jeunesse, d'appliquer les lois du capital. Le « programme commun », en sa quatrième partie, va jusqu'à décerner un brevet de civisme à un des corps bourgeois les plus réactionnaires qui soient, le corps des officiers :

(3) Comme l'on sait, depuis que ces lignes ont été écrites, Marchais, dans sa conférence de presse du 11 janvier, a précisé qu'« au lendemain des élections il y aura mieux à faire que d'engager le pays dans un débat sur un changement de Constitution, qui nous ferait passer de la V^e à la VI^e République ». Il s'agit donc bien de conserver la V^e. (N.D.L.R.)

Le gouvernement comptera sur le loyalisme sans faille des officiers et des sous-officiers (page 173).

Chacun sait de quel « *loyalisme sans faille* » a toujours fait preuve le corps des officiers ; les héritiers des Cavaignac, des Galliffet, des Versaillais sauront, à l'occasion, se montrer dignes de leurs dignes ancêtres. Ils fomenteront complots, coups d'Etat, guerre civile en toute quiétude : le « *programme commun de gouvernement* » les pare de toutes les vertus civiques, rend hommage à leur « *loyalisme sans faille* ». L'épine dorsale du pouvoir bourgeois est intouchable. Mais de tout temps le sabre eut pour compère le goupillon. En ces temps de crise, le pouvoir bourgeois, l'Etat bourgeois ne peut se priver du concours éprouvé de ce dernier.

Le sabre et... le goupillon

Grande puissance économique, l'Eglise a toujours été un bastion de la réaction sociale et politique. Ordre privilégié, elle a combattu la révolution bourgeoise. Longtemps, en France, elle fut au centre des complots et combinaisons politiques contre la « *gueuse* », la république bourgeoise. La Commune de Paris avait institué la séparation totale de l'Eglise et de l'Etat, et réalisé la laïcité intégrale de l'enseignement. L'Eglise a vu, non sans raison, en chacune des libertés démocratiques, une conquête des travailleurs, que ceux-ci utilisaient pour s'organiser comme classe. Elle les a toutes et toujours combattues. En France, elle est entrée en conflit avec la

bourgeoisie républicaine. Elle s'est dressée contre la république parlementaire, pourtant forme la plus appropriée de la dictature de classe du capital à l'apogée de sa puissance, parce que la plus apte à amortir les heurts politiques et sociaux de cette période. Puissance obscurantiste, elle s'opposait à l'extension d'un enseignement de masse rationnel, dont avait alors besoin la bourgeoisie en plein développement.

C'est ainsi que le conflit est né et s'est développé entre la république bourgeoise et l'Eglise, avec ses congrégations, conflit qui a abouti à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, à l'enseignement laïque. Tous les gouvernements révolutionnaires, au premier rang la Commune de Paris, ont imposé la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la laïcité de l'enseignement. Certes, ni ces mesures ni les libertés démocratiques en général ne changent la nature de classe de l'Etat ; et la laïcité de l'enseignement ne change pas la nature de classe de cet enseignement. Sous ce prétexte, faut-il se désintéresser de la défense des libertés démocratiques, de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, de l'enseignement public gratuit en général, de la laïcité en particulier ? Tout travailleur conscient sait que les libertés démocratiques, les droits et garanties conquis par sa classe sont autant de moyens qui lui sont indispensables pour combattre quotidiennement le capital et lutter pour renverser le pouvoir bourgeois. A plus forte raison sait-il qu'il lui faut combattre cette grande puissance économique, sociale et politique qu'est l'Eglise, d'autant plus que cette grande puissance temporelle se double de la « *puissance spirituelle* » de la religion — l'« *opium du peuple* ».

Réintroduire l'Eglise dans l'Etat

Aujourd'hui, le capitalisme pourrissant est devenu réactionnaire « sur toute la ligne ». La bourgeoisie en crise, son Etat en crise ont besoin de l'appui politique et « spirituel » de l'Eglise, grande puissance réactionnaire par excellence. Il leur faut réintroduire celle-ci dans l'Etat, avant tout à l'école, en liquidant l'enseignement laïque. L'Eglise, cette institution barbare qui a survécu à la nuit des temps, l'Eglise qui, depuis 1959, en application des lois Debré, puis Debré-Pompidou, a déjà bénéficié de centaines de milliards versés à l'enseignement libre, est naturellement d'autant plus disposée à répondre à l'appel du capital qu'elle se sait vouée à vivre ou à périr avec lui.

« Pas de patrons, pas de curés à l'école ! », clamaient les quelque dix mille manifestants qui défilaient le 9 décembre 1972 derrière la banderole du Val-de-Marne au cours de la manifestation du C.N.A.L. A quoi Marchais, dans son rapport au vingtième congrès du P.C.F., répond, au nom de la défense du « programme commun de gouvernement », de l'« union populaire » :

Des millions de chrétiens, et notamment des travailleurs, subissent, comme leurs frères incroyants, la dure exploitation du capital. Ils disent, eux aussi, que les choses ne peuvent plus durer ainsi et qu'il faut en finir avec l'injustice sociale.

Ce qui est exact. En conséquence, développer la lutte contre cette institution économique, politique et sociale, pilier de l'ordre social capi-

taliste, qu'est l'Eglise, combattre pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat, pour défendre la laïcité de l'enseignement devrait être d'autant plus facile. La différence entre la liberté de croyance et la lutte contre la puissance temporelle, sociale et politique de l'Eglise devrait être d'autant plus saisissable. Mais, pour Marchais, l'évocation des « millions de chrétiens, et notamment de travailleurs » est un moyen d'engager le dialogue avec cette institution réactionnaire : l'Eglise. Il poursuit :

Cette évolution des esprits trouve un reflet dans les récentes prises de position de mouvements chrétiens, voire des Eglises elles-mêmes. Qu'il s'agisse des évêques de l'Eglise catholique ou de la Fédération protestante de France, le jugement porté sur la société actuelle est le même et c'est une mise en cause du système économique et social.

Dès lors on comprend de quoi il s'agit. Marchais proclame cependant :

L'Eglise sera séparée de l'Etat.

Mais le délégué de la fédération du Val-de-Marne du P.C.F. — fédération du nouveau secrétaire général du P.C.F. — estime que le mot d'ordre « Pas de patrons, pas de curés à l'école » est un scandale qui, selon la formule de G. Bouvard dans *l'Humanité*, a donné « une image repoussante de la laïcité » lors de la manifestation du C.N.A.L. du 9 décembre, et il l'a affirmé à la tribune du vingtième congrès du P.C.F. Le « programme commun de gouvernement », cependant, énonce dans sa première partie, chapitre IV :

Dès la première législature, les établissements [d'enseignement] privés — qu'ils soient patronaux, à but lucratif ou confessionnels — percevant des fonds publics seront en règle générale nationalisés (p. 77).

Cette formule vague veut évidemment dire qu'en « règles particulières », aussi nombreuses qu'il conviendra, ces établissements resteront subventionnés et privés. La suite n'est-elle pas encore plus édifiante ?

L'intégration progressive de leurs personnels non ecclésiastiques se fera selon des procédures garantissant le droit d'option, le respect des qualifications, le bénéfice des avantages du service public. Les transferts nécessaires de locaux excluront toute spoliation (p. 77).

La laïcisation complète de l'enseignement exige des mesures simples, conformes au programme d'expropriation de la bourgeoisie : « Pas de curés, pas de patrons à l'école », cela nécessite l'expropriation sans indemnité ni rachat des écoles privées.

Mais ce n'est pas là l'objectif du « programme commun », qui a pour objet, bien au contraire, de défendre l'ordre social bourgeois, l'Etat bourgeois. A cette fin, Marchais, Mitter-

rand, Fabre et consorts tendent fraternellement la main aux « camarades » en robes violettes. Leur conception d'un « service public unique et laïque » (p. 77) de l'enseignement est toute particulière. Ainsi qu'ils devaient le préciser ultérieurement à sa publication, le « programme commun », sous prétexte de « service public unique », se propose d'installer les prêtres à l'intérieur de l'« école laïque ». En réalité, il va plus loin que les lois Debré-Pompidou : pour peu qu'il ne porte plus l'habit ecclésiastique — et Vatican II n'y a-t-il pas pourvu ? — le curé sera baptisé « instituteur laïque » ou « professeur laïque ». Cela signifierait la destruction des lois laïques, la réintroduction du prêtre à l'intérieur de l'école publique, le commencement du réinvestissement de l'Etat par l'Eglise. Dans ces conditions, quand Marchais proclame : l'Eglise sera séparée de l'Etat, ce ne sont que des mots. La défense de l'Etat bourgeois, de ses institutions comporte des exigences bien précises : après avoir décerné un brevet de loyalisme au corps réactionnaire des officiers, il faut faire appel aux Eglises, pivots et organisatrices de toutes les réactions. Aux Eglises, on décerne des brevets « sociaux » et démocratiques.

LE « PROGRAMME COMMUN » ET LES REVENDICATIONS

Toutes les revendications de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses exploitées sont légitimes. Les profits, les prébendes, les gaspillages, les spéculations ont une source et une seule : l'exploitation du pro-

létariat, qui découle de la propriété privée des moyens de production.

Il n'est pas question de dresser ici un catalogue des revendications des masses exploitées. Ces revendications recouvrent tous les domaines

de la vie économique* et sociale : depuis le pouvoir d'achat et sa garantie jusqu'à la garantie de l'emploi et de la qualification ; depuis les conditions de travail jusqu'à la santé et la Sécurité sociale ; depuis le logement et la mise au service des masses de l'urbanisme jusqu'aux transports en commun ; depuis le droit à l'enseignement jusqu'au droit au métier, à la formation professionnelle ; depuis le droit aux loisirs jusqu'au droit à la culture ; depuis les droits politiques, d'association, d'organisation de la jeunesse au lycée, au C.E.T., à l'usine, à l'université jusqu'à celui, pour les jeunes du contingent, de s'organiser, d'élire leurs délégués à l'armée ; depuis la lutte contre la subordination de la petite paysannerie, des artisans, des petits commerçants aux banques, aux « coopératives » dominées par les gros agrariens, aux sociétés à succursales multiples jusqu'à la lutte contre la fiscalité avantageuse pour les monopoles, etc.

A la veille de la révolution bourgeoise de 1789, la préparation des Etats généraux fournit à la bourgeoisie petite et moyenne, et dans une certaine mesure aux couches populaires des villes et des campagnes, l'occasion de formuler, dans toutes les provinces de France, leurs « doléances » contre le pouvoir royal, la noblesse et le clergé. L'élaboration de ces cahiers préparatoires aux Etats généraux a puissamment contribué à la mobilisation des masses populaires qui a précédé immédiatement la Révolution française. Il ne peut être question de parodier la préparation des Etats généraux de 1789. Les Etats généraux appartiennent à un autre temps, à une autre structure de la société. Toutes les luttes sociales

s'ordonnent aujourd'hui par rapport à la lutte de classes entre prolétariat et bourgeoisie. Mais, dans ces conditions, le devoir des organisations ouvrières syndicales et politiques n'est-il pas, alors que la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie tend vers un choc fondamental, d'organiser et de mobiliser le prolétariat dans la définition de ses revendications et sur la base de ses revendications, ainsi que d'organiser et de mobiliser, autour de la classe ouvrière et selon les mêmes méthodes, la jeunesse et les autres couches exploitées de la ville et des campagnes ? C'est sans doute la tâche plus particulière des centrales syndicales que d'impulser dans l'unité, dans la démocratie syndicale et ouvrière et dans l'indépendance par rapport aux partis, la tenue d'assises dont ce serait l'objectif. Mais c'est celle des organisations politiques ouvrières de combattre pour que les conditions politiques de la tenue de semblables assises soient réunies — la première condition étant qu'elles s'engagent, afin que ces revendications soient réalisées, à lutter pour la formation d'un gouvernement qui les satisfasse.

Le « programme commun » tourne le dos aux revendications

Or le « programme commun de gouvernement » tourne le dos aux revendications principales de la classe ouvrière et de la jeunesse, comme aux méthodes qui permettraient aux masses de les préciser et de s'organiser pour les arracher. Les hauts cris de la presse bour-

geoise et des tenants du gouvernement dénonçant leur caractère démagogique ne peuvent masquer l'extrême modestie des revendications reprises par le « programme commun ». Ainsi :

Dès aujourd'hui, aucun salaire ne devrait être inférieur à 1 000 F par mois (p. 53).

Cette revendication était celle des travailleurs de chez Renault en mai-juin 1968, il y aura bientôt cinq ans ! Sans doute y a-t-il des millions de travailleurs qui ne gagnent pas encore mille francs par mois. Cependant, ce qui est vrai pour les travailleurs de chez Renault l'est pour toutes les couches de travailleurs : ils exigent maintenant qu'il n'y ait pas de salaire inférieur à mille cinq cents francs par mois.

En fait de garantie de l'emploi et de la qualification, le « programme commun » reprend à son compte les accords patronat-syndicats de juillet 1970 et les lois de juillet 1971 qui ne vont pas seulement dans le sens du contrôle du patronat sur la formation professionnelle, mais, au nom du recyclage, légitiment les licenciements et la déqualification. Du contrôle ouvrier sur les salaires, les prix, l'emploi, la qualification, la formation professionnelle, il n'est pas question dans le « programme commun ».

« Progressivement », on raserà gratis

En fait de satisfaction des revendications, le maître mot du « programme commun », c'est « progressivement », qui veut dire *plus tard* : « Le gouvernement se donnera pour but d'assurer progressivement la gra-

tuité des soins » (page 62). Ou encore : « Le revenu minimum des personnes âgées ne devant pas être inférieur au S.M.I.C., le régime des pensions sera adapté en conséquence » (page 63). Cependant, pour l'instant, « pour l'accomplissement de ce programme, dans l'immédiat, les prestations actuellement servies seront considérablement augmentées » (page 63). A propos de la Sécurité sociale : « L'amélioration de la Sécurité sociale rendra nécessaire une refonte du système de financement » (page 63). La moindre des choses serait que ce soit le patronat qui prenne en charge l'ensemble du financement de la Sécurité sociale. Il n'en sera rien : « La participation patronale sera (seulement) augmentée » (page 63). Et ainsi de suite.

Bien entendu, le « programme commun » est muet quant à l'abrogation des lois instituant la réforme hospitalière, la réforme de l'enseignement, etc. Au lieu de décréter que le logement sera considéré comme un service public placé sous le contrôle des ouvriers et généralement des masses laborieuses, sans qu'il soit question de rentabilisation, le « programme commun » définit une série de mesures partielles et limitées d'une efficacité douteuse, qui échappent au contrôle des travailleurs et ne peuvent résoudre le problème au fond.

Les travailleurs de la terre et le « programme commun »

On peut faire des constatations similaires à propos des travailleurs agricoles, de la petite et de la

moyenne paysannerie. Aucune mesure radicale d'expropriation des grands propriétaires fonciers n'est prévue. Rien en ce qui concerne la constitution d'exploitations collectives volontaires, de coopératives de matériel agricole, de stockage, de vente, placées sous le contrôle des paysans travailleurs et financées par les crédits d'Etat. L'inégalité sociale particulièrement accentuée à la campagne, l'émigration forcée des paysans pauvres et la liquidation de leurs exploitations se maintiendront, si elles ne s'aggravent pas. La terre, les ouvriers agricoles, les paysans travailleurs resteront sous la coupe des grands agrariens et des banques. Formule vague après formule vague, cela signifie que rien ne sera modifié quant au fond :

Le statut du fermage et du métayage sera amélioré dans le sens d'une limitation du prix des baux et d'une plus grande sécurité du preneur, notamment par des baux à longue durée (p. 125).

Ou encore :

Le Crédit agricole, démocratisé, deviendra un instrument décisif du développement de l'agriculture, des industries agricoles et alimentaires, de l'environnement rural (p. 126).

Des constatations semblables pourraient être faites à propos des artisans et des petits commerçants.

Quant à ce que valent les engagements déjà plus que modestes et très souvent évasifs du « *programme commun* », c'est une autre affaire encore. Satisfaire les revendications fondamentales des travailleurs et des jeunes exige que l'on s'appuie sur le contrôle du prolétariat dans tous les domaines de la vie économique,

sociale et politique pour changer la nature du mode de production, par l'expropriation des principaux moyens de production et d'échange, l'élaboration et la réalisation d'un plan de production qui réponde aux besoins des masses : le « *programme commun de gouvernement* » va à l'encontre d'une telle politique.

Le capital exproprié ou en liberté surveillée ?

La Vérité a déjà eu l'occasion de l'écrire, le titre de la deuxième partie du « *programme commun* » est significatif :

Démocratiser l'économie, développer le secteur public, planifier le progrès (page 103).

Il s'agit de changer la nature du mode de production : au système du profit, fondé sur la propriété privée des moyens de production, il faut substituer une économie planifiée en fonction des besoins des masses, fondée sur la propriété collective des principaux moyens de production. On ne « *démocratise* » pas le mode de production capitaliste. Or cette partie du « *programme commun* » affirme :

Pour briser la domination du grand capital et mettre en œuvre une politique économique et sociale nouvelle, rompant avec celle qu'il pratique, le gouvernement réalisera progressivement le transfert à la collectivité des moyens de production les plus importants et des instruments financiers actuellement entre les mains de groupes capitalistes dominants (p. 113).

Pourquoi « progressivement » ? Que veut dire « le transfert » ? Néanmoins, cette phrase promet apparemment ce que tout militant ouvrier sait indispensable pour « changer la vie » : l'expropriation du capital financier et des monopoles. Hélas, le « programme commun » ne tient pas ce que cette phrase promet. Par contre, il va expliquer ce que signifient « progressivement » et « le transfert ». Il s'engage à nationaliser « la totalité des banques d'affaires, les principaux holdings financiers et les banques de dépôts » (page 115), ce qui est effectivement indispensable. Mais ce sont toutes les banques, c'est tout le système financier qu'il faut exproprier. La fusion de toutes les banques en une banque unique qui centralise la comptabilité nationale et le financement de l'économie est indispensable. Et pourquoi ne pas nationaliser les « banques étrangères », dont on promet seulement qu'elles seront « contrôlées » (page 115) par la Banque de France ? La liste des nationalisations prévues, en plus des banques françaises, comprend en tout et pour tout neuf sociétés. Quant à celles dont il est nommément question par ailleurs, il est écrit :

La responsabilité particulière de la puissance publique se traduira par des prises de participation financière pouvant aller jusqu'à des participations majoritaires (p. 116).

Cela concerne des entreprises comme Usinor-Vallourec, Wendel-Sidélor, Schneider, la Compagnie française des pétroles-C.F.R.-Total. Plus haut, le « programme commun » explique :

A côté des nationalisations, l'appropriation collective revêtira des formes diverses : sociétés nationales ou d'économie mixte, coopératives, mutuelles, services publics locaux, etc. (pages 113-114).

Ainsi, ce que signifie « le transfert » s'éclaire. En fait de « nationalisations », il s'agit, dans un grand nombre de cas, tout au plus de la constitution de sociétés dites d'« économie mixte ». Des sociétés de ce type se sont greffées notamment sur les sociétés nationalisées au lendemain de la Libération : ce sont les vaches à lait du capital. L'Etat ou les sociétés nationalisées ont à charge les lourds investissements, la fourniture de commandes massives. Le capital privé exploite ces investissements, se gâte des profits qui résultent des commandes massives passées par l'Etat (4).

Des ambitions modestes

Avec une sorte de naïveté, le « programme commun » avoue d'ailleurs la modestie de ses ambitions :

Le franchissement du seuil minimum doit permettre de limiter et de circonscrire les

(4) C'est ainsi, par exemple, que, selon des statistiques récentes, la part des entreprises publiques dans la valeur ajoutée est tombée en dix ans de 13,4 % à 11,8 %, et leur part dans le total des investissements de 38,8 à 28,9 %. Ces chiffres soulignent que le rôle essentiel des entreprises nationalisées dans le cadre de l'Etat bourgeois consiste donc à subventionner le « secteur privé », au frais, notamment, des contribuables. (N.D.L.R.)

bases monopolistes. Il laissera subsister un important secteur privé (p. 114).

Et, pour que la pureté de ses intentions ne soit pas mise en doute, il déclare :

L'indemnisation des actionnaires des entreprises expropriées fera l'objet d'une solution équitable (p. 116).

On ne limite pas, on ne circonscrit pas les monopoles capitalistes. Ils ne peuvent être interdits de séjour dans certains secteurs de l'économie et mis en liberté surveillée dans d'autres. L'indemnisation des entreprises nationalisées signifie qu'elles ne sont pas expropriées et que la puissance financière correspondante est maintenue entre les mains du « secteur privé ». En bref, le capital financier, les monopoles conservent toute leur puissance, fruit des milliers de milliards extorqués aux masses laborieuses. Ils continueront, en utilisant les moyens les plus divers, à exploiter, à piller l'économie, à recevoir des prébendes de l'Etat, aux dépens des masses laborieuses.

Cette partie du « programme commun » est particulièrement significative. Face au prolétariat, il faut que ce programme apparaisse radical et anticapitaliste s'il veut faire illusion. Aussi l'accent est-il mis sur la nationalisation « de la totalité des banques d'affaires [...], pour briser la domination du grand capital ». Mais sa fonction réelle consiste à défendre l'Etat bourgeois ainsi que les fondements de la société bourgeoise, et cela aussi doit être exprimé dans ce programme. Il fallait donc y inscrire les garanties indispensables pour la bour-

geoisie. D'où la phrase : « *Il laissera subsister un important secteur privé* » (page 114). Autour de son axe fondamental — la défense de l'Etat bourgeois et des fondements de la société bourgeoise —, le « programme commun » se contorsionne.

Le seul programme qui puisse satisfaire les revendications

Le seul programme qui puisse satisfaire les besoins des masses est celui qui, partant de ces besoins, unifie, organise, mobilise le prolétariat, la jeunesse, les masses laborieuses pour exproprier le capital, instaurer un nouvel ordre social et politique, donc organiser sur de nouvelles bases la production. Pour satisfaire les revendications, il faut exproprier le capital. C'est maintenant, c'est tout de suite qu'il faut faire appel aux masses contre le capital financier, contre les monopoles, pour préparer un plan de production qui, dans tous les domaines, réponde à leurs besoins.

Exproprier toutes les banques, tous les instituts financiers est indispensable. Mettre à nu le fonctionnement du capitalisme, mettre à jour les mécanismes de l'exploitation, de la spéculation, faire connaître aux masses la comptabilité nationale, révéler les secrets commerciaux et autres, montrer pourquoi et comment se développe l'inflation, préparer la fusion des banques en une banque unique, tout cela est à la fois nécessaire et immédiatement réalisable. Il faut unifier, organiser,

mobiliser les employés de banque. Les directions des organisations syndicales en ont les moyens. Il suffit qu'ensemble elles préparent et organisent, sous leur direction et leur responsabilité, une conférence démocratique des employés de banque, qui élaborera les revendications et les moyens de les faire aboutir, qui publiera la comptabilité nationale. Isolés, service par service, banque par banque, les travailleurs des banques sont impuissants, ils ne contrôlent pas ce qu'ils font. Unifiés sous la direction des syndicats, collectivement, ils savent tout, car ce sont eux qui font fonctionner les banques.

Ce qui est vrai pour les banques est vrai pour les entreprises, trusts, monopoles. C'est tout de suite, c'est maintenant que la mobilisation des travailleurs pour leurs revendications, la définition des moyens pour les faire aboutir, la mise sur pied du contrôle ouvrier sur la production sont réalisables. C'est tout de suite, c'est maintenant que le prolétariat peut jeter les bases d'un plan de production qui satisfasse les besoins des masses laborieuses.

Un gouvernement des partis ouvriers sans ministre capitaliste

C'est ainsi que, d'ores et déjà, l'organisation des éléments du pouvoir de la classe ouvrière peut être mise sur pied, et qu'une nouvelle structure d'Etat s'opposant à l'Etat bourgeois peut commencer à s'organiser. Car cette mobilisation, cette

organisation des masses débouche immédiatement sur la question du pouvoir politique. Quel gouvernement peut satisfaire les revendications ? Seulement un gouvernement des partis ouvriers sans ministre capitaliste. Qui peut exproprier le capital ? Seulement un gouvernement des partis ouvriers sans ministre capitaliste. Qui peut organiser la production selon un plan qui réponde aux besoins des masses ? Seulement un gouvernement des partis ouvriers sans ministre capitaliste. Mais il ne peut s'agir là d'un simple changement de gouvernement. Car, immédiatement, surgit cette question : qui peut élaborer et appliquer une telle politique, un tel plan ? Assurément pas le corps des hauts fonctionnaires au service du capital. Pas plus que le nouvel ordre social et politique ne saurait être défendu par les polices instituées par la bourgeoisie, par le corps réactionnaire des officiers, par les grands corps de l'Etat bourgeois, dans le cadre des institutions politiques bourgeoises en général. Seul le prolétariat organisé en classe dominante peut s'acquitter de ces tâches.

Le « programme commun », toujours dans sa deuxième partie, se penche sur « la démocratie dans l'entreprise et la gestion démocratique » (page 105), « la planification démocratique » (page 117). Cette partie est sans aucun doute l'apport propre des « chrétiens sociaux », qui ont pris position à l'intérieur du P.S., et dont l'idéal demeure le corporatisme. Le contrôle ouvrier ne peut se limiter à l'entreprise. Il ne peut être substantiel que s'il s'étend à l'ensemble de la production. Il n'y a d'ailleurs de planification réelle possible que si les

travailleurs détiennent le pouvoir politique. La « *démocratie dans l'entreprise* », la « *gestion démocratique* » (page 110), ce sont des euphémismes : car les travailleurs de n'importe quelle entreprise considérée à part, isolés des travailleurs des autres entreprises, sont condamnés à l'impuissance. Ils sont obligatoirement soumis aux lois de la concurrence, de la rentabilisation, du profit. Tout au plus peuvent-ils « *organiser* » leur propre exploitation.

Contrôle ouvrier et pouvoir politique

La classe ouvrière ne peut contrôler l'économie entreprise par entreprise, mais seulement si l'ensemble des grandes entreprises capitalistes est expropriée, et par rapport à un plan d'ensemble de l'économie. Lénine expliquait que la politique est de l'économie concentrée. Détenir le pouvoir politique est une condition indispensable pour maîtriser l'économie politique. C'est pourquoi le contrôle ouvrier sur la production implique la lutte pour le pouvoir politique, sans lequel il ne peut s'exercer pleinement et durablement. Briser l'ordre social et politique bourgeois, instaurer un nou-

vel ordre politique et social, un nouveau mode de production social, prolétarien : tel est l'objectif vers lequel tend naturellement, dans son mouvement, le contrôle ouvrier sur la production. Il est l'antithèse de la « *démocratie dans l'entreprise* », de la « *planification démocratique* ».

Cette partie du « *programme commun* » vise à détruire l'unité du prolétariat, à subordonner les travailleurs de chaque entreprise à cette entreprise, à briser les organisations syndicales en les assujettissant à l'entreprise, la section syndicale d'entreprise se substituant au syndicat d'industrie, à faire prévaloir la « *compétitivité* », la « *rationalisation* », la « *rentabilité* » de l'entreprise sur les intérêts de classe du prolétariat. Il s'agit d'une nouvelle application de la théorie de l'« *autogestion* ». Appliquée en Yougoslavie, où le capital a été exproprié, l'« *autogestion* » y disloque la planification. Appliquée là où le mode de production capitaliste subsiste, la « *démocratie dans l'entreprise* », l'« *autogestion* », sous un nouveau nom, conduit au corporatisme. Le but est évident : disloquer le prolétariat.

L'objectif du programme ouvrier, c'est l'unification du prolétariat comme classe, sa constitution en classe dominante, l'édification de l'Etat ouvrier.

CHAQUE SEMAINE, LISEZ

INFORMATIONS OUVRIÈRES

LE SOCIALISME EST UN ET INDIVISIBLE

La sainte-alliance contre-révolutionnaire et le « programme commun »

Nationale dans la forme, la lutte du prolétariat est internationale dans son contenu. Le programme qui, partant des intérêts élémentaires et fondamentaux des masses, les conduit à prendre le pouvoir, qui amène le prolétariat à s'ériger en classe dominante, constitue, par nature, un brûlant appel pour les prolétaires des autres pays à engager le même combat. La lutte, dans un pays déterminé, pour le pouvoir, pour l'expropriation de la bourgeoisie et l'organisation d'une économie de transition vers le socialisme est, dès l'origine, un combat contre la bourgeoisie mondiale. Cela se manifeste de mille façons. Par exemple, les capitaux s'enfuient à l'étranger, il faut arrêter l'hémorragie : aucun autre moyen que d'exproprier banques et entreprises étrangères. Les relations économiques, commerciales et financières avec l'extérieur doivent être soumises aux exigences du plan, donc monopolisées par l'Etat ouvrier : le monopole d'Etat du commerce extérieur est indispensable. Le « *programme commun* » ne prévoit pas ces mesures élémentaires. Il maintient et défend en France l'ordre social bourgeois ; dans ces conditions, il défend naturellement l'ordre impérialiste mondial, il voit la France comme l'une des composantes du système impérialiste mondial, en y ajoutant une touche de coexistence pacifique.

Une tâche élémentaire et urgente, pour un gouvernement ouvrier, sera au contraire — sans rompre pour autant systématiquement toutes relations économiques et politiques avec les gouvernements des pays capitalistes et ceux des bureaucraties parasitaires des Etats ouvriers dégénérés ou déformés — d'ouvrir une perspective révolutionnaire au prolétariat des autres pays (et, en ce qui concerne la France, particulièrement aux travailleurs européens). Car l'appui du prolétariat des autres pays lui sera indispensable pour se maintenir au pouvoir, comme la victoire du prolétariat des autres pays lui sera indispensable pour que sa propre victoire devienne définitive. C'est pourquoi un programme de défense des intérêts du prolétariat et des masses laborieuses doit nécessairement mettre en cause l'ordre impérialiste mondial, donc les traités et accords qui consacrent cet ordre, et la « *coexistence pacifique* », qui devient de plus en plus ouvertement une sainte alliance contre-révolutionnaire scellée par l'impérialisme et les bureaucraties contre le prolétariat mondial et les peuples opprimés. **LE SOCIALISME EST UN ET INDIVISIBLE !**

Politique extérieure du gouvernement ouvrier

Défendre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, que ce soit contre l'impérialisme ou contre la bureaucratie du Kremlin ; prendre catégoriquement position contre l'impérialisme au Vietnam et ailleurs,

comme contre l'occupation de la Tchécoslovaquie et des autres pays de l'Europe de l'Est par la bureaucratie du Kremlin ; commencer par reconnaître dans les faits, et sans le plus petit délai, le droit des peuples des T.O.M. et des D.O.M. qui demeurent sous la coupe de l'impérialisme français à disposer d'eux-mêmes, à être totalement indépendants ; déchirer les accords de « coopération » conclus avec les gouvernements à la solde des puissances ex-colonialistes, accords qui permettent au capitalisme français de faire main basse sur les richesses de ces pays, tout en continuant à faire « suer le burnous » ; tout cela, un gouvernement ouvrier doit le faire dès les premiers jours de son existence.

Le programme d'un gouvernement ouvrier comporte aussi de toute évidence la publication de tous les traités et accords diplomatiques, la fin de la diplomatie secrète, la dénonciation des accords inter-impérialistes militaires, politiques et économiques et des accords contre-révolutionnaires avec les bureaucraties parasitaires. Cela ne se discute même pas en ce qui concerne l'Alliance atlantique, mais la plupart des autres traités et accords liant la France ressortissent obligatoirement à ces catégories.

Les accords économiques, et plus particulièrement ceux qui ont institué la Communauté économique européenne, posent des problèmes plus complexes. Le gouvernement ouvrier ne peut renoncer aux relations, aux échanges économiques avec les pays où le système capitaliste subsistera encore et pour le temps où il y subsistera. Cependant le programme du gouvernement ou-

vrier ne peut accepter le cadre, les fondements de la C.E.E. ; car ceux-ci consistent à réaliser la libre circulation des marchandises et des capitaux dans les pays considérés. Ils impliquent le maintien du mode de production capitaliste, l'impossibilité d'organiser la production selon un plan, la soumission aux fluctuations du marché mondial, la pénétration du capital étranger. Par contre, les obstacles politiques seuls pourraient s'opposer à une coopération économique féconde avec les pays où le capital a été exproprié.

Mais il est indispensable de concevoir le programme du gouvernement ouvrier en se fondant sur la dynamique de la lutte des classes, donc de le concevoir comme un moteur de la lutte de classe du prolétariat. A la C.E.E., aux accords économiques, politiques, militaires de l'impérialisme, aux accords contre-révolutionnaires entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, la politique du prolétariat oppose la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe. Cette politique, ces objectifs sont éminemment réalistes : l'accession au pouvoir, en France, d'un gouvernement ouvrier ébranlera l'Europe et le monde, elle y modifiera les rapports entre les classes au profit du prolétariat. La chaîne de la révolution prolétarienne sera renouée, en Europe et dans le monde entier.

Le « programme commun » et la « sécurité européenne »

Dirigeants du P.S. et du P.C.F. ressentent cette perspective comme une menace. C'est pourquoi le « pro-

gramme commun » ne néglige rien pour la boucher. Son ambition est au contraire d'amener le gouvernement français à participer à la coopération contre-révolutionnaire mondiale baptisée « *sécurité européenne* ».

Le gouvernement participera activement à la préparation de la conférence des Etats pour la sécurité et la coopération en Europe, à laquelle devront participer tous les Etats européens, ainsi que les Etats-Unis et le Canada (p. 174).

Il est à peine besoin de commenter cette phrase. L'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, menacés par la nouvelle vague révolutionnaire, ont déjà conclu maints accords qui entérinent l'action contre-révolutionnaire en Europe de l'Est de la bureaucratie du Kremlin, entrouvent la porte à la pénétration capitaliste et laissent pratiquement les mains libres à l'impérialisme en général, et à l'impérialisme américain en particulier. Nous ne pouvons analyser ici ces accords. Mais il faut bien voir que le « *programme commun* » participe de cette politique. Pour que nul n'en ignore, il va jusqu'à confirmer l'appartenance de la France à l'Alliance atlantique :

Les problèmes éventuels posés par les obligations résultant de l'appartenance de la France à l'Alliance atlantique seront résolus dans cet esprit (p. 175).

Bien entendu, il maintient la participation de la France à la C.E.E., donc il accepte la libre circulation des marchandises et des capitaux, la pénétration des capitaux étrangers (y compris, cela va de soi, amé-

ricains), etc., en assaisonnant le tout de grandes phrases sur la « *démocratisation* » de tel organisme ou de telle institution. Les phrases pacifistes ne manquent pas non plus sur le « *règlement* » des « *conflits en cours* », qui doivent l'être sur la base de la « *coexistence pacifique* ».

Le « *programme commun* » défend jusqu'au bout les intérêts de l'impérialisme français. Le gouvernement de l'« *Union de la gauche* », autant qu'il le pourra, défendra les vestiges de l'empire colonial. Il « *reconnaitra le droit à l'auto-détermination des peuples des D.O.M. et des T.O.M.* » (page 183), mais « *les nouveaux statuts seront discutés avec les représentants des population concernées et devront répondre aux aspirations de celles-ci* » (page 183). En d'autres termes, le « *gouvernement de la gauche unie* » ne cédera que ce qu'il sera contraint de céder, il s'efforcera de « *discuter* », de défendre et de faire prévaloir les intérêts du capitalisme français. Rien ne manque, de ce point de vue, au « *programme commun* », pas même la défense de la fameuse « *coopération économique* » que de Gaulle a substituée aux anciens rapports coloniaux directs :

La France fera face à ses responsabilités particulières [sic] à l'égard des pays de son ancien empire colonial (p. 184).

Décidément, c'est beau, c'est grand, c'est généreux, la France du « *programme commun* ».

Ces quelques remarques suffisent. La politique étrangère est le prolongement de la politique intérieure. Le « *programme commun* » défend sur tous les fronts l'ordre social bourgeois, le capitalisme menacés.

Le « programme commun » n'est pas amendable

Ainsi, le programme d'un gouvernement ouvrier et le « *programme commun* » sont antinomiques. C'est pourquoi l'O.C.I. et l'A.J.S. combattront, au cours de la bataille électorale pour les élections législatives, sur la base du seul programme qui corresponde aux besoins du prolétariat, le programme qui, partant de ses intérêts de classe, tend à mobiliser les masses, à les organiser, à les engager sur la voie du renversement de l'Etat bourgeois, de l'instauration d'un gouvernement ouvrier, de l'édification de l'Etat ouvrier, sur la voie du socialisme. Le « *programme commun* » n'est pas amendable. Il faut rompre avec ce programme.

Le « *programme commun* » veut faire croire que l'on va entrer dans une nouvelle période de réformes. Mais le temps des « *réformes* » est révolu. C'est d'ailleurs pourquoi certains passages sombrent dans l'incohérence. La cohérence du « *programme commun* » ne réside pas en lui-même, mais dans sa nature de tentative d'abuser les masses, de justifier la politique d'« *union de la gauche sans rivage à droite* ».

Combattre pour le Front unique ouvrier, pour que P.S. et P.C.F. s'engagent à lutter pour constituer ensemble un gouvernement, pour la tactique « *classe contre classe* », particularisation, sur le terrain électoral, du combat pour le Front unique ouvrier, c'est dénoncer la politique de la « *gauche unie* », et par consé-

quent le « *programme commun de gouvernement* ».

Au cours de cette campagne électorale, l'O.C.I. et l'A.J.S., au nom du prolétariat, de ses intérêts fondamentaux, diront au P.S. et au P.C.F. : « *Rompez avec la bourgeoisie, engagez l'action pour constituer ensemble un gouvernement !* » Si ce n'est l'exigence : « *Pas de ministre capitaliste !* », l'O.C.I. et l'A.J.S. ne poseront aucune condition au P.S. et au P.C.F. pour lutter à leurs côtés afin qu'ils constituent un gouvernement ; aucune condition programmatique. C'est que la lutte pour un tel gouvernement signifie la rupture avec la politique de l'« *Union de la gauche* » dans laquelle s'inscrit le « *programme commun* ». Il signifie qu'il faut que le prolétariat prenne et exerce le pouvoir à son propre compte, et que cela est possible : cela dépend des partis qui représentent le prolétariat.

L'O.C.I. et l'A.J.S. ne sèmeront pas pour autant d'illusions sur un gouvernement P.S.-P.C.F. Un tel gouvernement P.C.F.-P.S. démontrera que, unis, ces partis peuvent prendre le pouvoir. Ce sera un pas en avant, une immense clarification politique, une prodigieuse impulsion pour les masses laborieuses, la jeunesse, le prolétariat. Mais un gouvernement P.S.-P.C.F. peut, lui aussi, être un gouvernement de défense de l'ordre bourgeois.

Le programme qu'il applique permet de définir la nature de classe d'un gouvernement. Un gouvernement ouvrier exproprie le capital

financier, les monopoles, s'appuie sur le prolétariat organisé en classe, détruit l'Etat bourgeois, constitue l'Etat ouvrier. Le programme du gouvernement ouvrier est le programme qui engage la transition du

capitalisme vers le socialisme. C'est ce programme que l'O.C.I. et l'A.J.S. défendront au cours de la campagne électorale.

Le 30 décembre 1972.

Abonnez-vous à INFORMATIONS OUVRIÈRES

**S'ABONNER, C'EST AIDER
" INFORMATIONS OUVRIÈRES "
C'EST SOUTENIR LE COMBAT DE L'AVANT-GARDE
POUR LA CONSTRUCTION
DU PARTI REVOLUTIONNAIRE**

« INFORMATIONS OUVRIÈRES »

**Correspondance
Rédaction - Administration
88 bis, avenue Parmentier
75011 PARIS**

ABONNEMENTS

1 an (48 n°)	50 F
Etranger (1 an) ..	60 F
6 mois (24 n°)	25 F

Versements au C.C.P. I.O. 21.831-73 - Paris

La bourgeoisie et ses partis

par François Forgeue

On peut s'interroger sur l'opportunité de consacrer aujourd'hui dans **la Vérité** un article aux partis politiques de la bourgeoisie. La clé de la situation politique française n'est-elle pas avant tout — d'autres articles de ce même numéro le démontrent d'ailleurs — dans la politique des directions du mouvement ouvrier ?

Et bien entendu, si l'on se tourne du côté de la bourgeoisie, le fait le plus saillant — à moins de prendre pour argent comptant les proclamations électorales — n'est-ce pas la décrépitude du régime bonapartiste, plutôt que les « **options** » différentes qu'ouvriraient diverses formations politiques de la bourgeoisie ?

Certes, il ne s'agit pas d'analyser en soi la politique de ces dernières, indépendamment du cours réel de la lutte des classes, mais au contraire de relier leur crise à la crise d'ensemble de la domination de classe de la bourgeoisie et de comprendre quel est, dans ce contexte, le dispositif politique de la classe ennemie.

Pour cela, il est tout d'abord nécessaire de revenir sur quelques données élémentaires.

Bourgeoisie et libertés démocratiques

L'Etat, comme moyen de coercition distinct de la société, apparaît, on le sait, comme conséquence de l'existence de classes sociales aux intérêts irréconciliables. L'Etat est l'instrument de domination d'une classe, d'oppression des autres classes : « *L'Etat représentatif moderne est l'instrument de l'exploitation du travail salarié par le capital* » (Engels). L'activité politique procède de la division de la société en classes antagonistes : elle concerne l'Etat (qu'il s'agisse de son contrôle, de la modification de ses formes, dans le cas d'un parti politique représentant la classe dominante ou une fraction de celle-ci ; qu'il s'agisse de le renverser et de le détruire dans le cas du parti révolutionnaire, expression politique de la classe exploitée).

La bourgeoisie est une classe profondément hétérogène : ses différents partis politiques trouvent leurs racines historiques dans ses différenciations, dans son développement contradictoire, et il serait erroné de les considérer comme de simples « fabrications » destinées à bernier la population en lui proposant la même marchandise sous des étiquettes différentes. Comme le remarquait Gramsci, l'histoire n'est pas un « *continuel marché de dupes, un tour d'illusionnisme et de prestidigitation* ».

La lutte des classes opère dans le cadre d'institutions politiques. La « *démocratie politique* » bourgeoise, constituée dans le cadre de la nation, représente la forme la plus développée des institutions de la société

bourgeoise. C'est à travers elle que le gouvernement peut le mieux s'assurer dans son rôle de « *comité qui gère les affaires communes de la bourgeoisie* » (*Manifeste communiste*).

Mais comme le rappelait la résolution politique générale présentée par l'O.C.I. à la préconférence internationale de juillet 1972 :

La bourgeoisie révolutionnaire, dans les révolutions bourgeoises démocratiques des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles, tentait d'établir les formes les plus développées de la démocratie politique. Mais, y compris à cette époque, la bourgeoisie — classe exploiteuse — s'avérait incapable, par crainte de masses plébéiennes, de réaliser les formes les plus développées de sa dictature de classe et, par là même, de pousser jusqu'au bout la révolution bourgeoise, libérant la nation des entraves du passé.

A l'époque des révolutions bourgeoises démocratiques, ce sont les couches inférieures de la petite bourgeoisie, desquelles ne s'était pas encore détaché le prolétariat, qui, en établissant leur dictature révolutionnaire provisoire, ont déblayé la voie à la bourgeoisie.

Dans les pays avancés, la bourgeoisie nationale dans sa phase ascendante, une fois qu'elle a assuré sa domination de classe sur la société, s'oppose à la démocratie politique. Celle-ci (libertés, droits, garanties, suffrage universel, institutions démocratiques, etc.) a été imposée par la lutte de classe du prolétariat, entraînant dans son sillage la petite bourgeoisie des villes et des campagnes. La bourgeoisie au pouvoir ensuite assimilait, intégrait ces formes les plus développées, lesquelles

non seulement assuraient un développement élargi des rapports sociaux de production mais étaient utilisées contre les masses — comme elle tente d'intégrer tout ce qui représente une menace pour sa domination de classe (1).

La « démocratie » telle qu'elle se pratiquait sous Louis-Philippe, quand on comptait deux cent mille électeurs, tous propriétaires ou notables, enchantait le capitaliste. Dans tous les pays capitalistes, l'abolition du suffrage censitaire, l'obtention du suffrage universel n'ont été arrachées que par des luttes de caractère révolutionnaire de la classe ouvrière.

Comme le remarque l'historien F. Ponteil, qui ne se réclame pourtant pas du marxisme, pour la bourgeoisie, « la démocratie, ce sont les institutions qui consacrent sa puissance et son privilège ; la réalisation d'un but toujours poursuivi, le développement de la fortune dans un cadre politique fait pour eux » (2).

Tant que la classe ouvrière n'avait pas d'expression politique propre, la lutte entre les différents partis politiques de la bourgeoisie visait à élargir la base de la domination de celle-ci en associant au pouvoir politique l'ensemble de ses fractions. Le régime correspondant à cette situation, c'était la République parlementaire, qui permettait, comme le dit Marx dans *le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, de substituer « la domination de leur classe à celle d'une fraction privilégiée de cette classe ». Mais, comme le remarque encore Marx, l'instinct des couches dominantes de la bourgeoisie leur enseignait que, « si la République rend plus complète leur domination politique, elle en mine en même temps les bases sociales en les oppo-

sant aux classes opprimées de la société et en les obligeant à lutter contre elles sans intermédiaire ».

Utiliser les formes développées de la démocratie politique qui lui ont été imposées par la lutte de la classe ouvrière signifie, entre autres, pour la bourgeoisie que ses partis ne sont plus seulement des instruments politiques représentant telle ou telle fraction de la classe dominante, mais des moyens de contrôle de la population, en particulier des masses de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, dont il faut s'assurer le soutien électoral (ainsi, aujourd'hui, pour donner un exemple caricatural, alors que le parti de Giscard d'Estaing, les « Républicains indépendants », s'affirme ouvertement comme un parti du grand capital, son groupe sénatorial s'intitule « Union parlementaire républicaine et rurale »).

Mais, comme le dit encore la résolution adoptée à la préconférence de juillet 1972 :

A l'époque de l'impérialisme, « réaction sur toute la ligne » (Lénine), les formes de la démocratie politique deviennent insupportables au maintien de la domination de classe de la bourgeoisie. Le bonapartisme, sous ses aspects les plus décadents, devient la forme de domination de classe qui correspond le mieux à la défense des intérêts de classe de la bourgeoisie qui ont cessé de correspondre au développement historique nécessaire.

(1) *La Correspondance internationale*, n° 6, page 13.

(2) F. Ponteil, *les Classes bourgeoises et l'avènement de la démocratie* (Albin Michel, éd.).

Le passage du capitalisme à son stade impérialiste rend caduque la démocratie bourgeoise, mais la remise en cause des bases de cette dernière n'entraîne pas sa disparition automatique. Elle se survit en fonction des rapports de force entre les classes, c'est-à-dire avant tout en fonction des positions de la classe ouvrière, mais le cours de tout le mouvement politique de la bourgeoisie se dirige vers la liquidation des libertés qui permettent à la classe ouvrière de s'organiser et, par là même, vers la réduction de l'exercice des libertés politiques pour l'ensemble de la classe dominante elle-même. Aussi, le passage au stade impérialiste modifie-t-il les relations entre la classe dominante et ses partis.

La bourgeoisie reste hétérogène et sa représentation politique divisée en fonction de cette hétérogénéité et en fonction de l'histoire passée des luttes politiques, des traditions, des intérêts particuliers cristallisés dans la participation à l'exercice du pouvoir, etc. Mais il ne s'agit plus, à

l'ère impérialiste, d'une sorte de compétition entre des partis liés à des fractions diverses de la bourgeoisie (celle qui reste dépendante de la rente foncière, la haute finance, la bourgeoisie industrielle, etc.) s'alliant ou s'affrontant pour contrôler l'exécutif commun de leur classe. L'ensemble des couches de la bourgeoisie s'articule à partir de la domination de l'oligarchie du capital financier, et le caractère de classe de tous les partis de la bourgeoisie s'exprime dans le fait qu'ils sont, sous une forme ou sous une autre, directement ou indirectement, *des instruments de l'impérialisme* ; ce qui ne signifie cependant nullement que ces partis soient identiques les uns aux autres, ni que leur rôle puisse être analysé en faisant abstraction de leur origine et de leur histoire.

Bien évidemment, ces remarques sommaires n'épuisent en rien le problème des « *superstructures* » de la domination de classe de la bourgeoisie, mais elles sont utiles comme point de départ de l'examen de la situation française actuelle.

LA REPUBLIQUE PARLEMENTAIRE ET LES GRANDS COURANTS POLITIQUES DE LA BOURGEOISIE

Les complications apparentes de la vie parlementaire française ont donné crédit au cliché de « *l'anarchie des partis* ». Pourtant, même lorsque se succédaient les crises ministérielles, il n'était guère difficile de se retrouver dans la jungle des « *groupes* » parlementaires : aux côtés d'une droite extrême (dont Vichy et l'Algérie française restent

les grands moments), une droite classique (qui tient à toute force à se dénommer le « *centre* »), et un parti bourgeois de tradition libérale et républicaine, le Parti radical. De plus en plus, d'ailleurs, après la première guerre mondiale, il arrive que la « *gauche* » ne se distingue pas tant de la « *droite* » ou du « *centre* » par une politique plus

novatrice ou plus « sociale », mais par le fait qu'elle est la partenaire nécessaire d'opérations où les appareils dirigeants du mouvement ouvrier sont directement associés au gouvernement de la bourgeoisie (3).

Pour certains formalistes, spécialistes de la « science politique », ces traits permettent de parler de « constantes ». L'idée d'une « France éternelle » revit ainsi dans ses partis : comme on peut effectivement retracer les origines des formations classiques de la droite parlementaire contemporaine (les « indépendants ») jusqu'aux orléanistes du XIX^e siècle, et celles du Parti radical jusqu'aux « républicains » d'avant 1848, on affirme que rien n'est changé.

C'est escamoter le contenu réel de l'évolution des partis politiques, c'est-à-dire leur place dans la lutte des classes, effacer l'histoire réelle du capitalisme, l'apparition et le triomphe de l'impérialisme ; c'est prétendre traiter de la représentation politique de la bourgeoisie en faisant abstraction de la lutte des classes. Pas plus que le parti de Nixon ne peut être identifié au parti de Lincoln, dont il est formellement issu (encore que, dans les deux cas, il s'agisse de partis de la bourgeoisie), pas plus le parti disloqué de MM. Servan-Schreiber et Maurice Faure (4) n'est identique à celui du « petit père » Combes, dont il porte le nom, bien que leur nature de classe soit la même.

Cela ne signifie pas que l'on puisse traiter des problèmes de la représentation politique de la bourgeoisie sans tenir compte des formes que l'histoire de la lutte des classes a prises en France. On ne saurait oublier que

l'impérialisme français fut, comme le disait Lénine, un « impérialisme de rentier », que le développement industriel y a été plus lent que dans les autres pays capitalistes avancés, le prolétariat pendant longtemps moins concentré.

On ne saurait non plus oublier que la bourgeoisie française ne s'est jamais remise de la manière dont s'était faite sa propre venue au pouvoir. Dans la dictature « terroriste » de la petite bourgeoisie jacobine, elle a toujours vu la préfiguration des formes de la dictature du prolétariat. Et, au fur et à mesure qu'elle assurait sa domination, qu'elle déchaînait la violence contre-révolutionnaire à l'encontre du prolétariat (juin 1848, la Commune), elle établissait sa respectabilité en recourant aux formes les plus conservatrices de gouvernement. Dans la III^e République, fondée sur l'écrasement de la Commune, les couches dominantes de la bourgeoisie s'allièrent à un tel point avec les forces les plus réactionnaires, en particulier l'Église, qu'elles menaçaient de détruire les institutions nécessaires au développement du capitalisme lui-même. D'où le caractère aigu du conflit avec le cléricalisme, du combat pour la défense de la Répu-

(3) C'est ainsi qu'Herriot, grand homme du parti, se trouvait à l'aise aussi bien dans les gouvernements du « Cartel des gauches » (soutenus par la S.F.I.O.) que dans le gouvernement d'« Union sacrée » dirigé, après le 6 février 1934, par Gaston Doumergue.

(4) Comme on le verra plus loin, il s'agit bien du même parti : Maurice Faure est signataire à la fois du *Manifeste radical* et du *Programme commun*.

blique, et le rôle qu'y joua le Parti radical. C'est dans ce contexte que se comprend l'équivoque qui pesa sur le mouvement socialiste et que Jaurès exprimait, comme l'explique Trotsky dans *le Mouvement communiste en France* :

Jaurès entra dans l'arène politique à l'époque la plus sombre de la III^e République, qui n'avait alors qu'une quinzaine d'années d'existence et qui, dépourvue de traditions solides, avait contre elle des ennemis puissants. Lutter pour la République, pour sa conservation, pour son « épuration », ce fut là l'idée fondamentale de Jaurès, celle qui inspira toute son action. Il cherchait pour la République une base sociale plus large, il voulait mener la République au peuple pour organiser par elle ce dernier et faire en fin de compte de l'Etat républicain l'instrument de l'économie socialiste. Le socialisme était pour Jaurès démocrate le seul moyen sûr de consolider la République et le seul moyen possible de la parachever. Il ne concevait pas la contradiction qui reflète la rupture historique entre le prolétariat et la bourgeoisie démocratique.

C'est cette équivoque qui devait l'amener à approuver l'entrée de Millerand (5) dans le gouvernement Waldeck-Rousseau, où il siégea aux côtés de Galiffet, le massacreur de la Commune. C'est cette équivoque qui lui interdisait de comprendre ce que Rosa Luxemburg, pour sa part, expliquait nettement dès 1898 :

C'est au prolétariat français que revient, dans la situation actuelle, comme dans presque tous les pays capitalistes, la mission de protéger les conquêtes historiques bourgeoises contre la bourgeoisie (6).

Le « centrisme », une constante bien française ?

Pour Maurice Duverger (7) — dont les remarques au sujet des partis politiques français sont parfois judicieuses — il existe une constante bien française, le « centrisme ». Dans *la Démocratie sans le peuple*, il explique : « De 1875 à 1940, le pendule politique a oscillé du centre-droit au centre-gauche, non de la droite à la gauche. » La clé de ce « centrisme », c'est qu'il « consiste dans la rupture des modérés et des extrémistes à l'intérieur de chaque tendance, la droite modérée et la gauche modérée s'unissant presque constamment pour gouverner ensemble, tandis que droite extrême et gauche extrême sont rejetées dans une opposition permanente ». Et ce trait, pour Maurice Duverger, se retrouve déjà dans le « juste milieu » de la Monarchie de Juillet et se maintient dans la « troisième force » qui dominera la IV^e République.

(5) Alexandre Millerand, « socialiste indépendant », entra le 22 juin 1899 dans le gouvernement de « défense républicaine » de Waldeck-Rousseau. Le congrès d'Amsterdam de l'Internationale socialiste (1904), après celui de Paris (1900), devait condamner cette expérience.

(6) Rosa Luxemburg, « La crise en France », article de 1898 publié dans *le Socialisme en France, 1898-1912*, Editions Belfond, présentation de Daniel Guérin.

(7) Maurice Duverger, *la Démocratie sans le peuple* (Editions du Seuil).

Que le « marais » que dénonçaient les Jacobins convienne au sens de la mesure de la bourgeoisie française, soit. Qu'il y ait du Guizot chez Pompidou, soit. Mais quand Guizot disait : « Enrichissez-vous ! », il s'adressait à une classe en pleine ascension. Pompidou n'oserait pas lancer ce mot d'ordre : il craindrait trop que l'on n'y devine un encouragement aux trafics qui constituent l'ordinaire de sa majorité ; il est, lui, le mandant d'une classe qui a fait plus que son temps. C'est ce genre de « *détails* » que Duverger, comme bien d'autres, oublie. Il ne voit que la surface parlementaire ; l'hémicycle du Palais-Bourbon lui apparaît comme une reproduction fidèle de la réalité sociale et politique.

Considérons simplement une tranche de la période historique (de 1875 à 1940) évoquée par Duverger : celle de l'entre-deux-guerres, de la fin de la III^e République.

Certes, jusqu'en 1934, les variations sont de faible amplitude : c'est sans crise autre que ministérielle et sans bouleversement que se succèdent gouvernements « *nationaux* » (de droite) et gouvernements du cartel des gauches, dominés par les radicaux et soutenus par les voix des députés socialistes. Mais cette stabilité dans le cadre parlementaire est vite remise en question par l'évolution mondiale de la crise du capitalisme, par la lutte des classes. Le gouvernement du cartel des gauches de Daladier ne succombe pas à un piège parlementaire, mais s'effondre devant la mobilisation, dans la rue, le 6 février 1934, des forces qui, potentiellement, constituent la base d'un fascisme français.

Le gouvernement d'Union nationale présidé par Doumergue qui lui succède est, comme l'écrit Trotsky, « *le premier degré du passage du parlementarisme au bonapartisme* », car « *il se tient au-dessus du Parlement : il s'appuie, non sur la majorité "démocratiquement élue", mais directement et immédiatement sur l'appareil bureaucratique, sur la police et sur l'armée* » (*Où va la France ?*).

Ce qui barre la route aux forces réactionnaires qui menacent les libertés et auxquelles le capital a donné le « feu vert », c'est le rassemblement de la classe ouvrière, la grève générale et la manifestation du 12 février, le Front unique imposé aux directions du P.S. et du P.C.F. — amorce d'un mouvement qui trouvera son expression sur le terrain électoral dans la victoire des partis ouvriers lors du scrutin d'avril-mai 1936 et culminera dans la grève générale de juin 1936, dans laquelle Trotsky verra « *le commencement de la révolution française* » (*Idem*).

La véritable signification du Front populaire, de l'alliance des partis ouvriers avec le Parti radical, agence démocratique de l'impérialisme français, se révèle alors dans sa plénitude. Le gouvernement de Front populaire sera un gouvernement de défense de l'ordre bourgeois : les partis de la classe ouvrière qui le cautionnent contiendront le mouvement du prolétariat, donneront le temps à la bourgeoisie de reprendre son souffle et de préparer sa contre-offensive. A l'apogée du Front populaire, le 24 novembre 1936, le leader radical Herriot en définira parfaitement le rôle :

Les conflits intérieurs qui avaient engendré tant de troubles, les convulsions qui avaient provoqué elles aussi de vieilles blessures, les difficultés économiques, en bien des points l'exiguïté des salaires, la fièvre même du succès et de l'espoir ont mis dans les esprits un tumulte qu'il fallait confier à la sagesse plus qu'à la force le soin d'apaiser (8).

La force devait, bien entendu, suivre la « sagesse », une fois assuré le reflux du mouvement des masses. Moins de quatre ans plus tard, la Chambre du Front populaire — après avoir dissous le P.C.F. et exclu les députés communistes de son sein dès septembre 1939 — votait, à une « large majorité », les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, qui allait dissoudre partis et organisations ouvrières, abolir toutes les libertés politiques et éliminer tout Parlement.

Ainsi, en quatre ans, le pendule politique avait oscillé, non plus, cette fois, entre le « centre-gauche » et le « centre-droit », mais entre une situation révolutionnaire, où les appareils stalinien et réformiste avaient directement joué le rôle de rempart principal de la bourgeoisie, et l'instauration d'un bonapartisme sénile protégé par les baïonnettes nazies.

Les partis politiques de la bourgeoisie, qui avaient été des éléments constituants de toute cette évolution, qui avaient dû s'en remettre à la « sagesse » des directions ouvrières avant d'abdiquer devant la « force », ne restèrent pas identiques à eux-mêmes : la crise de la société bourgeoise, de son Etat, signifiait aussi la crise de ses partis.

La IV^e République : une démocratie parlementaire en sursis

A première vue, sous l'angle qui nous intéresse ici, tout a semblé pourtant recommencer comme par le passé en 1945. L'entracte de la guerre était terminé, les mêmes acteurs tenaient les mêmes rôles : les « modérés » ou « indépendants », le Parti radical (avec en plus un nouveau venu, sur lequel nous reviendrons, le M.R.P.) et, à partir de 1947, sous le nom de « troisième force », un centre qui s'était reconstitué, élargi au parti socialiste. Mais il n'y avait là qu'une apparence.

Ce n'est pas de ses vertus propres que la bourgeoisie a tiré la force de remettre en marche un régime parlementaire, ni même du rôle joué par l'« homme providentiel », le général de Gaulle.

La bourgeoisie était déchirée, son personnel politique discrédité, l'appareil d'Etat lui-même disloqué. Les masses se sont mobilisées à travers leurs organisations, à travers les partis ouvriers. Ce sont les directions de ces partis qui ont pris directement en charge la reconstruction de l'Etat bourgeois, qui ont fait barrage à la poussée révolutionnaire des masses. Ce fut l'époque du discours tristement fameux, prononcé à Ivry en janvier 1945 par Maurice Thorez (« Une seule armée, une seule po-

(8) Journal officiel du 24 novembre 1936. Cité dans *la Vie politique d'Edouard Herriot*, de Michel Soulié (Armand Colin, éd.).

lice, un seul Etat »), du « produire d'abord, revendiquer ensuite », du tripartisme (gouvernement du P.S., du P.C.F. et du M.R.P., le parti clérical, derrière lequel se regroupa toute la réaction). C'est cette Union sacrée qui a sauvé l'Etat bourgeois. Mais au sein même de cette Union sacrée, la disposition des forces et le rôle majeur qu'y ont joué les partis ouvriers témoignaient de ce que la bourgeoisie ne pouvait remettre en cause le droit de la classe ouvrière à s'organiser ni, par conséquent, les libertés démocratiques.

Le fait dominant, c'était l'incapacité de la bourgeoisie à gouverner par ses propres partis. L'Union sacrée, produit de la politique de collaboration de classes des dirigeants du P.S. et du P.C.F. avec la bourgeoisie, va permettre à celle-ci de « récupérer ». Mais la préservation momentanée de la « démocratie politique » n'a été qu'un sous-produit du rapport des forces favorable à la classe ouvrière. Cette réalité a trouvé son expression dans l'obligation où s'est trouvé de Gaulle de se retirer en janvier 1946 : l'heure n'était pas aux Bonaparte.

Cependant le déclin de l'impérialisme français était déjà bien avancé entre les deux guerres et les bases de la démocratie parlementaire déjà remises en cause, comme 1934 l'avait manifesté avec éclat.

Mais, à l'issue de la seconde guerre mondiale, on pouvait parler d'effondrement de ces bases. L'impérialisme français était ravalé au rang d'une puissance secondaire et l'un des éléments de son rôle international, son empire colonial, allait être un facteur d'aggravation de sa

crise : les nations opprimées, prisonnières de ce baignoire des peuples qu'était l'« Union française », entraient en lutte pour leur émancipation et n'allaient cesser de porter de rudes coups à l'impérialisme français. La bourgeoisie et son Etat étaient incapables de donner un coup d'arrêt au mouvement des masses, seulement contenu avec l'aide des appareils.

Cela s'exprima sur tous les terrains, y compris celui des résultats électoraux — dont on sait qu'ils ne reflètent que de façon déformée et partielle les mouvements en cours au sein des masses travailleuses. Aux élections d'octobre 1945, le P.C.F. et le P.S. totalisèrent plus de cinquante pour cent des suffrages exprimés (près de dix millions de voix). La « droite » et le « centre » classiques, c'est-à-dire les vieilles formations ouvertement représentatives de la grande bourgeoisie, furent balayés (dix pour cent des voix à l'échelle nationale) et le Parti radical, lui aussi, s'effondra (moins de dix pour cent des suffrages exprimés). Un nouveau parti fit son apparition, prétendument issu de la Résistance, tout à la fois « social » (et même socialisant), démocratique et chrétien : le Mouvement républicain populaire (M.R.P.). Les dirigeants du P.C.F. prétendirent y trouver une nouvelle incarnation du « parti représentant les classes moyennes » avec lequel « l'alliance » était nécessaire.

De ce parti, Maurice Duverger a cependant fort justement écrit :

Le succès du M.R.P. français et de la démocratie chrétienne italienne, même quand l'un et l'autre paraissent marqués à gauche, tenaient surtout à leur

anticommunisme. Dans le contexte de l'après-guerre, le seul moyen de lutter contre les partis de Thorez et de Togliatti consistait à ne pas les laisser au pouvoir en tête à tête avec les socialistes... (9).

Si l'on veut bien traduire qu'il s'agissait de lutter contre les aspirations des masses et contre le Front unique ouvrier, mais cela avec l'aide de Thorez et de Togliatti, la remarque est exacte. L'axe du M.R.P. était donné par son cléralisme, c'est-à-dire par ses liens de subordination directe à cette force réactionnaire stable qu'est la hiérarchie catholique. L'évolution des rapports politiques a ensuite ôté au M.R.P. sa fonction de point d'appui essentiel pour la bourgeoisie, mais le sort ultérieur de ses principaux dirigeants montre bien que c'est avec la plus extrême réaction que siégeaient, au temps du « tripartisme », les ministres « communistes » et « socialistes » : Maurice Schumann et Joseph Fontanet sont ministres de Pompidou, Lecanuet mène l'opération « réformatrice », et Georges Bidault a été le porte-parole « politique » des tuteurs de l'O.A.S.

En dépit de la bonne volonté des directions bureaucratiques (de leur volonté de ne pas remettre en cause la domination de classe de la bourgeoisie), les contradictions entre partis ouvriers et partis bourgeois ne sont pas formelles : elles procèdent de la place qu'occupent dans la lutte des classes, indépendamment de leurs dirigeants, les organisations ouvrières. Si l'appel à la participation gouvernementale des partis ouvriers représente un ultime recours pour la bourgeoisie, c'est, en même temps, une mesure lourde de dan-

gers : la bourgeoisie doit tenter de reprendre l'initiative politique.

Jamais cependant, depuis 1945, la bourgeoisie n'a pu sérieusement résoudre sa crise, reconstituer son unité politique. Les coups de boutoir de la lutte des classes, en 1947-1948, en 1953, en 1955, les conséquences de la guerre, puis de la défaite en Indochine, celles de la guerre d'Algérie, sans compter les divisions nées du problème du réarmement allemand et de la petite Europe, ne lui en ont pas laissé le loisir.

Elle a néanmoins pu reconstruire son Etat, assurer sa domination, et même lorsque, avec Pinay, la droite traditionnelle revint au pouvoir, esquisser une offensive contre la classe ouvrière. Mais cette offensive tournera court et débouchera sur la grève générale d'août 1953... Le mécanisme parlementaire typique de cette période, c'est la constitution d'une « troisième force » (composée des indépendants, du M.R.P., des radicaux et de la S.F.I.O.), susceptible de s'opposer aux « extrêmes », le R.P.F. (le parti gaulliste) et le P.C.F. Il s'appuie sur le « racket électoral » que constitue la loi sur les « apparentements » (10).

(9) Maurice Duverger, ouvrage cité.

(10) Il existait alors une forme de proportionnelle à l'échelon du département. Avec la loi sur les « apparentements », il suffisait que des partis (même si leurs programmes étaient profondément contradictoires) se déclarent « apparentés » pour que si, ensemble, ils obtenaient 51 % des voix, ils se partagent l'ensemble des sièges. Comme le disait le journal du Parti radical, *l'Information radicale*, de juin 1951 : « L'apparementement vaut deux votes : pour votre parti, contre le communisme ».

C'est la politique de collaboration de classes des directions ouvrières, la division du prolétariat, se manifestant notamment par la scission syndicale, la capitulation de la social-démocratie devant sa propre bourgeoisie et l'impérialisme majeur, auquel cette dernière lie son sort, comme la volonté de l'appareil stalinien de n'utiliser son contrôle sur les secteurs décisifs de la classe ouvrière que pour dévoyer sa comba-

tivité en une politique de pression correspondant aux impératifs diplomatiques de la bureaucratie du Kremlin, qui ont permis à la bourgeoisie cette ultime tentative de sauvegarder sa domination par une combinaison de type parlementariste.

Mais le déclin de l'impérialisme ne pouvait être enrayé, sa crise s'est aggravée et le régime parlementaire était à bout de souffle.

LES PARTIS DE LA BOURGEOISIE ET L'ÉPREUVE DU BONAPARTISME

Le 1^{er} juin 1958, l'Assemblée, qui comptait une majorité de gauche, élue au début de 1956 « *pour faire la paix en Algérie* », accorda les pleins pouvoirs au général de Gaulle par 329 voix contre 224. La IV^e République était morte.

Le sens de l'instauration de la V^e République est facile à élucider : pour maintenir sa domination, la bourgeoisie française a dû s'en remettre à un « *pouvoir fort* », incontrôlable. L'instauration du bonapartisme gaulliste répondait alors à une nécessité urgente : éviter que l'inévitable liquidation de l'« *Empire* », provoquant une crise que ne pouvait plus amortir le système parlementaire, n'aboutisse à la remise en cause de l'État bourgeois en tant que tel. A plus long terme, la V^e République devait être le régime sous lequel seraient élaborées des conditions sociales et politiques conformes aux

besoins de la bourgeoisie française : c'est-à-dire, en dernière analyse, le régime qui tendrait à en finir avec le mouvement ouvrier organisé.

Comme on le sait, l'incapacité où se trouvait la bourgeoisie de souder son unité, comme la nécessité d'imposer par la force à toute une fraction de celle-ci une politique répondant à ses intérêts généraux, globaux, en tant que classe dirigeante, contraignirent le bonapartisme à s'appuyer « *à gauche* » sur les appareils bureaucratiques du mouvement ouvrier, donc à différer son offensive antiouvrière. Mettant à profit ce délai, la classe ouvrière put reconstituer sa capacité de combat dans le cadre de ses organisations et, lorsque le régime gaulliste voulut se retourner contre elle, il subit un coup d'arrêt : la grève des mineurs fit reculer l'État et amorça le mouvement qui, à travers bien des étapes et des contradictions, devait aboutir

à la grève générale de mai-juin 1968, scellant l'échec, après dix ans, du régime bonapartiste, échec qui trouva sa sanction dans le référendum d'avril 1969.

Du point de vue qui nous intéresse ici, une première remarque s'impose : dans la mesure où de Gaulle dut s'appuyer sur les appareils — c'est-à-dire utiliser leur force contre les tenants de l'Algérie française — il lui fallut laisser intactes les organisations ouvrières et, par conséquent, maintenir, dans certaines limites, les libertés dont l'ensemble constitue la « *démocratie politique* » ; dans cette mesure, les partis de la bourgeoisie, qui avaient abdiqué devant le « *sauveur suprême* », bénéficiaient, si l'on peut dire, de circonstances leur permettant de prolonger leur existence, du fait de celle du mouvement ouvrier organisé. Le bonapartisme n'était sur aucun terrain en mesure d'aller au bout de sa propre logique.

Il reste cependant que la concentration de tous les pouvoirs dans un « *exécutif* » étroit et incontrôlé, le retour de l'État à la forme primitive du sabre et du goupillon, comme dit Marx, entraînait la transformation automatique du Parlement en chambre d'enregistrement des décisions présidentielles : il ne subsistait qu'une façade parlementaire. Les partis traditionnels de la bourgeoisie étaient des partis parlementaires : ils perdaient donc, avec le rôle du Parlement, leur raison d'être. Il n'en était pas de même des partis ouvriers, du fait de leur position dans la lutte des classes, tant que les organisations de classe du prolétariat, avant tout les syndicats, restaient debout.

Le simple fonctionnement de la V^e République conduisait à l'abaissement des partis, mais aussi à leur discrédit. A quoi servaient-ils ? En janvier 1960, les manifestations payannes se succédèrent : 287 députés demandèrent la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée sur les questions agricoles. De Gaulle refusa, et l'on en resta là.

Le plébiscite à répétition devint une règle. Et, en octobre 1962, débarrassé de l'hypothèque algérienne, de Gaulle entendit faire consacrer directement par un plébiscite la légitimité de la fonction présidentielle telle qu'il la concevait et la pratiquait : il décida un référendum sur l'élection du président au suffrage universel. Non seulement le président détiendrait désormais en pratique tous les pouvoirs face à un Parlement réduit à un rôle d'observation, mais, face à ce Parlement, il détiendrait ces pouvoirs de la volonté de l'ensemble de la nation.

La représentation politique de la bourgeoisie ne pouvait l'accepter. Il se constitua un « *cartel des Non* », qui regroupait dans une coalition parlementaire les indépendants, le M.R.P., les radicaux et la S.F.I.O., l'ancienne « *troisième force* », somme toute, avec son « *flanc* » ouvrier, la social-démocratie. De son côté, le P.C.F. appela à voter *Non*.

Le résultat brut du plébiscite du 28 octobre fut le suivant : *Oui*, treize millions de voix. *Non*, huit millions.

Comme l'on évalue à environ quatre millions de *Non* la part du P.C.F., il restait quatre millions de voix à répartir entre l'extrême-droite-Algérie française et le « *cartel des*

Non », qui avait rassemblé, aux élections législatives de novembre 1958, près de onze millions de voix. On mesure l'ampleur du désastre.

D'ailleurs, les élections législatives qui auront lieu en novembre 1962 confirmeront (en le modérant, bien évidemment) ce laminage de la base électorale des partis. M.R.P. et indépendants reculeront encore, et les radicaux se retrouveront avec 5,8 % des suffrages exprimés, alors qu'il y aura près de trente pour cent d'absentions.

Certes, une nouvelle formation s'imposait comme la grande triomphatrice : l'U.N.R., future U.D.R., qui récoltait trente-cinq pour cent des suffrages exprimés, soit 6 500 000 voix !

Personne, parmi les « spécialistes », n'attendait un raz de marée de cette ampleur. Voilà qui indique bien la valeur relative des sondages « scientifiques » : des statistiques fondées sur des « intentions de vote » dépendant du passé ne peuvent cerner la réalité des mouvements profonds qui s'opèrent dans les classes et les couches sociales et qui vont soudain trouver une cristallisation électorale. Un résultat électoral n'est pas l'expression d'une addition de choix individuels, mais le reflet — toujours affaibli et déformé — du mouvement politique de classes et couches sociales. Il est bon de s'en souvenir aujourd'hui. La petite bourgeoisie (et, avec elle, des fractions conséquentes de l'électorat ouvrier) achevaient alors, à la fin de 1962, leur mouvement de ralliement au bonapartisme sur le terrain électoral, au moment même où commençaient à se reconstituer les capa-

cités de combat de la classe ouvrière qui, à leur tour, allaient modifier les perspectives politiques et, par tant, les données électorales (élections présidentielles de 1965, élections législatives de mars 1967).

Mais l'U.N.R. constituait-elle une nouvelle formation politique stable ? A proprement parler, un nouveau parti ? C'est une question qu'il nous faut aborder dans la seconde partie de cet article. Après avoir tenté d'esquisser les développements qui expliquent les caractéristiques présentes des partis politiques de la bourgeoisie, il nous faut maintenant revenir sur leurs positions et leur rôle dans la période actuelle.

Une fin de règne

Si l'épreuve du bonapartisme a affaibli la représentation politique traditionnelle de la bourgeoisie dans toutes ses expressions, la faillite de ce bonapartisme en a précipité la crise.

Face à la grève générale, en juin 1968, toutes les fractions de la bourgeoisie s'alignèrent, en définitive, derrière de Gaulle, sachant pourtant qu'elles ne faisaient ainsi qu'octroyer un sursis à un régime frappé à mort. Vint le référendum d'avril 1969, qui exécuta l'arrêt prononcé par la grève générale ; ces fractions accordèrent alors leur soutien à Pompidou, tout en maintenant la candidature Poher, pour essayer de préparer l'avenir ; elles savaient toutefois fort bien que rien ne serait réglé par la prolongation artificielle d'un bonapar-

tisme sans Bonaparte. « *Pourvu que ça dure* », ce vœu n'est plus aujourd'hui seulement le soupir d'une équipe de parvenus, c'est l'attitude générale d'une classe dominante sans perspectives.

Le bonapartisme gaulliste avait réduit les partis au rôle d'exécutants ou de commentateurs ; sa faillite est aussi celle de ces partis, qui ont tous abdiqué devant les nécessités du « pouvoir fort ». La décomposition présente du régime, ce bonapartisme moribond (11), ne rend pas aux partis traditionnels de la bourgeoisie leur splendeur d'antan, elle ajoute à leur discrédit.

Et les partis politiques de la bourgeoisie n'ont de sens, de raison d'être, répétons-le, que s'ils exercent une influence, un contrôle, sur une fraction appréciable de la population. Il ne suffit pas que leur politique exprime les intérêts de la bourgeoisie ou de l'une de ses fractions, ni qu'ils aient des bailleurs de fonds, il leur faut encore une base électorale qui, même dans le cas d'un parti ouvertement conservateur, ne peut être composée uniquement de capitalistes : il leur faut un appui dans la petite bourgeoisie. Comme le fait remarquer Roger Priouret :

Le député, bien entendu, est accessible à l'argent. Mais il doit l'être aussi, pour sa propre réélection, à la brise qui parfois soulève les masses (12).

Traditionnellement les partis de droite (modérés, indépendants) assurent, par le truchement de l'Église et des « notables », le contrôle, pour le compte du capital financier, des sommets de la petite bourgeoisie et

de secteurs importants de la paysannerie, convaincus que la préservation de l'ordre établi est la seule chance pour eux de conserver leur position sociale ; les partis libéraux « *de gauche* » (le Parti radical étant en France, historiquement, l'élément central de cette aile), entretiennent, eux, comme l'explique Trotsky, « *les espoirs de la petite bourgeoisie en une amélioration progressive et pacifique de sa situation* » (*Où va la France ?*).

Or, où en est-on aujourd'hui ?

Les résultats du référendum sur l'Europe (avril 1972) sont révélateurs, et leur signification dépasse de loin le simple échec d'une manœuvre de Pompidou.

Toutes les formations politiques de la bourgeoisie avaient appelé à voter *Oui*, de l'U.D.R. et de ses partenaires dans la majorité au Parti radical de Servan-Schreiber et Maurice Faure, en passant par Lecanuet. Or, le *Oui* n'a totalisé que 10,5 millions de suffrages, alors qu'au premier tour des élections présidentielles, en 1969, Pompidou et Poher en récoltaient à eux deux 15 millions.

« *Le plébiscite personnel a été une humiliation pour celui qui l'a cherché* », déclarait, au lendemain de ce

(11) Il n'y a pas de bonapartisme sans Bonaparte. Il ne s'agit pas seulement de sa disparition physique, mais de sa défaite politique scellée par le référendum d'avril 1969. Le régime Pompidou ne peut être en ce sens qu'un syndicat de faillite provisoire.

(12) Roger Priouret, *les Origines du patronat français*.

référendum, le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. De plus, l'échec de ce référendum amorce la débâcle de la formation majoritaire, de l'U.D.R.

Mais la signification du spectaculaire échec de Pompidou allait plus loin. « *Les bourgeois n'ont pas voté* », disait Jean Lecanuet le soir du 23 avril. Il voulait dire par là que la masse de la petite bourgeoisie n'avait pas suivi les consignes de vote

des différents agents du capital qui sont censés la représenter, tandis que les couches décisives de la classe ouvrière se rassemblaient autour du *Non*.

La petite bourgeoisie oscillait ; ainsi, elle amorçait un mouvement dans une direction la conduisant hors de l'orbite du bonapartisme bâtard de Pompidou, un mouvement qui tendait à la détacher des partis du capital.

CRISE DE SUCCESSION OU CRISE DE L'ETAT BOURGEOIS

« Que l'U.D.R. soit saisie de frayeur »

Ce titre de l'éditorial du *Journal de Genève*, du 6 janvier 1973, nous paraît correspondre davantage à la situation que la martiale déclaration de Sanguinetti : « *Nous allons en découdre* », ou même l'affirmation qui se veut rassurante de Peyrefitte : « *Le centre de gravité de l'U.D.R. se confond avec le centre de gravité du pays.* » Précisément, le référendum sur l'Europe a démontré que le centre de gravité du pays s'était déplacé.

« Politologues » en tous genres s'étaient acharnés à expliquer que l'U.D.R., par sa seule existence, modifiait profondément les données politiques françaises, qu'elle constituait au moins l'ébauche d'un « *parti dominant* », soit d'un grand parti « *centriste* », soit d'un grand

parti « *fédérateur de la droite* ». Il est vrai que, pour qui en reste au niveau des apparences, l'histoire de l'U.D.R. apparaît comme quelque peu fabuleuse. Mouvement-nébuleuse, elle semble à la fois se réduire à un simple « *relais* » gouvernemental combiné avec une florissante « *société du Dix-décembre* », et s'enfler jusqu'à paraître contenir en son sein toutes les tendances traditionnelles de la politique bourgeoise en France.

L'« *erreur* » (c'est un euphémisme) consisté à vouloir expliquer la V^e République par l'U.D.R. et non l'inverse : fondamentalement, l'U.D.R. n'a pas de réalité propre, elle n'est qu'une projection du bonapartisme. Répétons que le bonapartisme gauliste a toujours conservé un caractère « *inachevé* » : il n'a pu, du fait de la crise d'ensemble de la bourgeoisie, constituer, même dans ses années fastes, une base militante organisée servant de support au bonapartisme. Une U.D.R. « *acti-*

viste », au sens usuel du terme, aurait été la proie des « activistes », au sens que la vie politique française a donné à ce mot : les partisans de l'« Algérie française ». Les premières années du régime gaulliste ont précisément été marquées par la destruction de toute possibilité pour l'U.N.R., ainsi qu'elle se nommait alors, de se donner une base militante autre que constituée de « réseaux » ou de « services d'ordre », tous manipulés ou contrôlés directement par des fractions de l'appareil d'État dont ils n'étaient que de simples prolongements.

L'U.D.R. n'avait ni la possibilité ni l'objectif de devenir ce parti « centriste » stable et dominant dont l'existence même relève de la politique-fiction, nous croyons l'avoir démontré en analysant les conditions réelles d'existence des partis de la bourgeoisie. Se serait-elle d'ailleurs orientée dans cette voie, qu'elle serait entrée en concurrence avec l'exécutif omnipotent. Il n'en était évidemment pas question.

Aux élections législatives de juin 1968, on l'a fréquemment souligné, l'U.D.R. a fait le plein des voix de droite : la nécessité de regrouper toute la réaction contre la classe ouvrière en lutte faisait que l'axe de la majorité se situait de plus en plus à droite. Certes, mais cela signifiait simplement que toutes les fractions de la bourgeoisie se rassemblaient sous la houlette du Bonaparte déclinant, car elles voyaient là, pour l'immédiat, la solution la plus sûre ; cela n'entraînait nullement que l'U.D.R. intégrait désormais organiquement les formations conservatrices traditionnelles.

C'est sur le rôle de De Gaulle que reposait la majorité parlementaire

de juin 1968, et sa chute ne pouvait que marquer le commencement de la désagrégation pour l'U.D.R., qui n'était, en définitive, que l'ombre portée du bonapartisme. Cela ne signifie pas qu'elle soit une donnée immatérielle ou sans importance. La liquidation du bonapartisme pose d'immenses problèmes à l'ensemble de la bourgeoisie, problèmes inséparables de ceux de l'U.D.R. et de l'inévitable désagrégation de la majorité parlementaire, déjà manifestée par des ruptures comme celles de Fouchet et de Jeanneney ; mais le moindre de ces problèmes n'est pas que ce sont les hommes de l'U.D.R. qui occupent tous les postes qui comptent au cœur même de l'État bourgeois, et que leur crise est, dans cette mesure, celle de l'appareil d'État bourgeois lui-même. C'est ce que relève l'hebdomadaire *le Point*, lorsqu'il écrit, non sans pertinence : « Si l'U.D.R. craque, c'est le régime qui s'effondre. » Or le régime, ce sont les institutions, et les institutions, c'est-à-dire la forme de l'État, ne pourraient aujourd'hui s'effondrer sans que l'État lui-même ne soit en péril mortel.

Et ce qu'écrivait, au lendemain du fiasco référendaire, un éditorial d'*Informations ouvrières* conserve toute sa réalité :

La conséquence immédiate qui découle du référendum est celle-ci : l'U.D.R. ne peut plus être l'axe politique autour duquel la bourgeoisie se regroupe.

Ses triomphes électoraux, l'U.D.R. les devaient à l'engagement personnel de De Gaulle qui, le 7 novembre 1962, par exemple, appelait en ces termes à prolonger le plébiscite par les élections législatives :

En dépit, le cas échéant, de toutes habitudes locales et considérations fragmentaires, puissiez-vous confirmer par la désignation des hommes le choix qu'en votant « Oui » vous avez fait par rapport à votre destin.

Mais le bonapartisme a fait faillite, et il n'y a plus de Bonaparte. Et Pompidou prend bien soin de distinguer entre la majorité législative (celle que commande l'U.D.R.) et la majorité présidentielle. Il s'efforce de ne pas s'engager en tant que leader de l'U.D.R., sa conférence de presse du 9 janvier l'a confirmé car, comme le constate *la Croix* :

Il ne peut lier son sort à celui de son actuelle majorité sans faire précisément courir des risques aux institutions.

S'adressant aux assises de l'U.D.R. en novembre 1969, Chaban-Delmas déclarait que le rôle de l'U.D.R., « *c'était à la fois de suivre de Gaulle et de devancer l'événement* ».

Depuis, bien des événements ont devancé l'U.D.R. Il lui reste à suivre de Gaulle...

Quelle droite ?

Les commentateurs politiques n'ont pas manqué de remarquer que, ces derniers temps, Antoine Pinay s'était entretenu avec le président de la République à la demande de ce dernier. Qui est ce vénérable personnage, rescapé, non seulement de la IV^e République, mais de plus loin encore, puisqu'il fut conseiller national du gouvernement de Vichy, ce

personnage autour duquel on entretient cette légende dorée : « *En son temps, il a terrassé l'inflation* » ?

Antoine Pinay, longtemps vice-président du syndicat patronal des cuirs et peaux, lié au grand patronat du textile par des personnages comme Bertrand Motte, a été l'homme de la remontée de la droite classique après les temps difficiles de l'immédiat après-guerre. Le grand titre de gloire du saint patron des indépendants n'est d'ailleurs pas tant financier que politique : c'est lui qui brisa la menace représentée, pour l'équilibre de la IV^e République, par le parti animé par de Gaulle, le Rassemblement du peuple français (R.P.F.) (13). Porté à la présidence du gouvernement en mars 1952, défendant un programme réactionnaire orthodoxe, il sut gagner aux délices du système, la majorité du groupe parlementaire du R.P.F., provoquant ainsi l'éclatement de ce dernier. Quant à son action miraculeuse contre l'inflation, il convient de remarquer qu'il bénéficia des conséquences de la baisse mondiale des prix des matières premières consécutive à l'arrêt des hostilités en Corée... Pour le reste, sa politique fut la plus ouvertement réactionnaire et anti-ouvrière qu'aucun gouvernement ait pratiquée depuis le début de la IV^e République ; ce fut d'ailleurs contre la poursuite de cette politique que se dressèrent, dans la grève générale d'août 1953, des millions de travailleurs.

(13) Evincé du pouvoir, de Gaulle fonda un parti, le Rassemblement du peuple français (R.P.F.), qui, par certains de ses aspects, constituait la base potentielle d'un fascisme français, bien que la majorité de son personnel dirigeant se situât dans le cadre parlementaire, ce qui devait faciliter sa dislocation.

Et le 22 mai 1958, ce fut Antoine Pinay qui, le premier, reprit contact avec de Gaulle pour lui ouvrir la voie de l'accession au pouvoir dans la légalité « républicaine ». Il devint le ministre des Finances de celui-ci et, en décembre 1958, dévalua le franc de 17,5 % ; cette opération de spoliation était dirigée contre les masses ouvrières, mais aussi contre ces « *petits épargnants* » dont Pinay est toujours présenté comme le défenseur attitré.

Puis, dès 1960, en désaccord avec la politique de De Gaulle à l'égard de l'Alliance atlantique, il se retira. L'orientation générale du régime bonapartiste correspondait aux intérêts globaux de la classe bourgeoise, même s'il fallut l'imposer par la force à certaines fractions de celle-ci. Mais le chef de ce régime restait seul juge des méthodes qu'il entendait employer pour arriver à ses fins. Le grand capital n'entendait pas s'identifier à ces méthodes : il importait de ménager l'avenir. Il fallait aussi le préparer. Le référendum de 1962 (sur l'élection du président au suffrage universel) conduisit à une rupture au sein du Centre national des indépendants, la formation dont Pinay reste le « père spirituel ». L'aile marchante décida de demeurer dans la majorité et dans le gouvernement, de dire *Non* au Cartel des *Non* et *Non* à l'Algérie française. C'est ainsi que les « républicains indépendants » firent leur apparition : leur chef de file n'était autre que le grand ami de cette revue, Valéry Giscard d'Estaing.

Un mot lui est resté attaché, son « *Oui, mais...* » à la politique gaulliste. Il exprime assez bien le contenu de son orientation : *Oui* au bonapartisme gaulliste parce que

c'est la seule possibilité, *mais...* préparons la suite, c'est-à-dire la préservation de ce qui demeure essentiel pour la bourgeoisie dans les institutions mises en place par la V^e République.

Avec Giscard d'Estaing, on a très directement à faire avec les cercles décisifs du capital financier. Fils d'Edmond Giscard d'Estaing, l'un des piliers de la Banque d'Indochine, petit-fils de J. Bardoux, ancien député du Puy-de-Dôme, dirigeant de sociétés minières d'Afrique et d'Extrême-Orient, relié à la famille Schneider par alliance, politiquement enfin élève d'Antoine Pinay, ce n'est pas un personnage négligeable. Son ambition était sans doute de succéder à de Gaulle en 1972, d'être l'homme non d'une « *restauration républicaine* », mais bien d'un élargissement des bases politiques du régime. Ç'aurait été possible si la vie politique évoluait au seul rythme des consultations constitutionnelles prévues. Mais, comme l'on sait, de Gaulle n'acheva pas son septennat. Et Pompidou s'imposa à la bourgeoisie comme le seul candidat possible.

De Pinay à Giscard

Il demeure que les solutions avancées par Giscard correspondent à l'espoir de toute une aile de la bourgeoisie — et d'ailleurs au projet que Pompidou voulait mettre en œuvre par le référendum sur l'Europe. Selon Giscard, il faut maintenir les institutions, mais « *la France souhaite être gouvernée au centre* ». Aussi, « *peut-être conviendrait-il,*

pour contribuer à l'apparition d'une alternative gouvernementale responsable dans notre pays, que la majorité au pouvoir prenne un jour l'initiative de proposer une formule de grande coalition, permettant au moment de son dénouement d'ouvrir dans notre pays un débat politique soustrait à la domination de l'extrême-gauche ». C'est en ces termes que Giscard a effectué le 8 octobre 1972 sa rentrée. Il répétait en somme ce qu'il avait affirmé le 10 juin 1968 : « *Seule une majorité ouverte à la discussion évitera que ça recommence.* »

Lors de l'élection présidentielle, il est clair que Giscard avait songé à aller plus loin, c'est-à-dire à mettre en avant la candidature Pinay. Dès le 28 avril, au lendemain de la victoire du *Non*, il déclarait : « *La France a besoin d'une campagne d'apaisement... Pour prendre le relais d'un homme d'exception, il faut un homme d'expérience, non engagé dans les affrontements entre la majorité et l'opposition au cours des dernières années, ouvert sur l'Europe, qui réunisse au lieu de diviser...* »

Pinay s'étant dérobé, et après des tractations avec Poher, Giscard envisagea même de poser sa propre candidature. Mais il refusa et, d'après Jean-Claude Colliard :

L'élément essentiel, si l'on en croit l'entourage du président du Sénat — et ces indications ont pu être confirmées par des responsables de la Fédération nationale des républicains indépendants — aurait été le problème posé par le coût d'une éventuelle campagne et plus précisément le refus du C.N.P.F. de soutenir l'ancien ministre

des Finances : contactée par des amis de M. Giscard d'Estaing, l'organisation patronale aurait fait savoir qu'elle avait décidé de soutenir M. Pompidou et n'avait pas l'intention de jouer plusieurs cartes. Dès lors, la cause était entendue... (14).

C'est que les intentions de Giscard ne suffisaient pas à garantir sa capacité de les réaliser. Ses liens directs avec le capital financier sont une chose, la force politique que représentent les « *républicains indépendants* » en est une autre. Ils n'ont obtenu, et à l'ombre de l'U.D.R., que huit pour cent des suffrages exprimés en juin 1968 et 6,9 % en 1967. On est loin des plus de vingt pour cent des suffrages que réunissaient, en 1958, l'ensemble des candidats du Centre national des indépendants. Depuis, la droite parlementaire a été disloquée.

De l'intérieur de la majorité, Giscard tend la main à ceux qui se situent à l'extérieur, mais qui proclament eux aussi leur volonté de « *gouverner au centre* », le Centre démocrate, les réformateurs.

Il serait trop long et sans grand intérêt de suivre, à travers les différentes dénominations, les regroupements des anciennes formations. Il suffit de dire qu'au cœur des opérations centristes se trouve le Centre démocrate, dont la vedette est M. Jean Lecanuet, « *européen* » et « *atlantique* » bon teint, mais surtout politicien tout dévoué à la hiérarchie ecclésiastique. Au micro d'Europe n° 1, le 13 octobre, Lecanuet dénonçait les dangers d'une

(14) Jean-Claude Colliard, *Les Républicains indépendants*, P.U.F., p. 18.

« *alternance brutale* », mais soulignait que des changements étaient nécessaires. M. Lecanuet a « *dans son cœur l'espoir de voir se constituer un jour un grand mouvement de démocratie sociale qui devrait inclure les socialistes, les radicaux et les démocrates sociaux, y compris ceux d'inspiration chrétienne* ».

Et son compère Abelin d'expliquer le 3 octobre : « *Ce qui est en cause, c'est le sort du pays et de la démocratie. Si les deux blocs actuels continuent de s'affronter, un jour l'un remplacera l'autre, et c'est alors que le pays connaîtra de graves déboires.* »

Ne les voilà-t-il pas, les artisans du regroupement des centres ? D'autant plus que Lecanuet reste auréolé de son succès lors des élections présidentielles de 1965 : concurrent de De Gaulle et du « *candidat unique de la gauche* », Mitterrand, il recueillait quinze pour cent des voix, mettant l'« *homme providentiel* » en ballottage. Mais depuis, pour Lecanuet comme pour Giscard, bien des choses se sont passées. Et le verdict prononcé par le référendum sur l'Europe n'a pas été moins accablant pour lui que pour les hommes de la majorité...

On ne peut donc prétendre que se cherche dans ce pays une « *aile modérée* », qui voudrait sauvegarder la V^e République en l'améliorant. Elle s'est depuis longtemps trouvée de part et d'autre de la ligne de démarcation de la majorité. Ce qu'elle cherche, c'est une assise suffisante pour réussir l'opération et ce n'est pas le renfort du député de Nancy et de son tronçon du Parti radical qui la lui fournira.

Le radicalisme : déclin sans grandeur

Comme un ver de terre qui, coupé en deux, frétille avec une ardeur accrue, le Parti radical semble avoir retrouvé quelque vitalité depuis qu'il est scindé en deux fractions, l'une placée sous la houlette de Servan-Schreiber, « *réformateur* » qui, par « *centristes* » interposés, converse avec la majorité, l'autre qui a pour raison d'être, avec Maurice Faure et Cie, de constituer le plus beau fleuron de l'« *Union de la gauche* ».

Avant d'examiner de plus près le dernier avatar de ce parti, pendant des décennies l'un des partis essentiels de la bourgeoisie française, il convient de rappeler qu'il fut — et demeure, dans son état présent de dédoublement — par nature une agence de l'impérialisme, du capital financier.

« *Un problème se pose : est-ce que les grands industriels ont un parti politique qui leur est propre ? La réponse est négative ; à mon avis, les grands industriels se servent tour à tour de tous les partis existants, mais ils n'ont pas de parti propre* », remarquait Gramsci dans sa prison. La remarque — faite à partir de l'expérience italienne — a valeur générale si, au lieu des « *grands industriels* », on parle, plus précisément, de l'oligarchie financière, des couches dominantes du capitalisme à son stade impérialiste. Celles-ci peuvent faire, pour toute une période, de tel ou tel parti leur instrument principal : elles ne s'identifient pourtant à aucun et se servent de tous.

René Mayer, administrateur de grandes affaires, lié comme Pompidou à la banque Rothschild, qui fut l'un des grands hommes du Parti radical sous la IV^e République (mais qui fut aussi le conseiller financier du général de Gaulle à Alger), est-il moins un homme du « grand capital » qu'Antoine Pinay ? L'est-il plus que le banquier Filippi, radical « de gauche » dont l'édifiante carrière a été esquissée dans *Informations ouvrières* ?

Du temps de sa splendeur (cette organisation type de la bourgeoisie française, ce chef-d'œuvre de la combine parlementaire ne connut jamais de grandeur), le Parti radical était un parti politique de la grande bourgeoisie. Il l'est resté au temps de sa décadence, puis de sa décomposition. Pilier des combinaisons gouvernementales lors de l'apogée de la bourgeoisie d'affaires, il était déjà, pour ce qui est de ses prétentions démocratiques, « un cadavre », comme l'affirmait Rosa Luxemburg. D'ailleurs, son programme de 1907 était sans équivoque : « *Le Parti radical et radical-socialiste est résolument attaché au principe de la propriété individuelle, dont il ne veut ni commencer ni même préparer la suppression* », et l'un de ses « penseurs » justifiait en ces termes son perpétuel balancement opportuniste entre une attitude « gauche » et l'alliance avec la droite :

Il y a une gauche et une droite dans notre parti. Il en est qui souhaitent une alliance avec les modérés, d'autres avec les collectivistes. Mais tout fleuve a deux rives [sic].

Avec le passage du capitalisme au stade impérialiste, les sommets du Parti radical apparaissent sans fard

comme « les agents démocratiques de la grande bourgeoisie », ainsi que l'explique Trotsky, qui ajoute : « *Le Parti radical est le parti à l'aide duquel la grande bourgeoisie entretenait les espoirs de la petite bourgeoisie en une amélioration progressive et pacifique de sa situation.* » Mais il devait tenir ce rôle dans une situation où les conditions de vie de la petite bourgeoisie, dans sa masse, ne pouvaient qu'empirer.

La montée ouvrière de 1934-1936 entraîna derrière les partis ouvriers une fraction importante de la petite bourgeoisie. C'est une légende que de prétendre que le Parti radical connut alors une renaissance due à la mobilisation des classes moyennes. Aux élections d'avril-mai 1936, le parti radical perdit 350 000 voix, et cela en dépit de l'opération de sauvetage réalisée avec les désistements du P.S. et du P.C.F.

C'était le début d'une chute qu'accéléra le lourd bilan du gouvernement Daladier, le gouvernement de la révocation et de l'emprisonnement des militants ouvriers, de la dissolution du P.C.F. Les scrutins de 1945 et 1946 virent le Parti radical plafonner à dix pour cent des suffrages exprimés.

Mêlés à toutes les infamies de la IV^e République, à ses guerres coloniales, à la répression antiouvrière, le déclin du Parti radical s'accrut encore avec la V^e République. Expression la plus flagrante de cette décadence, il fut réduit à accepter de n'être que le tremplin d'un aventurier sans perspective : le directeur de *l'Express*, J.-J. Servan-Schreiber.

Aujourd'hui, les frères séparés du radicalisme ne sont pas à proprement parler des « frères ennemis ».

Le Canard enchaîné, par exemple, a pu annoncer, sans être démenti, que les radicaux « de gauche » ne présenteraient pas de candidat contre Servan-Schreiber à Nancy. D'ailleurs, n'est-ce pas Maurice Faure, grand homme (à leur mesure) des radicaux « de gauche », qui a mis le pied du « réformateur » à l'étrier ? Ne déclarait-il pas encore, le 28 novembre 1970, après le fiasco bordelais de Servan-Schreiber :

Au total, et malgré la courageuse erreur bordelaise, l'action de J.-J. S.-S. est très productive pour le parti, beaucoup plus, en tout cas que celle de ses détracteurs au sein de la famille radicale.

Depuis, la « famille » s'est ramifiée. C'est qu'il y a eu notamment l'échec du référendum de Pompidou sur l'Europe et, partant, d'une grande manœuvre allant d'une aile au moins de la S.F.I.O. aux indépendants.

Contre les aspirations au Front unique ouvrier dont les masses chargeaient un accord entre les partis ouvriers, P.S. et P.C.F., il fallait dresser le barrage de l'« Union de la gauche ».

Débris du parti d'antan, les radicaux « de gauche » ont un contenu de classe identique et, qualitativement, leur fonction est la même. La politique de collaboration de classes des appareils, leur refus de mettre en cause la domination de la bourgeoisie trouvent leur consécration dans l'accord avec les radicaux, qui donne son sens au « Programme commun » et qui met en place les conditions politiques d'un accord avec les forces les plus décisives de la bourgeoisie.

Radicaux « de gauche » et « réformateurs » ne sont que les maillons d'une même chaîne. A un bout, cette chaîne lie les partis ouvriers à la préservation de l'ordre bourgeois, à l'autre, elle aboutit à l'union sacrée, y compris avec l'U.D.R.

Du point de vue de la stratégie de la bourgeoisie, rythmée par les développements de la lutte des classes, le gouvernement de l'« Union de la gauche » peut être une solution de sauvegarde nécessaire : elle n'est pas contradictoire avec la recherche de solutions offrant plus de garanties de stabilité.

La crise de l'Etat

Nous ne vivons pas une simple crise de succession. La bourgeoisie française, aujourd'hui, ne maîtrise pas les conditions sociales et politiques qui sont à la base de sa domination. Ses couches dirigeantes n'« aménagent » pas rationnellement le passage d'un système politique à un autre. Elles réagissent « coup par coup » au développement de la lutte des classes, aux divisions au sein de la bourgeoisie elle-même, dans une situation ouverte par la faillite de la seule entreprise cohérente que la classe dirigeante ait mis sur pied pour tenter de stabiliser en sa faveur les rapports entre les classes.

L'échec du bonapartisme, abattu en fait par la grève générale et ses prolongements, c'est l'échec de toute la bourgeoisie : la chute du régime gaulliste annonce sa faillite historique.

En instaurant ce bonapartisme, en renonçant à la démocratie politique, la bourgeoisie avouait déjà la gravité de sa situation. L'effondrement de ce régime approfondit encore la crise de sa domination, crise qui s'exprime directement, à travers les différents stades de décomposition d'un pseudo-bonapartisme déséquilibré, comme une crise de l'Etat bourgeois, de toutes ses institutions, donc aussi de ses partis politiques.

La crise des partis politiques de la bourgeoisie, à son tour, est une illustration et également un facteur particulier de cette crise d'ensemble qui est, avant tout, la crise de l'Etat lui-même.

Aucun des partis traditionnels de la bourgeoisie française ne peut se targuer d'être capable d'assurer la fonction que peuvent encore remplir, en Angleterre le parti conservateur, en Allemagne la C.D.U.-C.S.U. : assurer directement, au compte du grand capital, l'encadrement politique et idéologique d'une fraction conséquente de la population, représenter par eux-mêmes une « solution » gouvernementale. En France, déchus de leur rôle par le bonapartisme, les partis bourgeois n'ont pas retrouvé une « nouvelle jeunesse » avec sa chute. Au contraire, complices de son instaurateur, ils participent de son effondrement. Même au niveau des « notables », du réseau cantonal et municipal qui garantissait une certaine stabilité aux « familles » politiques françaises, on dénote aujourd'hui des oscillations brusques, imprévisibles, sous-produits de phénomènes qui mûrissent dans les profondeurs des classes sociales.

L'axe politique de regroupement

de la bourgeoisie, c'était l'appareil d'Etat, l'exécutif : c'est comme « support » du gouvernement bonapartiste — et du général-président lui-même — que l'U.D.R. se définissait avant tout. Elle a pu, à ce titre, drainer les suffrages des masses désorientées de la petite bourgeoisie et apparaître comme le parti bourgeois, alors même que sa puissance était, en dernière analyse, factice.

Mais aujourd'hui la crise, qui touche à l'appareil d'Etat lui-même, frappe l'U.D.R. de plein fouet. C'est ce que signifie la désagrégation de la majorité. La putréfaction de la société gagne tous les instruments de la domination de classe de la bourgeoisie, donc aussi ses partis politiques.

Si les partis ouvriers — en dépit du contenu bourgeois de leur politique, en dépit du fait qu'ils se placent exclusivement sur le terrain parlementaire — demeurent comme, en quelque sorte, les seuls partis réels, c'est qu'ils relèvent d'une autre classe. La classe ouvrière est organisée comme classe, sur la base de ses organisations élémentaires de lutte contre l'exploitation : c'est de là que les partis ouvriers tirent leur puissance — même s'ils l'utilisent au service de l'ennemi de classe.

Ce phénomène n'est qu'une expression des rapports de force entre les classes fondamentales de la société.

Pour la bourgeoisie — et donc pour tous ses partis, comme pour tous ceux qui ont partie liée avec sa domination — il importe, avant tout, de gagner du temps. Une

constitution est, avant toute chose, l'expression d'un rapport de forces, en même temps qu'un élément de ce rapport de forces. C'est de la défaite sans combat de la classe ouvrière française en mai 1958 qu'était issue la constitution gaulliste. Dix ans plus tard, cette constitution était frappée à mort, parce qu'atteinte par la grève générale dans son principe essentiel : le pouvoir omnipotent de l'« homme du destin ». Nul ne se fait aujourd'hui d'illusions quant à la possibilité de sauvegarder cette constitution dont la base a cédé. Ce n'est pas la pérennité des institutions que défendent les partis de la bourgeoisie — en dépit du fait que le caractère antidémocratique de la constitution de la V^e République corresponde aux besoins du grand capital — en adjurant tout un chacun de ne pas toucher à ces mêmes institutions. C'est un sursis qu'ils demandent.

Et il leur faut, sur ce terrain, la collaboration pleine et entière des directions des partis de la classe ouvrière. En volant au secours de la constitution menacée, Mitterrand et Marchais consacrent la signification du « Programme commun » et le contenu de l'accord avec les radicaux « de gauche », c'est-à-dire la volonté de soumettre le mouvement de la classe ouvrière aux exigences de la préservation de l'ordre bourgeois. Aujourd'hui, respecter les limites de l'ordre bourgeois n'est possible qu'en abandonnant la défense des libertés démocratiques, en étayant directement les institutions antidémocratiques du bonapartisme.

Tout examen des formations politiques actuelles de la bourgeoisie renvoie ainsi aux conditions d'ensemble qui déterminent leur crise commune.

Lisez les brochures éditées par l'A.J.S. et l'O.C.I.

**« GREVES, MANIFESTATIONS, ELECTIONS,
C'EST LA LUTTE POUR LA REVOLUTION »**

« PROGRAMME D'ACTION DE LA CLASSE OUVRIERE »

« LE SOCIALISME EST UN ET INDIVISIBLE »

En vente à la S.E.L.I.O., 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

“ Unité populaire ” au Chili

**Sa formation, les élections présidentielles
et la signature du statut
des « garanties constitutionnelles » en octobre 1970**

par Étienne Laurent

Le 4 décembre 1971, Mitterrand, de retour du Chili, déclarait : « Le régime chilien constitue l'expérience la plus proche de ce qui pourrait être réalisé en France. »

Le 10 février 1972, Jacques Duclos, Étienne Fajon et Georges Fournial, revenant à leur tour du Chili, annonçaient la bonne nouvelle : « Ce qui nous intéresse en particulier, c'est qu'un programme commun a été établi entre communistes et socialistes (...) Ce n'est pas le socialisme, mais cela crée des conditions favorables au socialisme. Nous assistons aujourd'hui au Chili à cette idée bien connue de Lénine (sic), à savoir que les peuples iront au socialisme par des voies extrêmement diverses. »

Armée et pouvoir au Chili

Dans ces conditions, l'entrée, le 3 novembre dernier, dans le gouvernement Allende, de trois généraux, dont le commandant en chef de l'armée, le général Prats, qui devenait ministre de l'Intérieur et président de la République par intérim en cas de démission ou de disparition d'Allende, éclaire la nature du gouvernement que se proposent d'instaurer en France les tenants de l'Union de la gauche et du « programme commun de gouvernement », le jour où la poussée des masses, dans le cadre des élections ou en dehors de celles-ci, jetterait bas le gouvernement U.D.R. Au même titre que le gouvernement Allende, le gouvernement que Marchais - Mitterrand - Fabre chercheraient à mettre en place serait un gouvernement de sauvegarde des rapports de production capitalistes et de défense des institutions fondamentales constitutives de l'Etat bourgeois.

Car l'armée, qui, dans tous les pays, constitue l'une des institutions centrales de l'Etat bourgeois, est plus encore qu'ailleurs, dans les pays semi-coloniaux d'Amérique latine, la colonne vertébrale de l'Etat et assume, dans la nation, exclusivement une fonction de guerre civile.

Il n'en est pas autrement de l'armée chilienne, en dépit de la façade démocratique de ce pays. C'est ainsi qu'en 1967, le général Schneider, prédécesseur de Prats, dont les apologistes de la collaboration de classes, au P.C.F. et ailleurs, font le prototype du « bon général démocrate », déclarait :

Les nouveaux programmes dont j'ai dû, d'un point de vue professionnel, tracer la finalité, ont pour but de pénétrer l'officier qui sort de l'École militaire de ce que sera sa

fonction, durant sa carrière, face à la société et aux contingents de conscrits qu'il devra instruire.

Labrousse, qui cite cette déclaration, peut ajouter à juste titre :

Ces nouveaux programmes impliquaient en particulier que chaque promotion de cadets, avant d'assumer un commandement, devait faire un séjour d'un mois à l'école anti-guérilla de Fort Gulick, à Panama, sous les ordres d'instructeurs américains qui sont le plus souvent des vétérans du Vietnam. Quand on sait que ces stages ne servent pas seulement à préparer les stagiaires au combat de jungle, mais aussi à tisser des liens entre officiers yankees et leurs collègues sud-américains, on mesure le sens de cette « fonction face à la société » (1).

Avant l'entrée en vigueur du nouveau règlement du général Schneider, 2 064 militaires chiliens avaient, entre 1950 et 1965, reçu un entraînement aux Etats-Unis, et 549 hors des Etats-Unis, c'est-à-dire en général dans des écoles anti-guérilla d'autres pays sud-américains — ce qui plaçait le Chili au troisième rang, derrière le Brésil et le Pérou.

(1) Alain Labrousse - *L'expérience chilienne : réformisme ou révolution ?* Paris, Ed. du Seuil, 1972, p. 134. Ce livre est l'œuvre d'un gauchiste, défenseur de la guérilla et du terrorisme urbain. Il est écrit à partir de positions proches de celles du M.I.R. et des maoïstes chiliens. Il est cependant l'œuvre de quelqu'un qui a séjourné plusieurs années en Amérique latine et au Chili, et qui a rassemblé des matériaux et informations utiles et intéressants, même si l'auteur est le plus souvent bien incapable de leur donner leur plein éclairage. C'est pourquoi nous nous servons à de nombreuses reprises de ce livre dans le cours de cet article. Nous n'en ferons pas autant pour le livre de Catherine Lamour, *Le pari chilien*, Stock 1971, écrit à partir des mêmes positions politiques : il s'agit d'un livre superficiel et vide qui n'a pas le moindre intérêt.

La situation est identique pour la police. On sait qu'en 1962 les frères Kennedy décidèrent d'accroître l'aide aux forces de répression latino-américaines, par l'intermédiaire de l'O.A.S.P. (Office d'aide à la sécurité publique) ; cette mesure fut justifiée par la remarque que « *pour maintenir le progrès social, économique et politique d'un pays, il est nécessaire, au préalable, d'appuyer un développement de la fonction policière* ». Le total de l'aide de l'O.A.S.P. pour l'Amérique latine se montait en 1970 à 39 millions de dollars. La police chilienne avait reçu 5 millions de dollars, ce qui la classait immédiatement derrière les polices du Brésil et de l'Argentine.

Telles sont donc l'armée et la police chiliennes, auxquelles l'Unité populaire n'a nullement porté atteinte — bien au contraire — et dont Prat, en tant que ministre de l'Intérieur, concentre aujourd'hui entre ses mains le commandement unique ; cette situation met en relief une réalité que de nombreux militants avaient pu ne pas saisir encore dans toute sa plénitude : le gouvernement de l'Unité populaire se donne pour objet la sauvegarde de l'Etat bourgeois, non sa destruction, et le maintien, fût-il « *aménagé* », du système capitaliste.

Le présent article se propose de montrer que l'entrée de Prat dans le gouvernement Allende ne peut être considérée comme une surprise, mais se situe au contraire dans le droit fil de la politique suivie par les directions du P.C. et du P.S. chiliens en 1969 et 1970. A cette fin, nous reviendrons tout d'abord sur les conditions qui ont marqué la constitution d'une combinaison politique sans frontières à droite destinée à enfermer le prolétariat dans les rêts de la collaboration de classe. En un second temps, nous analyserons le processus exact qui a conduit à la formation du gouvernement Allende le 4 novembre 1970, après la ratification de l'élec-

tion de celui-ci à la présidence de la République chilienne par un congrès à majorité bourgeoise, cependant qu'il acceptait une série d'amendements constitutionnels connus sous le nom de *Statut des garanties*.

Le Chili et la France

Les deux phases de cette analyse ont le plus grand intérêt en ce qui concerne la situation française. Il en est ainsi de la manière dont la bourgeoisie et les directions du P.C. et du P.S. chiliens se sont entendues pour susciter, à la droite de ces partis, quatre autres formations, dont trois formations bourgeoises sans fard, destinées à jouer le rôle de lien public, notoire, entre les partis parlant au nom de la classe ouvrière et la bourgeoisie : ces événements éclairèrent le sens de l'invitation adressée par le P.C.F. et le P.S. à Fabre et aux « *radicaux de gauche* » de signer le « programme commun ». De même, l'analyse du processus qui a conduit Allende de sa victoire électorale à la formation de son premier gouvernement aidera à comprendre l'attitude adoptée à l'égard de la constitution de la V^e République, tant par Marchais et Mitterrand que par Pompidou lui-même. Il s'agit, à propos notamment des rôles respectifs du président et du Parlement, de préserver, tant que faire se pourra, la constitution bonapartiste, instrument précieux pour li-goter le prolétariat français.

Mais l'éclairage que donnent les événements chiliens aux problèmes que se posent les militants français n'a de valeur que pour autant que ces événements sont saisis tout d'abord dans le contexte propre de la lutte des classes au Chili. Aussi est-ce des problèmes spécifiques de la révolution prolétarienne au Chili et des éléments nécessaires à la compréhén-

sion du développement historique du prolétariat chilien qu'il faut partir. Au terme de cette partie introductive, l'on comprendra aisément les raisons qui font que *rien n'est encore joué* pour le prolétariat chilien, et que c'est avec une extraordinaire prudence que la bourgeoisie chilienne continue à opérer, après, cependant, plus de deux ans d'une politique qui n'a valu aux masses que frustrations et désillusions.

Le bilan de 150 années de domination bourgeoise

Dans sa partie introductive, le programme de l'Unité populaire dépeint telle qu'elle se présentait au moment de sa rédaction la situation des masses laborieuses du Chili. Cette situation se caractérise, nous dit-il,

par la pauvreté généralisée, par les iniquités de tous ordres dont sont victimes ouvriers, paysans et autres couches exploitées, également par les difficultés croissantes auxquelles se heurtent employés, intellectuels, petits et moyens chefs d'entreprises, enfin par le peu de perspectives offertes à la femme et à la jeunesse (...)

Un demi-million de familles n'ont pas de logement et un nombre égal ou supérieur d'entre elles vivent dans les pires conditions, en ce qui concerne le tout-à-l'égout, l'eau potable, l'électricité, la salubrité ;

— les besoins de la population en matière d'éducation et de santé ne sont pas suffisamment pris en considération ;

— plus de la moitié des travailleurs chiliens reçoivent des salaires insuffisants pour satisfaire leurs besoins vitaux minimum. Chaque famille souffre du chômage ou de l'instabilité de l'emploi. Pour un grand nombre de jeunes, trouver un emploi est difficile et aléatoire.

Le capital impérialiste et un groupe de privilégiés qui ne représentent pas plus de 10 % de la population accaparent la moitié du revenu national. Cela signifie que sur 100 écus produits par les Chiliens, 50 se retrouvent dans les poches de 10 représentants de l'oligarchie et les 50 autres doivent être répartis entre 90 Chiliens du peuple ou de la classe moyenne.

La hausse du coût de la vie est un enfer pour les familles du peuple et, tout particulièrement, pour la maîtresse de maison. Durant ces dix dernières années, selon des chiffres officiels, le coût de la vie a augmenté de presque mille pour cent.

Ceci signifie qu'on vole quotidiennement aux Chiliens qui vivent de leur travail une partie de leur salaire. C'est ce qui arrive aussi aux retraités et aux pensionnés, au travailleur indépendant, à l'artisan, au petit producteur, dont les petits revenus sont rognés continuellement par l'inflation (...)

Un grand nombre de Chiliens souffrent de malnutrition. Selon des statistiques officielles, 50 % des enfants de moins de 15 ans sont sous-alimentés. Cette sous-alimentation affecte leur croissance et limite leur capacité à apprendre, à s'instruire.

Ceci démontre que l'économie chilienne en général, et le système agricole en particulier, sont incapables de nourrir les Chiliens, alors que le Chili pourrait faire vivre dès à présent 30 millions de personnes, trois fois plus que la population actuelle (2).

Tel est, en effet, le bilan de cent cinquante années de domination bourgeoise au Chili. Et, s'il est exact que

(2) Tiré de la traduction française du programme de l'Unité populaire publiée dans A. Acquaviva, G. Fournial et autres, *Chili de l'Unité populaire*. Paris, Editions sociales, 1971, pp. 145-175. Le livre est, par ailleurs, sans intérêt, d'une extraordinaire platitude.

le Chili se distingue de la quasi-totalité des autres pays d'Amérique latine en ce qu'il a connu plus souvent et plus longtemps l'exercice des libertés démocratiques, il reste que la bourgeoisie n'a pas mieux réussi au Chili que sur le reste du continent à « *assurer à ses esclaves même une existence compatible avec leur esclavage* », comme le dit le *Manifeste communiste*. Les libertés démocratiques y sont le fruit de la vigilance et des constants combats du prolétariat. La situation décrite ci-dessus, par contre, caractérise l'impasse absolue du mode de production capitaliste.

Elle est l'expression de la stagnation des forces productives dans le cadre des rapports de production capitalistes et des formes nationales d'organisation de la production et de l'échange, dans les formes criantes où cette stagnation se manifeste, à l'époque du capitalisme pourrissant, partout où, comme au Chili, l'impérialisme étranger est en mesure d'imposer son emprise à l'ensemble de la vie sociale et de saigner à blanc le pays.

Au même titre que les autres pays d'Amérique latine, le Chili a été intégré dans l'économie capitaliste mondiale sans qu'une révolution démocratique bourgeoise soit préalablement venue liquider les formes sociales de la propriété et de la production datant des phases antérieures du développement économique.

La subordination au capital étranger qui a rapidement caractérisé le Chili ne peut être saisie qu'en relation avec le maintien et même la consolidation de la grande propriété foncière latifundiste en tant que clef de voûte de l'ordre social semi-colonial. C'est par le biais de l'alliance nouée entre les bourgeoisies anglaise puis nord-américaine et les classes possédantes locales (bourgeoisie commerciale et aristocratie foncière), que le Chili s'est vu assigner au sein de l'économie capitaliste mondiale

un rôle de producteur de matières premières d'origine agricole et minière. C'est pourquoi l'abolition effective de la grande propriété foncière et des intérêts agricoles de la bourgeoisie compradore des villes s'est toujours située, et se situe encore, à côté de la lutte pour l'indépendance nationale et la liquidation du joug de l'impérialisme, au premier rang des tâches démocratiques dont seul le prolétariat pourra assurer la réalisation.

Le poids de la grande propriété foncière

Des générations durant, la production agricole et la vie des masses campagnardes ont été conditionnées par le poids de la grande propriété foncière parasitaire, c'est-à-dire par l'existence de grands domaines inexploités ou sous-exploités, côte à côte avec une propriété parcellaire minuscule où s'est entassée une paysannerie misérable, dépourvue de toute possibilité de modifier ses conditions de production et de travail.

C'est ainsi que, lors du dernier recensement agraire, en 1965, quelque 700 familles « latifundistes » possédaient près de 55 % des terres utilisables pour l'agriculture et l'élevage, et que 5,4 % des exploitations occupaient près de 87 % du sol, face à 120 000 familles paysannes possédant chacune en moyenne moins de 2 hectares de terre, au total 0,7 % de la surface exploitable, et à plus de 185 000 familles d'ouvriers agricoles entièrement dépourvues de terre. Parmi les 120 000 familles possédant un lopin de terre, près de la moitié (56 000) ne disposaient en fait que d'une quantité de terre insuffisante pour les faire vivre. On estimait enfin que 170 000 travailleurs agricoles

étaient frappés par le fléau d'un chômage non pas même saisonnier, comme c'est toujours le cas pour les ouvriers agricoles dans le système de la propriété privée, mais permanent.

Le parasitisme écrasant et inique que traduisent ces chiffres n'a cessé de s'aggraver au cours des trente dernières années. Depuis 1936-38, la production agricole a connu une croissance continuellement inférieure à celle de la population, ce qui a mis le Chili, avec ses 4 millions d'hectares en friche ou en pâturages à élevage extensif, au nombre des pays dont le produit agricole par tête est sensiblement *inférieur* à ce qu'il était voilà trente ans.

Grand fournisseur de blé aux pays capitalistes industrialisés jusqu'à l'essor de la grande production céréalière nord-américaine, et encore exportateur de produits agricoles jusqu'en 1930, le Chili est devenu de façon croissante importateur. L'on y trouvait (et l'on y trouve toujours) 4 millions d'hectares sous-employés ou inemployés, mais c'est à près de 300 millions de dollars que s'élèvent annuellement les importations agricoles, dans des conditions où 50% de la population vivent pourtant au niveau scientifiquement mesurable de la *sous-nutrition chronique*, comme indiqué plus haut.

Le Chili possède de très importantes ressources en minerai. On n'y trouve pas seulement une fraction importante des ressources mondiales de cuivre, mais aussi du minerai de fer en quantité, du charbon et la plupart des métaux non ferreux que la chaîne des Andes possède en si grande abondance. Mais loin de faire de ces

matières premières la base d'un développement industriel autonome, la bourgeoisie chilienne a pris, dans les dernières décennies du XIX^e siècle, le parti de les brader aux puissances impérialistes et s'est engagée dans une voie dont elle ne se sortira plus jamais : celle d'une bourgeoisie *compradore*, c'est-à-dire d'une bourgeoisie vendue à l'étranger parce qu'ayant accepté de tirer l'essentiel de ses ressources de fonctions purement parasitaires — celles d'intermédiaire et de courtier pour l'impérialisme — par rapport aux ressources productives de son propre pays.

Le minerai chilien à la disposition des impérialistes

Avec la participation des classes possédantes chiliennes, les ressources du sous-sol chilien ont servi à approvisionner l'industrie de grandes économies capitalistes, avant tout celle des Etats-Unis ; les investissements étrangers ont rapporté aux grandes entreprises impérialistes des bénéfices fabuleux. Pour ne prendre qu'un exemple, on a pu calculer que les capitaux initialement investis par les sociétés américaines dans l'exploitation du cuivre s'élevaient à 3,5 *millions* de dollars. Cette mise de fonds minime leur a permis de retirer, entre 1922 et 1970, un bénéfice net de 4,5 *milliards* de dollars, tandis qu'elles versaient à l'Etat *compradore* chilien, pendant la même période, 2,3 *milliards* de dollars.

**CONTRE GISCARD D'ESTAING
SOUTENEZ « LA VERITE »**

Vers 1967, la répartition du revenu national du Chili était la suivante :

	<i>% de la population</i>	<i>% du revenu global</i>
1. Grands propriétaires et actionnaires nationaux des grands trusts étrangers et des principaux intérêts privés chiliens.	5	40
2. Hauts et moyens fonctionnaires, professions libérales, bourgeoisie commerçante et agraire moyenne.	20	40
3. Prolétariat des mines, de l'industrie et des services, employés et petits fonctionnaires.	50	20
4. Prolétariat rural et paysannerie pauvre.	25	5

C'est dire que les redevances versées par les grandes sociétés étrangères ont servi à payer à l'oligarchie et à la bourgeoisie chiliennes un train de vie qui leur a valu, pendant des générations, la réputation d'être la « société » la plus « raffinée » de toute l'Amérique latine.

En contrepartie, le développement de l'industrie de transformation a été frappé de rachitisme : n'ont été instituées que des productions répondant aux besoins de l'impérialisme et susceptibles de rapporter de gros profits à court terme. L'industrialisation n'a concerné uniquement que les premières phases de transformation des métaux non ferreux, certaines industries alimentaires travaillant pour l'exportation, les services publics nécessaires à l'acheminement et à l'expédition vers l'étranger de ces produits, enfin, au cours de la dernière période, la production (souvent seulement l'assemblage) de biens de consommation durables ou semi-durables destinés essentiellement aux couches supérieures de la société. C'est au capital étranger, principalement américain, que sont revenus les bénéfices de ces opérations.

A la fin du mandat de Frei, le président démocrate-chrétien, mandat au

cours duquel les investissements étrangers avaient connu un gonflement rapide, la quasi-totalité de ces branches était passée entre les mains du capital américain et européen.

Chômage rural, chômage urbain

Le corollaire, ce sont les chiffres du chômage. Chômage rural, bien sûr, mais également chômage urbain massif.

A Santiago, où se trouve concentrée plus de la moitié des emplois industriels du Chili, on comptait, à la fin de 1970, 232 000 chômeurs, soit presque le quart de la population de l'agglomération active dans l'industrie.

Le tableau de la dépendance de l'économie chilienne à l'égard de l'impérialisme serait incomplet si l'on omettait de parler de la dette extérieure. Alors que les rapatriements de profits aux U.S.A. avaient lieu au rythme de 150 millions de dollars par an au cours des années 60, la bourgeoisie compradore chilienne a solli-

citée sous forme d'emprunts l'« aide » du système financier international. Elle a ainsi ouvert au capital financier de nouvelles facilités pour extraire des masses travailleuses du Chili, et centraliser (conformément aux mécanismes mis en lumière dans le chapitre sur les emprunts internationaux de l'*Accumulation du capital* de Rosa Luxemburg) une masse supplémentaire de plus-value, au rythme fabuleux de 300 millions de dollars par an, soit *une somme équivalente à celle qui doit être dépensée pour compenser le déficit alimentaire annuel* résultant du sous-emploi des ressources agricoles noté plus haut. Aujourd'hui, la dette extérieure réclamée par les Etats capitalistes au Chili est estimée à 4 milliards de dollars. C'est cette somme dont le « Club de Paris » exige le remboursement.

La situation qui vient d'être décrite ne souffre aucune ambiguïté quant aux solutions qu'elle exige. Elle est sans issue, tout d'abord sans l'expropriation radicale, sans indemnité ni rachat, de la grande et aussi de la moyenne propriété foncière — sans doute en un premier temps de toutes les exploitations supérieures à 50 ha — et la mise à la disposition de la paysannerie pauvre et des travailleurs agricoles de tous les moyens de production d'origine industriels, mécaniques (machines agricoles) ou chimiques dont ils auront besoin, préalable nécessaire si l'on veut les gagner massivement à l'idée de la collectivisation.

Il en résulte d'ailleurs qu'il n'y a pas de solution viable aux problèmes légués par la bourgeoisie dans les campagnes en dehors d'un développement rapide de l'industrie, susceptible à la fois de fournir à l'agriculture les moyens nécessaires à sa modernisation et des emplois aux travailleurs dont l'activité ne serait plus nécessaire dans le secteur agricole.

Cela, à son tour, exige l'expropriation des entreprises étrangères et l'appropriation collective des moyens de production possédés par le capital national aussi bien qu'étranger dans l'industrie comme dans les services, ainsi que l'expropriation des banques; pour mettre fin à la spéculation foncière, aux hauts loyers et résoudre le problème lancinant du logement, il n'y a d'ailleurs pas d'autre issue que la nationalisation du sol dans les villes.

Se libérer de l'emprise impérialiste et centraliser entre les mains du prolétariat tous les moyens disponibles pour l'accumulation de moyens de production exige également que soit prononcé un moratoire définitif de la dette extérieure et que soit soumis à réexamen l'ensemble des accords commerciaux avec l'étranger.

Enfin la réorganisation des forces productives en vue du développement ne saurait se faire indépendamment de l'institution de la planification et du monopole étatique du commerce extérieur.

Telles sont, dans leurs grandes lignes, les mesures qu'exigeait et qu'exige toujours à l'heure actuelle au Chili la solution des problèmes clefs de la question agraire et de l'indépendance nationale. Il est clair que ces mesures signifient d'entrée de jeu de profondes incursions dans le droit de propriété bourgeois et qu'elles doivent inévitablement conduire à un heurt frontal avec l'impérialisme.

Une issue conforme aux intérêts des masses

Tout parti ou coalition de partis entendrait réellement trouver une issue conforme aux intérêts et aux exigences des masses sera ainsi dans l'obligation de prendre, en s'appuyant

sur la mobilisation révolutionnaire des ouvriers et des paysans, les mesures indispensables pour briser politiquement et matériellement les reins de la bourgeoisie, autrement dit pour instaurer un gouvernement ouvrier et paysan au plein sens de ce terme.

On connaît la définition que le quatrième congrès de l'Internationale communiste a donnée de ce type de gouvernement.

La tâche majeure du gouvernement ouvrier doit consister à armer le prolétariat, à désarmer les organisations bourgeoises, contre-révolutionnaires, à instaurer le contrôle de la production, à transférer sur les épaules des riches le principal fardeau des impôts, et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

Un gouvernement ouvrier de cette sorte n'est possible que s'il naît dans la lutte des masses et s'appuie sur des organismes ouvriers qui soient aptes au combat, des organismes créés par les couches les plus opprimées des masses travailleuses. Même un gouvernement ouvrier qui est issu de la tournure prise par les événements au Parlement, qui a donc une origine purement parlementaire, peut fournir l'occasion de fortifier le mouvement ouvrier révolutionnaire. Il va de soi que la constitution d'un véritable gouvernement ouvrier et le maintien d'un gouvernement faisant une politique révolutionnaire doivent aboutir à une lutte acharnée, et finalement à la guerre civile contre la bourgeoisie. La seule tentative, de la part du prolétariat, de former un gouvernement ouvrier de cette sorte, se heurtera dès le début à la résistance la plus violente de la bourgeoisie. Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier est donc susceptible de concentrer le prolétariat et de déchaîner des luttes révolutionnaires.

Transposées dans les termes de la situation chilienne, les mesures transitoires du type indiqué dans cette

résolution — instauration du contrôle sur la production, transfert sur les riches du principal fardeau des impôts — étaient (et demeurent) celles que nous venons de définir. Mais, par leur nature, elles exigeaient tout autant que celles citées par l'I.C. d'être accompagnées des mesures propres à briser le pouvoir de la bourgeoisie, à « armer le prolétariat et à désarmer les organisations bourgeoises contre-révolutionnaires », c'est-à-dire une politique contraire à celle qui a été suivie par le gouvernement Allende.

La situation était-elle mûre en 1970 ?

Au point où nous en sommes, il importe d'examiner le principal argument que mettent en avant ceux qui, dans les rangs de l'appareil stalinien en particulier, tentent de justifier la « prudence » d'Allende et de l'Unité populaire ; selon eux, ni du point de vue de la dislocation politique de la bourgeoisie chilienne, ni du point de vue de la mobilisation des masses, la situation n'était mûre, en 1970, pour une politique de rupture résolue avec la bourgeoisie.

Pour réfuter cet argument, nous ne nous contenterons pas d'analyser l'extraordinaire montée du prolétariat et des masses à partir de 1967, montée dans le cadre de laquelle s'est inscrite la mobilisation autour de la candidature Allende et la victoire électorale arrachée le 4 septembre 1970. Un pas supplémentaire paraît indispensable, bien qu'il exige un retour en arrière : donner aux militants français les éléments nécessaires à une compréhension de ce qu'est la classe ouvrière chilienne et de l'importance de ses traditions de lutte et d'organisation.

Les premiers pas du prolétariat chilien

C'est aux deux dernières décennies du XIX^e siècle que remonte le combat du prolétariat chilien pour sa constitution comme classe face à la bourgeoisie. Ce combat prend au départ, comme dans les pays géographiquement plus proches de nous, la forme d'une lutte pour imposer aux employeurs tout un réseau de sociétés de solidarité ouvrière, mutuelles, foyers d'instruction populaire. En 1900, la lutte débouche sur la constitution, autour des travailleurs des ports du nord du pays (par où transitent les matières premières exportées vers les pays impérialistes) et des mineurs de salpêtre (dont les entreprises sont aux mains des capitalistes anglais et allemands), d'organisations ayant un caractère de classe beaucoup plus marqué (les *Sociedades Mancomunales*), qui, en 1904, se réunissent en une Convention nationale et jettent les premières bases d'un combat uni du prolétariat chilien contre ses exploiters.

Les années 1904-1907 sont des années de crise économique, de chômage et de misère ; ce sont aussi des années de grèves nombreuses et violentes, durement réprimées par l'armée, d'emprisonnement de militants ouvriers (en particulier de l'homme qui va jouer un rôle décisif dans la formation du premier parti du prolétariat chilien, Recabarren), d'interdiction de la presse ouvrière.

La préparation de la première guerre mondiale et l'importance que prend pour les pays impérialistes l'exploitation du salpêtre chilien ont pour effet un accroissement numérique de la classe ouvrière. C'est pendant cette période que se créent les deux premières organisations à posséder nettement le caractère de centrales nationales : la régionale chilienne des I.W.W. (International Workers of the

World) (3), constituée à l'initiative des anarchistes, et la F.O.Ch. (Fédération ouvrière du Chili), formée en 1911 à l'initiative de Recabarren. C'est cette organisation qui sera lors de la crise économique de l'après-guerre (1918-19) à l'origine de la réalisation, pour la première fois, du front unique de toutes les organisations syndicales ouvrières pour la lutte contre la pénurie et la hausse des prix, sous forme d'une « *Assemblée ouvrière sur le ravitaillement national* » qui mobilisera travailleurs, étudiants et employés en de grandes manifestations contre le gouvernement, pour la satisfaction des besoins élémentaires de la classe ouvrière.

Emilio Recabarren fonde le premier parti de classe du prolétariat chilien

Emilio Recabarren ne se limite pas à impulser pendant toute cette période la création, dans le cadre de la F.O.Ch., d'organisations syndicales dans tout le pays : il centralise rapidement tous les acquis et l'expérience gagnés par la classe ouvrière au travers de ses combats, en fondant, en 1912, le « *Parti ouvrier socialiste* » (P.O.S.), premier parti de classe du prolétariat chilien. Dès sa fondation, ce parti noue des liens étroits avec la classe ouvrière, en combattant pied à pied pour la journée de 8 heures, pour le droit à la retraite, pour le développement de l'organisation syndicale des travailleurs (la F.O.Ch.) ; il utilise le terrain électoral,

(3) I.W.W. - Industrial Workers of the World. Organisation syndicale fondée en 1905, à l'initiative des anarchistes, contre l'A.F.L. Cette organisation atteignit son apogée aux U.S.A. en 1917. Un certain nombre d'organisations syndicales anarcho-syndicalistes se sont constituées à cette époque dans différents pays, notamment en Amérique latine, comme sections des I.W.W.

lors des élections présidentielles de 1920, pour dresser la classe ouvrière, derrière son candidat E. Recabarren, contre les candidats bourgeois de toutes tendances. Au moment où, dans la plupart des pays d'Amérique latine, le mouvement ouvrier est encore inféodé politiquement à la bourgeoisie sous forme d'alliance avec les libéraux contre les conservateurs, la classe ouvrière chilienne, sous la direction du P.O.S., adopte une attitude claire d'indépendance de classe face à la bourgeoisie (4).

La ligne sans faille suivie par ce parti l'amènera à demander son adhésion à la III^e Internationale. En janvier 1922, le 4^e congrès du P.O.S. consacrait la transformation pratiquement en bloc du P.O.S. en Parti communiste chilien, section chilienne de l'Internationale communiste. Dès la fin de l'année 1921, à l'initiative de militants du P.O.S., la F.O.Ch. avait demandé son adhésion à l'Internationale syndicale rouge, sa demande d'adhésion déclarant : « *Tout mouvement de classe qui s'inspire d'une action révolutionnaire doit marcher étroitement lié au prolétariat international organisé.* »

A ce moment, la classe ouvrière chilienne aborde ses tâches dans des conditions extraordinairement favorables. Elle possède un seul parti, dont l'adhésion à l'I.C. a moins que partout ailleurs signifié la scission ; une organisation syndicale, la F.O.Ch. qui, à partir d'une politique de front unique, est en voie de devenir la centrale ouvrière unique ; et enfin, élément essentiel, elle mène ses combats en liaison étroite avec la classe ouvrière mondiale, par l'intermédiaire de l'I.C. et de l'I.S.R. Le voyage de Recabarren à Moscou comme délégué du Parti communiste chilien au 4^e congrès de l'Internationale syndicale rouge marque le point culminant de cette première période du mouvement ouvrier chilien.

De 1924 (année de la mort de Recabarren) à 1931, la classe ouvrière chilienne dut faire face à une situation très difficile. Une succession de gouvernements militaires organisèrent une répression féroce contre ses organisations : le P.C. et la F.O.Ch. furent pratiquement détruits, ou durent vivre dans la clandestinité. Mais la crise politique et sociale remit les masses en mouvement, et déboucha sur l'éphémère « *République socialiste* » de Marmaduke Grove, au cours de laquelle, pendant 12 jours, en juin 1932, des soviets furent constitués. Fût-elle de courte durée, cette expérience exprime la force du prolétariat chilien et lui permet, dans l'immédiat, de procéder très rapidement à la reconstitution des organisations ouvrières et d'aboutir à la formation d'une première centrale unique, la Confédération des travailleurs du Chili.

La tradition du prolétariat chilien

Telle est la tradition d'organisation et de lutte qui fonde le combat du prolétariat chilien. Elle ne sera jamais complètement effacée, malgré la mise en place, qui commence alors, de l'appareil stalinien au Chili. Ce processus ne se fait pas d'ailleurs sans de très grandes difficultés. Il est bien évident que la section chilienne de

(4) L'avance considérable du mouvement ouvrier chilien s'est traduite par le fait que c'est lui qui fut l'artisan de la construction du mouvement ouvrier dans d'autres pays voisins d'Amérique latine. On trouvera dans la section III de l'introduction de F. et C. Chesnais au livre *Bolivie, de la naissance du P.O.R. à l'Assemblée populaire*, E.D.I. Paris, 1972, de nombreux éléments sur l'aide déterminante que les organisations syndicales et politiques boliviennes ont reçu à divers moments des organisations de classe chiliennes.

l'I.C. ne peut échapper plus que les autres aux conséquences du triomphe de Staline, mais le mouvement se heurte aux profondes traditions du Parti communiste chilien, à la ligne de défense de l'indépendance de la classe sur laquelle il s'est constitué. L'adhésion rapide du parti à l'I.C. fait, d'autre part, que des liens ont eu le temps de s'établir entre des militants chiliens et Trotsky et les dirigeants bolcheviques attaqués par la bureaucratie stalinienne. C'est ainsi que les luttes qui se mènent entre l'opposition de gauche et la bureaucratie du Kremlin rencontrent un écho très important dans le parti chilien.

L'alerte de 1932 et la certitude de voir les masses s'engager de nouveau dans une voie révolutionnaire rendaient cette situation intolérable pour Staline. Au nom de la lutte contre le trotskysme et la révolution permanente, presque la moitié des militants du parti, ses meilleurs cadres furent exclus fin 1932 (5).

Ainsi va se constituer la Gauche communiste, section chilienne de l'Opposition de gauche, au départ l'une des plus fortes et des plus enracinées en dehors de l'U.R.S.S.

C'est dans ce contexte que se situe également la fondation tardive du Parti socialiste chilien, en 1933. Dans une situation où la politique stalinienne a rompu l'unité politique de la classe ouvrière, le P.S. va réussir à se tailler une place non négligeable au sein de celle-ci, à la faveur de la montée des années 30. Il va ensuite se voir renforcer par l'entrée de la Gauche communiste dans ses rangs, erreur dont les conséquences vont être très lourdes pour la construction d'un nouveau parti révolutionnaire internationaliste au Chili.

Avec l'expulsion de la Gauche communiste et le développement d'une campagne acharnée contre le « trotskysme », la voie est ouverte pour

la reconstruction par la fraction stalinienne d'un des plus forts appareils qu'il lui ait fallu édifier pour imposer sa domination et son orientation contre-révolutionnaire au prolétariat d'un pays donné. Lors de la nouvelle poussée des masses, prévisible dès 1932 et qui se développe à partir de 1935-1936, l'expulsion de l'aile marxiste du P.C. laisse aux staliens les mains libres pour imposer, au travers d'une campagne violente, qui comprend les plus dures attaques contre Recabarren dont les positions sont alors connues de tous, une première longue expérience de Front populaire. Faite d'une succession de présidences du parti radical et se terminant par une coalition d'Union nationale entre l'aile droite des radicaux et le P.C., l'expérience s'échelonne de 1938 à 1947 (6). C'est-à-dire qu'elle comprend aussi bien la phase qui correspond à 1936 en France et en Espagne que celle où les P.C. participent à des gouvernements d'Union nationale

(5) Sur la « Gauche communiste », et sur la formation ultérieure du P.O.R. chilien, on trouvera plus d'éléments qu'il n'est possible d'en fournir ici dans l'introduction déjà citée au livre *Bolivie, de la naissance du P.O.R. à l'Assemblée populaire*. C'est dans les rangs de la Gauche communiste chilienne que le fondateur du P.O.R. bolivien, J. Aguirre Gainsborg, a connu la phase déterminante de la formation politique qui l'a conduit à fonder le P.O.R. sur les positions de Léon Trotsky et du P.O.R. chilien.

(6) Il s'agit de trois présidences successives : une présidence Pedro Aguirre Cerda, 1938-1941 (avec un gouvernement Radicaux-P.S., soutenu « de l'extérieur » par le P.C.), une présidence Juan Antonio Rios, 1942-1946 (de nouveau avec un gouvernement Radicaux et P.S.), enfin une présidence Gonzales Videla (1946-1952), qui se présente en 1946 comme candidat des Radicaux et du P.C. seulement, le P.S. présentant son propre candidat. Il donna lieu à un premier gouvernement à participation P.C. (trois ministres) avant que ceux-ci ne soient chassés et le parti mis hors la loi par Gonzales Videla en personne, fin 1947 et début 1948.

en 1945-47. Elle se termine, *comme toutes les expériences de cet ordre, par la plus dure défaite subie par le prolétariat chilien dans toute son histoire* : en octobre 1947 éclate dans les mines de charbon une grève générale illimitée, qui durera 40 jours, et qui va fournir au gouvernement Gonzales Videla l'occasion qu'il cherchait pour expulser les ministres communistes et engager une féroce répression contre la classe ouvrière dans son ensemble. Le P.C. est dissous et mis hors la loi ; la scission est organisée au sein de la Confédération des travailleurs du Chili qui disparaît ; le droit de grève est suspendu ; l'ensemble des libertés syndicales sont mises en veilleuse ; des milliers de militants politiques et syndicaux emprisonnés.

La déclaration de fondation de la centrale unique

La tradition d'organisation et la combativité du prolétariat chilien se mesurent au fait que c'est alors lui qui trouve la force de reconstruire dans une semi-légalité une centrale syndicale *unique*, arme essentielle de son combat, qui sera constituée en 1953. Bien qu'elle ne puisse tenir de congrès avant 1957 et qu'elle demeure sous le coup de la « Loi de défense permanente de la démocratie », promulguée en 1948, jusqu'à l'abrogation de celle-ci en 1959, la C.U.T. permet de ressouder le front unique de la classe ouvrière et des masses, brisé par le jeu combiné du P.C. et du P.S. en 1947, d'assurer la défense de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et d'effacer les conséquences de la défaite à laquelle la collaboration de classe avait conduit.

Voici la déclaration de fondation de la C.U.T. :

Le régime capitaliste actuel, fondé sur la propriété privée de la terre, des instruments et moyens de production et sur l'exploitation de

l'homme par l'homme, qui divise la société en classes antagonistes : exploités et exploités, doit être remplacé par un régime économique et social qui liquide la propriété privée, et parvienne à la société sans classes, qui assure à l'homme et à l'humanité leur plein développement.

La C.U.T. se situe par conséquent sur un terrain de classe et sa direction a comporté au départ, derrière Clotario Blest, des anarcho-syndicalistes et des représentants du P.O.R. chilien, alors membres du Comité international de la IV^e Internationale. Il a fallu la capitulation totale de ces militants devant le castrisme, préalablement à leur participation à la prétendue « réunification » de 1963 à Rome, entre Mandel-Frank-Maitan et le S.W.P., pour que les staliniens parviennent à les expulser — et à leur suite tous les dirigeants du courant lutte de classe existant alors — de la direction de la C.U.T. en août 1962. Dix ans après avoir pris la direction de la C.U.T., l'aile stalinienne n'a pas encore pu effacer des statuts de la centrale le droit de tendance, ce qui a permis au M.I.R. et aux maoïstes de présenter encore, sur des lignes gauchistes et abstraites, étrangères aux préoccupations exactes du prolétariat chilien, chacun leur liste aux élections syndicales de 1972. Il n'est pas besoin d'insister auprès de l'avant-garde française sur le fait que cela aussi est à la fois un indice de l'attachement du prolétariat à ses conquêtes syndicales et un formidable atout, pour peu que se regroupe au Chili une avant-garde capable de rompre avec le « gauchisme » et d'engager le combat contre les directions stalinienne et réformiste sur une ligne de classe.

Les masses contre Frei

Telles sont les traditions d'un prolétariat qui va, en l'espace de trois ans seulement, dans le cours d'une montée de caractère presque irrésistible, littéralement tailler en pièces le gou-

vernement Frei, pourtant élu en 1964 avec 55,5 % des suffrages (soit le plus haut chiffre de toute l'histoire constitutionnelle du Chili) et destiné, disait-on (tout comme Peyrefitte l'a dit pour l'U.D.R.), « à gouverner pour 20 ans ».

C'est en fait très vite que la démocratie-chrétienne, élue sur un programme de réforme agraire et de « chilianisation » des ressources du sous-sol, fait la démonstration qu'elle est incapable d'apporter la moindre solution aux problèmes analysés plus haut et donc la moindre satisfaction aux masses. C'est alors que sa politique démagogique révèle progressivement son vrai visage : celui de la hausse fantastique des prix, du chômage croissant, de la violence policière et des atteintes aux libertés.

Au début de l'année 1968, on peut constater que les prix des denrées de première nécessité ont augmenté de 30 à 40 % depuis l'année précédente. Entre janvier et juin 1969, la hausse est de plus de 30 %.

Les paysans, chez qui la réforme agraire a révélé l'immense espoir du partage et de la possession de la terre, commencent à occuper, au cours de l'année 1968, les grands domaines dans diverses régions du Chili, en particulier dans la zone centrale. Face aux propriétaires qui organisent des groupes armés soutenus par la police, les ouvriers agricoles et les paysans sans terre déclenchent des grèves massives, dont certaines durent plus de deux mois (comme dans le domaine de San Esteban, dans la région de Los Andes). C'est ainsi qu'en août 1969 plus de 130 exploitations sont en grève, qu'en janvier 1970 la grève prend une telle ampleur dans la région de Chillan que le gouvernement doit décréter l'état d'urgence dans cette région (il sera prorogé pour six mois en juillet 1970). A la suite de l'assassinat par la droite d'un fonctionnaire de la C.O.R.A. (organisme d'Etat chargé de la mise

en œuvre de la réforme agraire) lors de la prise de possession par celui-ci d'un domaine exproprié, les trois confédérations paysannes lancent un ordre de grève générale. Jusqu'en septembre 1970, l'agitation paysanne ne cessera pas, et comportera chaque fois un affrontement violent contre les propriétaires, d'une part — soutenus chaque fois davantage par la police de Frei — les paysans sans terre et les ouvriers agricoles de l'autre.

Conflit très profond dans la petite bourgeoisie

Au cours de ces deux années et demie, on voit également se développer des conflits d'une extrême profondeur chez les enseignants : c'est ainsi qu'en avril-mai 1968, les professeurs du secondaire font une grève de 58 jours, malgré les menaces du gouvernement, appuyé par l'Eglise. Les lycéens de Santiago soutiennent cette grève. A partir d'avril 1969, les lycéens organisent la résistance aux plans du gouvernement visant à instituer le service militaire volontaire, avant de se heurter, en août de la même année, à la police lors d'immenses manifestations à Santiago et dans les villes de province.

A l'Université, l'agitation est permanente pendant toute cette période, obligeant le gouvernement à accepter la démission en série des recteurs. En dépit des actions de commandos organisées par les castristes et le M.I.R., dont l'écho est très important dans ce secteur et dont la politique tend à mettre les étudiants en marge du mouvement d'ensemble des travailleurs et des masses, ceux-ci participent à la mobilisation de fond qui se développe.

C'est cependant la classe ouvrière, avec ses organisations, qui constitue l'appui essentiel du mouvement : en

avril 1968, paralysie des ports, en mai de la même année, grève prolongée des P.T.T. ; en mai de l'année suivante, paralysie de la flotte commerciale, puis des chemins de fer, etc. La manifestation du 1^{er} mai 1969, qui se déroule pourtant sans heurts, frappe les observateurs par la détermination et la combativité des militants de la C.U.T.

1968-1970 : la mobilisation des masses

Au travers de la chronologie des événements politiques du Chili (1968-70) qu'on a publiée les services de documentation du gouvernement français (7), on peut saisir, de façon d'autant plus saisissante que les choses sont dites avec la froide « objectivité » propre à ce type de publication, l'extraordinaire mobilisation des masses. Voyons, à titre d'exemple, deux moments, l'un en 1968, l'autre en 1969.

(Ce qui est souligné l'est par nous.)

30 avril - 21 juin 1968

30 avril. - Grève dans l'enseignement et dans les ports.

7 mai. - Après une grève prolongée de 38 jours, le personnel des services des Postes et Télécommunications reprend son travail, un accord étant intervenu avec le gouvernement.

9 mai. - Le ministre de l'Intérieur annonce que la compagnie nationale aérienne « LAN-CHILI » envisageait une grève prolongée de deux mois.

14 mai. - Le Contrôleur général de la République envoie une ordonnance au ministre de l'Education au terme de laquelle le traitement des professeurs en grève serait amputé du salaire correspondant aux journées de grève illégales. Cette

mesure serait également appliquée aux fonctionnaires des Postes et aux employés de la compagnie aérienne « LAN-CHILI ».

23-29 mai. - Fin de la grève des professeurs, qui a duré 58 jours. - Le 29, le recteur de l'Université du Chili remet sa démission. Il est provisoirement remplacé par M. Ruiz Barboza.

1^{er} juin. - Sont en grève : la Compagnie des Aciers du Pacifique (Huachipato) ; la Compagnie Manufacturière des Papiers et Cartons (dont le président-directeur général est l'ancien président de la République, M. Jorge Alessandri) ; le personnel des services techniques et ateliers de la Ligne Aérienne Nationale. Ce dernier conflit est particulièrement grave.

13 juin. - Pas de changement dans la situation des conflits du travail. Une grève des ouvriers agricoles de la région de la Serena vient d'être déclenchée. Elle affecte 23 grandes exploitations.

20 juin. - Le gouvernement signe un décret autorisant la libre importation des papiers et cartons en raison de la grève de la Compagnie Manufacturière des Papiers et Cartons du Chili.

21 juin. - Un accord met fin à la grève qui paralysait la Compagnie des Aciers du Pacifique.

19 mai - 24 juin 1969

19-31 mai. - Les équipages de la flotte commerciale chilienne ayant décrété la grève, tous les bateaux chiliens sont immobilisés dans les ports. - Le 20, une grève totale paralyse les organismes d'Etat chargés de la réforme agraire (CORA), du développement de l'agriculture (INDAP), du commerce extérieur et intérieur des produits agricoles (ECA). - Le 28, l'APEUCH

(7) *Notés et études documentaires*, série Amérique latine, n° XIX, 31 mars 1971, qui est consacrée en totalité au Chili 1970.

(Association des *Employés et Professeurs* de l'Université du Chili) déclenche une grève. - Le 24, les grèves se poursuivent dans les organismes d'Etat dépendant du ministère de l'Agriculture ou du ministère de l'Economie. Par ailleurs, la flotte commerciale chilienne reste immobilisée. Les *employés des chemins de fer ont décrété la grève*. Quant à celle des universités, elle gagne les grandes villes de province. - Le 27, la *Confédération unitaire du travail (CUT)* fait savoir qu'elle lancera un *ordre de grève générale* à travers le pays pendant la durée du séjour au Chili de M. Nelson Rockefeller. - Le 29, des *étudiants de la faculté d'Agronomie de Chillan*, aidés par des *syndicalistes paysans, élèvent des barricades* et pillent des locaux commerciaux. La police intervient avec prudence. - Le 31, Chillan est *toujours occupée par étudiants et syndicalistes*.

1^{er}-6 juin. - Des incidents ont lieu à Chillan entre forces de police et étudiants. - Le 3, dans les locaux du ministère de l'Agriculture, des *bagarres éclatent* entre les grévistes de la Corporation de la Réforme Agraire (CORA) et les services d'ordre. - Le 4, de *violentes manifestations* ont lieu devant le Consulat des Etats-Unis à Santiago. Etudiants et lycéens, protestant contre la venue au Chili de M. Nelson Rockefeller, se *heurtent aux forces de police* qui procèdent à de nombreuses arrestations.

— La *grève des fonctionnaires* de la Corporation de la Réforme Agraire s'étend à tous les services agricoles de l'Etat. - Le 6, l'Association des *Employés des Universités*, dont la *grève paralyse* totalement l'enseignement supérieur, décide de poursuivre son mouvement revendicatif.

7-11 juin. - Le 11, tous les partis d'opposition de gauche font campagne contre le gouvernement, accusé d'avoir violé l'autonomie universitaire à Concepción. La *grève est totale* dans toutes les universités du pays.

11 juin. - La CUT et l'Association Nationale des *Employés Fiscaux* se mettent d'accord pour demander, à compter du 1^{er} juillet 1969, une *hausse immédiate des salaires et traitements de 31,7 %*.

24 juin. - Les mineurs de Chuquicamata, Potrerillos et La Exotica, gisements exploités par l'Anaconda, décident de se mettre en *grève* le 30 juin, l'entreprise offrant seulement 41 % d'augmentation des salaires au lieu des 62 % demandés.

La situation n'était-elle donc et n'est-elle toujours pas mûre au Chili ?

Que reste-t-il, devant ces faits, de l'argument selon lequel la situation n'était pas mûre et ne le serait toujours pas aujourd'hui, pour imposer des changements révolutionnaires au Chili ? Bien au contraire, à partir de 1967, c'est à une profonde mobilisation de tous les secteurs de la classe ouvrière et des masses que l'on assiste. La classe ouvrière, la jeunesse, l'ensemble des masses opprimées sont sur pied et s'engagent de façon quasi permanente dans des heurts frontaux avec la bourgeoisie et l'appareil d'Etat. Elles sont mobilisées et attendent simplement de recevoir, de la part de leurs organisations et des directions qui prétendent parler en leur nom, un appel au combat centralisé pour abattre l'Etat bourgeois.

Les résolutions du 22^e congrès du Parti socialiste sont à leur manière un indice de cette situation. Ne subissant pas une chape de plomb du type de celle que l'appareil du parti stalinien fait peser sur ses militants, les congrès du Parti socialiste chilien, où se rassemblent certains secteurs de la classe ouvrière et de la jeunesse, donnent, dans la confusion politique la plus grande et dans une

situation où l'absence d'orientation marxiste permet aux vieux politiciens à la Allende de ramasser au bout du compte les morceaux, une expression parlante des aspirations qui agitent les masses. C'est de cette façon, et non (ainsi que le voudrait Labrousse) comme indice d'une radicalisation du parti en tant que tel, qu'il faut comprendre la résolution politique du 22^e congrès du P.S., tenu à Chillan en novembre 1967, dans laquelle il est dit :

La violence révolutionnaire est inévitable et légitime. Elle résulte du caractère répressif et armé d'un gouvernement de classe. Elle constitue la seule voie conduisant à la prise du pouvoir politique et économique, à sa défense et à sa consolidation ultérieures. Ce n'est qu'en détruisant l'appareil bureaucratique et militaire de l'Etat bourgeois que l'on peut consolider la révolution socialiste.

Les formes pacifiques ou légales de lutte (revendicatives, idéologiques, électorales) ne conduisent pas en elles-mêmes au pouvoir. Le parti socialiste les considère comme des instruments limités d'action, incorporés au processus qui nous amène à la lutte armée (...) Nous affirmons l'indépendance de classe du Front des travailleurs, considérant que la bourgeoisie nationale est l'alliée de l'impérialisme et, dans les faits, son instrument ; que, par conséquent, elle finit par être irréversiblement contre-révolutionnaire. L'alliance et les compromis permanents passés avec elle n'ont entraîné que défaites et atermoiements dans le camp des exploités (8).

Au-delà de l'empreinte évidente des positions guérilléristes et de la ligne gauchiste véhiculée par l'aile Altamirano-Rodriguez du Parti socialiste, l'orientation de cette résolution exprime le climat qui règne dans la classe ouvrière chilienne à partir de 1967.

En l'absence de fraction révolutionnaire marxiste à l'intérieur du parti,

c'est une tout autre orientation qui guide la pratique quotidienne des socialistes. Comme le note, de façon bien ingénue, Labrousse « *il apparaît bientôt que, malgré les résolutions violentes prises à leur congrès, les socialistes restaient fidèles, dans la pratique, à une tradition « électoraliste » qui les amenait peu à peu à s'aligner sur les positions du Parti communiste* » (9).

Les positions du Parti communiste chilien

Celles-ci ont consisté, dans un premier temps (et aussi longtemps qu'il l'a pu) à appuyer ouvertement Frei. C'est ainsi qu'à une lettre du 24 juin 1966 dans laquelle le Parti socialiste reproche au Parti communiste « *une entente non déclarée avec le gouvernement, dans le meilleur des cas un appui critique officieux* », le secrétaire général du parti stalinien, Corvalan, répondit avec toute la clarté possible :

Quelle est la base de cette interprétation? Notre appui à la Réforme agraire, à la création d'un ministère du Logement, à la syndicalisation paysanne, à la modification du droit de propriété et autres initiatives similaires du régime? Nous avons appuyé le principe de ces réformes en critiquant leurs défauts et en luttant pour les améliorer.

Lorsque cette politique fut devenue intenable, du fait de la dislocation du régime Frei et de la mobilisation toujours plus grande des masses contre

(8) Julio Cesar Jobet, *El Partido socialista de Chile*, 2 tomes, Santiago, P.L.A., 1970, t. 2, p. 130.

(9) Labrousse, ouvrage cité, p. 175.

celui-ci, l'appareil mit tout en œuvre pour canaliser la volonté de changement des masses — exprimée peu ou prou par ses propres militants — sur le terrain électoral, ensuite pour faire en sorte que, même sur ce terrain, la classe ouvrière soit ligotée. En décembre 1968, alors que l'échéance des élections présidentielles de septembre 1970 commençait à se rapprocher au point de devenir l'une des données de la lutte des classes, Corvalan déclara :

Nous nous prononçons pour un gouvernement populaire comprenant plusieurs partis, ample, fort, révolutionnaire, entreprenant, qui assure au pays la stabilité démocratique et développe le progrès social, économique et politique, et donne au peuple la pleine liberté. Du point de vue des intérêts des classes majoritaires qui constituent le peuple dans l'acception la plus large du terme, et partant du caractère des contradictions et transformations sociales qui sont à l'ordre du jour, nous avons besoin d'un gouvernement qui s'appuie sur toutes les forces avancées de la société et *n'ait seulement contre lui que les secteurs les plus réactionnaires* (10).

L'accent est mis sur le rôle de la classe ouvrière mais celle-ci n'impose pas une ligne prolétarienne à la coalition des partis rassemblés. Une importante réunion du Comité central du P.C. chilien déclare :

Il est bien connu que, pour les communistes, la classe ouvrière est la force motrice de la révolution ; de ce fait, nous considérons comme fondamentale l'alliance communiste-socialiste. En même temps, nous pensons que tous les partis et courants qui sont à l'origine d'un gouvernement populaire doivent s'y rassembler comme les partenaires d'une entreprise commune (11).

Quels sont, pour l'appareil du P.C. chilien, les candidats à ce rôle de « partenaire » ? Au cours de ce même Comité central, un autre membre de l'appareil se charge de le préciser :

Au-delà du F.R.A.P., il y a des forces qui sont en faveur d'une politique de changement. Concrètement : le parti socialiste populaire, le parti social-démocrate, la majorité du parti radical et une bonne partie du parti démocrate-chrétien. Concrètement, nous sommes partisans que toutes ces forces s'entendent pour former un gouvernement populaire (12).

Pour le P.C., la plus importante des forces avec laquelle il recherche coûte que coûte une alliance demeure, en dépit de Frei, la démocratie-chrétienne. Il ne laisse pas passer une occasion d'en fournir des preuves. C'est ainsi qu'en octobre 1969 encore, le soulèvement à Tacna, sous la direction du général Viaux, d'un régiment réclamant satisfaction des revendications économiques des officiers permet au P.C. de voler au secours du gouvernement Frei. Il suffit d'un « *appel à l'opinion* » (analogue à celui lancé par Debré contre les généraux d'Alger en 1960 lors du fameux « *débarquement* » en Corse), pour que la Centrale unique des travailleurs, à l'instigation du P.C., et le P.C. lui-même appellent leurs militants à se mobiliser derrière Frei.

La candidature Tomic

Lorsqu'il fut devenu clair que la bourgeoisie était décidée à essayer de faire l'économie d'un gouvernement d'Unité populaire, y compris « élargi » à droite jusqu'à la démocratie-chrétienne, et à faire de la candidature de Tomic une candidature destinée à rassembler, sur une ligne

(10) L. Corvalan, *Camino de Victoria*, Santiago, 1971. Ce recueil de rapports et discours du secrétaire général et du C.C. du P.C. chilien vient d'être traduit aux Editions sociales.

(11) *Ibid.*, p. 47.

(12) Cité par Labrousse, p. 177.

« gauche », une partie de l'électorat paysan, petit-bourgeois et, dans certains cas, ouvrier, de façon à permettre de passer au candidat principal de la bourgeoisie, l'ancien président Alessandri, piteux postulant à un rôle bonapartiste, le P.C. s'est trouvé contraint d'ajuster sa position. Bien qu'une scission « gauche » de la démocratie-chrétienne, conduisant à la constitution du M.A.P.U. (13), petit parti implanté surtout à l'Université et dans les couches de la bourgeoisie professionnelle des villes, vienne lui fournir à point nommé, en 1969, un « partenaire » chrétien, c'est sur le parti radical qu'il lui a fallu, à partir de la candidature Tomíc, reporter tout le poids de l'opération « alliance sans frontière à droite ».

L'appel du P.C. chilien au Parti radical

Parti « lié aux intérêts de vastes secteurs de la bourgeoisie nationale, compromis avec l'impérialisme et l'oligarchie bancaire et industrielle (et dont) la position démagogique n'a servi qu'à affaiblir et à liquider le mouvement ouvrier » — comme le définit une fois encore le P.S. chilien, dans une de ces résolutions de congrès uniquement pour les jours de fêtes et dont il est si friand — le Parti radical du Chili est l'un des partis traditionnels de la bourgeoisie chilienne. Il a longtemps occupé le pouvoir, soit seul, soit dans les combinaisons les plus réactionnaires, et a fait avec acharnement la guerre aux organisations ouvrières. Pas plus tard qu'en 1964, le Parti radical avait présenté son propre candidat à la présidence, Julio Durán, sur un programme ouvertement anti-ouvrier. La profonde hostilité des travailleurs, y compris des propres militants du P.C., contraignit l'appareil à avancer avec prudence et à braquer l'attention des militants uniquement sur l'aile « droite »

du Parti radical, dont le chef de file était encore Durán. Cela répondait à un double objectif : convaincre les militants et la classe ouvrière qu'il suffisait que le Parti radical expulsât Durán pour devenir un parti honnête et propre, avec lequel l'alliance deviendrait possible ; indiquer au personnel politique bourgeois regroupé dans le Parti radical la mesure qu'il demandait à celui-ci de prendre pour lui permettre de vaincre la résistance de ses militants à la mise sur pied d'une opération Front populaire dont les radicaux devaient être la pièce maîtresse. En juin 1969, l'opération aboutit :

La jeunesse radicale, rebaptisée Jeunesse radicale révolutionnaire, appuya vigoureusement l'aile gauche du parti, et c'est par 582 voix contre 34 que furent expulsés Julio Durán et un certain nombre de militants, dont beaucoup avaient été les collaborateurs de González Videla. Ils devaient former le Parti de la démocratie-radical, partenaire du Parti national. Parallèlement, Alberto Baltra, professeur d'économie à la faculté de Droit de l'université du Chili, opposant déclaré au gouvernement Alessandri de 1958 à 1964, élu sénateur lors d'une élection complémentaire grâce au soutien du Parti communiste et du Parti social-démocrate, était désigné comme candidat du parti à l'élection présidentielle de 1970. Il entreprenait immédiatement une tournée dans le pays, proclamant la nécessité d'une union de la gauche (14).

Voilà qui est d'une parfaite clarté, tout comme l'est la tactique mise au point par la direction du P.C. en ce qui concerne la désignation du candidat présidentiel.

(13) « Mouvement d'action populaire unitaire », fondé le 17 mai 1969 par Jacques Chonchol, ancien directeur de la Réforme agraire de Frei, le député Silva Solar et deux sénateurs, Rafael Gumucio et Alberto Jerez.

(14) Labrousse, ouvrage cité, p. 179.

« Ampleur de vue » du P.C.C.

En avril 1969, le P.C. déclarait :

Il convient d'abord de donner une impulsion aux luttes populaires qui permettront, à travers l'action, de sceller l'union de toutes les forces avancées, où qu'elles se situent dans la conjoncture actuelle. Ensuite, de nous mettre d'accord sur le programme clair, concret et résolu, convenant au type de gouvernement populaire que nous devons constituer. La désignation du candidat viendra après.

Derrière cette position, empreinte en apparence d'« ampleur de vue » et de magnanimité, se dissimulait un aspect important du combat de l'appareil contre les masses. La position de classe, dans cette affaire, aurait été bien au contraire, pour le P.C. et le P.S., de se mettre immédiatement d'accord sur une candidature ouvrière unique qui aurait servi de point d'ancrage pour une campagne classe contre classe, et cela y compris si des partis bourgeois étaient venus s'y rallier par la suite. Puisque c'est précisément cela que la direction du P.C. chilien voulait éviter à tout prix, il ne fut pas question de candidature ouvrière unique, ni même de la désignation rapide d'un candidat propre du parti. Rien ne fut laissé au hasard : le P.C. fut la dernière organisation de la « gauche » à désigner son candidat et, quand il le fit, il prit bien soin de ne pas désigner un dirigeant ouvrier (par exemple, Figueroa qu'il venait de faire monter en première ligne dans le gouvernement Allende-Prats), mais le poète Neruda, au sujet duquel même Labrousse peut noter sans peine que :

Le choix de Pablo Neruda, membre du parti depuis 1943, mais « communiste de cœur depuis la

guerre d'Espagne », répondait à un double objectif. Personne ne prenait au sérieux la candidature politique du poète; il s'agissait de montrer que le parti était disposé à se retirer en faveur d'une candidature de la gauche unie (15).

Le but politique poursuivi au travers de ces différentes manœuvres était de créer une situation dans laquelle, une fois comblé le vide laissé par l'absence de candidature ouvrière, on puisse s'en saisir pour donner le change aux militants, en leur expliquant la nécessité de faire, à l'égard des radicaux en particulier, mais aussi à l'égard de l'A.P.F. et du M.A.P.U., tout un ensemble de concessions programmatiques afin d'obtenir le désistement de leurs candidats.

L'envergure de la manœuvre stalinienne

L'ampleur de la manœuvre orchestrée par le P.C. chilien se mesure à l'examen des conditions dans lesquelles s'est constituée en avril 1969 l'organisation politique A.P.I. C'est un certain Tarud, ex-ministre de l'Économie du général Carlos Ibanez (1952-1958), commerçant et propriétaire terrien, qui, entouré d'un groupe de survivants du gouvernement populiste, ex-ministres, ex-militants, de quelques officiers des forces armées et de carabiniers à la retraite, a fondé cette « Action populaire indépen-

(15) Labrousse, op. cit., p. 182. On ne sait pas si, sous la plume de Labrousse, le « communiste de cœur depuis la guerre d'Espagne » relève de l'ironie. Neruda, on le sait, alors agent consulaire en Espagne, rendit d'importants services au Guépéou, avant d'en faire de même deux ans plus tard au Mexique.

dante ». Fils d'immigrants syriens, Tarud jouit d'une sympathie certaine dans les milieux commerçants et industriels d'origine arabe. Il ne dispose néanmoins ni d'une représentation parlementaire (comme c'est le cas, par exemple, pour le M.A.P.U.), ni d'une base sociale lui donnant réellement la moindre chance de défendre son droit à l'existence politique. Obligée à se battre seule, l'A.P.I. n'aurait peut-être pas tenu plus de six mois. Or, voici que cette organisation, avec le personnel politique et la base sociale qu'on vient de dire, se trouve invitée à rejoindre l'Unité populaire en formation, dans des conditions où il lui est permis de présenter, première de toutes les organisations de la coalition, la candidature de Tarud comme candidat éventuel de la « gauche unie ». Il faut être clair : l'A.P.I. est une organisation dont la naissance a été autorisée et encouragée par l'appareil du P.C., sinon suscitée directement par lui, pour augmenter le nombre des « partenaires » bourgeois permettant au P.C. et au P.S. de maintenir ouvertement des liens organiques avec les représentants politiques de la classe dominante.

Le P.S., enfin, a occupé, comme il le fallait, sa place spécifique dans l'opération. Dans la préface de son livre, Labrousse, cherchant à situer les différents courants politiques chiliens à l'aide d'analogies françaises, établit un rapprochement entre le P.S. chilien et le P.S.U. Ceci est à coup sûr vrai pour ce qui concerne l'aile gauchiste du P.S. chilien dirigée par Altamirano. Sur une ligne analogue à celle des Rocard et des Sauvageot en France, cette aile « gauche » de la direction du P.S. a nourri à sa manière la confusion. Elle ne s'est pas battue sur la ligne d'une candidature unique de ce Front des travailleurs pourtant prônée trois ans auparavant par le P.S. à son congrès de Chillan, et a, au contraire, contribué à développer un climat de division et de

confusion, avant de proclamer finalement, par 12 voix et 13 abstentions, au sein du Comité central, Allende comme son candidat, c'est-à-dire l'homme défendu par l'aile réformatrice traditionnelle du parti.

Cinq candidats potentiels, dont trois bourgeois

L'opération, menée avec maestria par le P.C. chilien, aboutit au résultat voulu. Le 1^{er} octobre 1969, il n'y avait pas moins de *cinq noms* en présence en tant que candidats potentiels de l'Unité populaire, dont pas moins de *trois candidats bourgeois* auxquels étaient accordés exactement les *mêmes* droits qu'à ceux des deux grands partis ouvriers. Les éléments fournis par Labrousse permettent de saisir clairement l'extraordinaire terrain de manœuvres dont le P.C. et le P.S. ont pu alors disposer pour imposer à leurs militants et à la classe ouvrière un programme bourgeois, et également retarder *aussi longtemps que possible* le moment où, *y compris* derrière un candidat de Front populaire, il allait devenir possible pour la classe ouvrière et les masses de tenter de se saisir, malgré et contre leurs directions, du terrain électoral comme d'un terrain de la lutte de classe contre la bourgeoisie et son Etat. Les données du « jeu politique » qui s'instauraient étaient les suivantes :

Le Parti socialiste appuyait fermement Allende, tout en considérant comme possible de lui substituer Aniceto Rodriguez ; il mettait son veto à la candidature du radical Baltra, à celle de l'« apiste » Tarud et à l'éventualité de celle de Rafael Gumucio. Les communistes déclaraient que, quelle que fût la solution, elle devait réunir au moins l'appui de leur parti, des socialistes

et des radicaux. Ils se déclaraient prêts à soutenir toute candidature réunissant les faveurs de quatre des six partis de l'Unité populaire. Le M.A.P.U. mettait, comme les socialistes, son veto aux candidatures de Baltra et Tarud. Il proposait la candidature de Chonchol ou celle de Gumucio. Sans enthousiasme, à l'égard d'Allende, il se déclarait prêt à l'appuyer au cas où un accord se ferait sur son nom. Les radicaux soutenaient le candidat Baltra et refusaient tout autre postulant que ceux qui étaient déjà en lice. Même attitude de la part du Parti social-démocrate et de l'A.P.I., qui soutenaient leur candidat Tarud et s'opposaient également à l'apparition de noms nouveaux (16).

Telle est la (tragi-)comédie qui fut jouée, quatre mois durant, sur le dos des masses jusqu'à ce qu'« *une certaine impatience se manifeste chez les militants de base* — écrit Labrousse — *qui se traduit par des pressions — pétitions, manifestations, etc. — sur les états-majors* ». C'est alors que, jugeant le jeu trop risqué, les participants décidèrent d'un commun accord d'y mettre fin et, en deux jours, se mirent d'accord sur le nom d'Allende.

L'ampleur et la profondeur de la mobilisation de la classe ouvrière, comme la nécessité de l'opération (pourtant non démunie de risques) que nous venons d'analyser, peuvent être saisies lorsqu'on voit la manière dont la bataille électorale s'est déroulée ou, plus exactement, la manière dont, en dépit de tout, le prolétariat et les masses sont parvenus à faire du terrain électoral un terrain de la lutte de classes. Mais ces éléments sont également discernables au niveau d'un examen du texte même du programme de l'Unité populaire.

Bien que le fond et, dans de nombreuses sections, le contenu de ce programme soient très proches du programme commun signé par le

P.C., le P.S. et les radicaux de gauche en France, et qu'il possède exactement la même finalité que celui-ci, il reste qu'il s'en distingue sur plusieurs points.

Le programme de l'Unité populaire et les comités d'Unité populaire

Le premier point a trait à l'existence de l'introduction dont nous avons cité des extraits plus haut et où se trouve dressé un tableau assez détaillé et relativement précis de la situation des masses laborieuses au Chili à la fin de la présidence de Frei, tableau qui se conclut ainsi :

L'unique alternative vraiment populaire et, par conséquent, la tâche fondamentale qui attend le gouvernement du peuple est d'en finir avec la domination des impérialistes, des monopoles, de l'oligarchie terrienne et de commencer l'édification du socialisme au Chili (17).

Si l'on veut établir une analogie française, ce sera avec la première partie du rapport présenté par Marchais au 20^e congrès du P.C.F. de décembre dernier. Mais la différence réside précisément en ce que, dans le cas chilien, ce n'est pas dans un rapport mais dans le Programme *même* qu'il a fallu aller très loin dans la voie de l'insertion dans son texte des éléments susceptibles de donner le change aux militants et aux travailleurs et d'alimenter leurs illusions

(16) Labrousse, op. cit. pp. 183-484.

(17) Programme de l'Unité populaire, op. cit. (v. note 2), p. 152.

quant à la nature révolutionnaire de ce programme et de la coalition constituée autour de lui.

La seconde différence est contenue dans le texte intitulé « *accord sur la conduite et le style de la campagne* », signé le 26 décembre 1969 et publié ensuite comme deuxième partie de l'introduction où se trouve définie la nécessité de constituer des « *comités de l'Unité populaire* ».

La croissance des forces laborieuses, quant à leur nombre, leur organisation, leur lutte et la conscience de leur puissance, renforce et propage la volonté de changements profonds, la critique de l'ordre établi et le conflit avec ses structures (...) Ces forces, et tout le peuple à leurs côtés, en mobilisant tous ceux qui ne sont pas compromis avec le pouvoir des forces réactionnaires, nationales et étrangères, c'est-à-dire, grâce à l'action unitaire et combative de l'immense majorité des Chiliens, pourront briser les structures actuelles et avancer dans la voie de leur libération.

L'Unité populaire est faite pour cela. Les impérialistes et les couches dominantes du pays combattront l'Unité populaire et essaieront de tromper le peuple, une fois de plus. Ils diront que la liberté est en danger, que la violence va s'emparer du pays, etc. Mais les masses populaires croient de moins en moins à ces mensonges. Leur mobilisation collective augmente de jour en jour et la voilà aujourd'hui renforcée et encouragée par l'union des forces de gauche.

Pour stimuler et orienter la mobilisation du peuple chilien en vue de conquérir le pouvoir, nous constituerons partout les comités de l'Union populaire, organisés dans chaque usine, *fundo* (grande propriété), commune, bureau ou école, par les militants des mouvements et des partis de gauche et composés de cette foule de Chiliens qui se définissent par leur volonté de changements fondamentaux.

Les comités de l'Unité populaire ne seront pas seulement des organismes électoraux. Ils seront les interprètes combatifs des revendications immédiates des masses et, surtout, ils se prépareront à exercer le pouvoir populaire (18).

Si le programme de l'Unité populaire, contresigné par les Tarud, les radicaux et autres, inclut une pareille section, c'est que « *la mobilisation collective* » dont il fait mention était si bel et bien en marche que de tels comités se seraient formés, que les états-majors des partis l'aient voulu ou non, et qu'il existait une situation où le P.C. se trouvait réellement contraint d'expliquer à ses alliés qu'il valait mieux paraître en prévoir la formation, pour tenter de les contrôler, que se laisser déborder par le mouvement des masses.

« L'Etat populaire »

Dans l'esprit des directions qui ont échafaudé la combinaison de l'Unité populaire, il était bien entendu exclu que les comités d'Unité populaire exercent — à quelque moment que ce soit — le « *pouvoir populaire* ». Le dernier paragraphe du passage cité ne cherche qu'à devancer le mouvement qui paraît alors se dessiner vers l'apparition de formes soviétiques au Chili. Dans le corps même du programme, y compris si celui-ci se voit contraint — autre différence avec le « *programme commun* » français — à aborder le problème du pouvoir dès son premier chapitre, il n'est plus question de comités d'Unité populaire, mais uniquement d'un « *ordre institutionnel nouveau, l'Etat populaire* », dont la description est beau-

(18) Ibid., pp. 152-153.

coup plus proche d'une certaine forme de corporatisme que de l'Etat-Commune esquissé par Marx et Engels.

Au cours de 1970, la mobilisation se poursuit

En dépit des appareils du P.C. et du P.S., la classe ouvrière et les masses travailleuses ont réussi à faire de la période électorale, à partir de février, un terrain de lutte frontale contre la bourgeoisie et son Etat.

D'une part, elles ont multiplié tout au long de 1970 les grèves, les occupations de domaines pour les paysans, les occupations de terrain pour les sans-logis, les manifestations ouvrières et étudiantes, créant une situation telle que le 8 juillet, moins de deux mois avant la date de l'élection, la C.U.T., pour ne pas se laisser déborder totalement, déclencha une grève de 24 heures, la huitième de son histoire, pour appuyer une série de revendications économiques, telles que le versement à tous les travailleurs d'une prime destinée à compenser la hausse du coût de la vie, mais aussi pour demander la dissolution du Groupe mobile (les C.R.S.) qui venait de faire de nouvelles victimes. Ce jour-là, plus de 700 000 ouvriers cessèrent le travail et organisèrent onze meetings à travers Santiago.

D'autre part, la classe ouvrière et les masses travailleuses ont engagé physiquement le combat pour barrer la voie aux candidats de la bourgeoisie, et, en premier lieu, à Alessandri. C'est ainsi que, lorsque le candidat de la droite arriva le 19 mars à Lota, dans la zone charbonnière, les mineurs — qui n'avaient pas oublié la grève de 96 jours provoquée par la politique du précédent gouverne-

ment — appuyés par les ouvriers de la métallurgie, les employés municipaux et les travailleurs de l'usine thermo-électrique, entamèrent une grève de 24 heures. Les municipalités de Lota et Coronel décidèrent unanimement de le déclarer *persona non grata*. Il fallut de très importantes forces de carabiniers pour dégager la rue envahie par les manifestants, avant qu'Alessandri ne puisse entrer dans le théâtre où il devait prendre la parole. Ces incidents se répétèrent à Coronel, Tomé, ville textile, dans le port de Talcahuano et à Concepción... Le 23 mars 1970, les ouvriers du cuivre décidèrent de lui interdire l'entrée des cités minières d'El Salvador, Potrerillos et Barquitos. Le 2 avril, Alessandri fut accueilli dans la province agricole de Linares par une grève paysanne de 24 heures. Le 28, 12 000 paysans de la province O'Higgins arrêtaient le travail à l'occasion de la visite du candidat bourgeois. On pourrait continuer.

Ce type de mobilisation s'opéra dans le cadre des comités d'Unité populaire. A la veille des élections, il existait quelque 14 000 C.U.P., regroupant dans les quartiers, les usines, les bidonvilles, les propriétés terriennes, les universités, les immeubles, des militants des partis de l'Unité populaire. Ils étaient reliés entre eux par des comités communaux, régionaux et provinciaux et leur existence était loin d'être formelle.

La mobilisation contre la bourgeoisie sur l'ensemble de ces terrains se poursuivit jusqu'au jour de l'élection avant de se prolonger au-delà. Voyons la chronologie donnée par la *Documentation française*.

Du 20 au 29 août, tous les ports chiliens sont paralysés par une grève qui dure jusqu'au 26. Le 22, les employés et ouvriers des mines de charbon de Lota, près de Concepción, se déclarent en grève. Le 25, de nouveaux désordres sont pro-

voqués dans les rues du centre de Santiago par les grévistes des services de santé. Le 29, la grève prend fin après une entrevue entre les dirigeants de la Fédération nationale du Service de santé et le président de la République. Elle aura duré 24 jours.

Les 28 et 29 août, violents incidents faisant plusieurs blessés entre les partisans des trois candidats à la présidence (Alessandri, Tomic, Allende).

Le 31 août, la C.U.T. fait diffuser un appel invitant ses adhérents à s'organiser en vue des élections du 4 septembre.

Le 1^{er} septembre, tous les charbonnages du pays sont paralysés par une grève totale déclenchée par 10 800 ouvriers et employés pour obtenir une augmentation des salaires. Cette grève prendra fin le 16 à Lota.

C'est donc bien une lame de fond qui arrache pour Allende, le 4 septembre, la majorité relative face aux deux candidats de la bourgeoisie.

La situation le 4 septembre 1970

La victoire électorale de la candidature Allende ouvrait une phase nouvelle, extrêmement critique, dans les rapports politiques entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, comme à l'intérieur de chacune des deux classes en présence.

Le 13 septembre, dans le meeting monstre organisé pour « célébrer la victoire » de l'Unité populaire, Allende faisait du thème suivant le leitmotiv d'un discours tendu, inquiet :

Le peuple doit faire confiance aux dirigeants politiques de l'Unité populaire et aux dirigeants de la Centrale unique des Travailleurs. Et ce même peuple doit faire confiance à celui qui lui parle.

A l'adresse de la droite, il lançait une « menace » qui n'était autre chose qu'un appel :

S'ils prétendent, dans leur folie, provoquer une situation que nous refusons, qu'ils sachent que le pays sera paralysé, qu'entreprises, industries, ateliers, écoles, culture des champs s'arrêteront : ce sera notre première manifestation de force. Qu'ils sachent que les ouvriers occuperont les usines, et qu'ils sachent que les paysans occuperont les terres. Qu'ils sachent que les fonctionnaires entendront la voix et les consignes de l'Unité populaire. Qu'ils se rendent compte que nous avons le sens de nos responsabilités, mais qu'ils mesurent aussi la force que représente un peuple discipliné et organisé.

De fait, il était impossible pour la bourgeoisie de différer plus longtemps l'heure où il fallait désormais choisir, soit d'aller à l'affrontement immédiat contre la classe ouvrière, soit de surseoir momentanément et d'accepter de passer par un régime de Front populaire.

La constitution politique du Chili offrait tout le champ de manœuvre nécessaire pour préparer politiquement le terrain, au cas où l'on se décidait pour la première solution. Aux termes de cette constitution, aucun candidat n'ayant obtenu de majorité absolue, c'était à l'Assemblée et au Sénat, réunis en Congrès, qu'il appartenait de choisir, 50 jours plus tard, à l'issue d'un vote à bulletin secret, entre les deux candidats ayant obtenu le nombre le plus élevé de suffrages. Au sein du Congrès, la démocratie chrétienne, avec 75 voix, et la droite alessandriste, avec 45 voix, l'emportaient de loin sur l'Unité populaire (80 voix seulement). Pour provoquer le prolétariat, il suffisait de choisir Alessandri, d'annoncer la tenue de nouvelles élections et de mettre sur pied pour les préparer un « gouvernement de salut public », c'est-à-dire de guerre civile.

En plus des risques que comporte habituellement ce type de solution, rien ne permettait à la bourgeoisie chilienne d'envisager sérieusement cette hypothèse en 1970. Les masses étaient sur pied. Elles avaient taillé en pièce le gouvernement Frei, qui atteignait la fin de son mandat de 1964 totalement épuisé et discrédité. En ce qui concerne Alessandri, Labrousse peut noter sans peine que « *l'hostilité irréductible rencontrée dans certaines zones par la candidature bourgeoise contribua à effacer l'image de "l'homme de la réconciliation nationale au-dessus des partis" que ses partisans voulaient conférer à sa candidature* » (19). En d'autres termes, le prolétariat avait également taillé en pièces la tentative d'opération bonapartiste que la bourgeoisie avait espéré monter autour de l'ancien président de la République. La crise économique et financière aidant, la bourgeoisie était politiquement incapable d'aller à ce moment-là vers un heurt frontal avec la classe ouvrière.

Le second terme de l'alternative n'était évidemment pas exempt de périls, lui non plus. Il signifiait que la bourgeoisie se trouvait placée devant une situation où elle allait se trouver contrainte, pour une durée qu'elle ne connaissait pas, de s'en remettre pour la sauvegarde de l'ordre bourgeois — y compris avec son aide — à la direction de partis sur lesquels elle n'exerçait aucun contrôle direct, mais uniquement un lien indirect à travers la bureaucratie du Kremlin (cas du P.C.), ou une confiance seulement limitée (cas du P.S.), car rien ne lui disait (et ne lui dit encore aujourd'hui) que l'ensemble des hommes qui ont certes accepté jusqu'alors de jouer à la tête de ce parti le rôle de lieutenants de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers, mais qui défendent aussi leurs intérêts propres, acceptent nécessairement, et automatiquement, de devenir demain, le cas

échéant, des Noske et des Scheidemann. La bourgeoisie savait qu'en tout état de cause ces dirigeants n'avaient pas les mains libres. Ils parlaient, et parlent toujours, au nom d'organisations qui demeurent des organisations ouvrières, où les travailleurs se trouvent et pour le contrôle de la direction desquelles ils peuvent être tentés de nouveau d'engager la lutte.

Mais il y a plus. A partir du moment où le gouvernement se trouve aux mains d'une coalition dont l'axe est formé par les partis ouvriers, toute l'attention de la classe ouvrière se trouve concentrée, par définition même, autour de la question de l'exercice par ce gouvernement de ses fonctions, dont les travailleurs et les masses s'attendent qu'il les exerce en leur faveur. C'est-à-dire que la situation tend à polariser, par la force des choses, la lutte des classes autour de la question même de l'Etat et du pouvoir politique dans la société. Une partie énorme du poids de la défense de l'Etat bourgeois va alors reposer sur la confiance que les masses accordent à leurs dirigeants et aux propos et aux actes de ceux-ci. Derrière les dirigeants se tiennent évidemment, comme ultimes remparts de la société bourgeoise, l'armée, la police et toute l'armature de l'Etat bourgeois, mais dans des conditions où le fonctionnement de ces institutions doit, pour un temps, passer par l'intermédiaire des hommes qui affirment, face à la classe ouvrière, être au pouvoir pour gouverner en son nom.

Le choix de la bourgeoisie

Eu égard aux rapports de force qui existaient entre elle et les masses mobilisées, l'aile politiquement

(19) Labrousse, op. cit., p. 196.

dominante de la bourgeoisie décida très vite que c'était par cette seconde voie qu'il lui fallait passer ; elle n'avait d'autre alternative que de se servir de tous les éléments qui lui restaient en main pour s'assurer l'allégeance d'Allende et des dirigeants de l'Unité populaire et pour les aider à contenir le mouvement des masses.

C'est ainsi que Tomic joua d'emblée le rôle du « *beau vaincu* » et reconnut Allende comme candidat victorieux, et c'est autour de lui et de l'armée que toute l'opération devait rapidement pivoter. Déjà, dans les tout derniers jours de la campagne électorale, le P.C. et le P.S. avaient envoyé leurs militants grossir le dernier meeting du candidat de diversion présenté par la démocratie chrétienne, en leur expliquant « *qu'un certain nombre de sympathisants âgés de la démocratie chrétienne risquaient d'être détournés de voter pour un candidat n'ayant aucune chance et reporter ainsi leurs voix sur Alessandri* » (20), alors que ce dont le P.C. et le P.S. s'alarmaient, c'était de voir à quel rythme les voix de la petite bourgeoisie et des couches marginales du prolétariat, que la candidature de Tomic était censée canaliser, étaient en train de s'amenuiser au profit d'Allende !

Dès lors que l'aile Tomic de la démocratie-chrétienne agissait avec l'armée, les dirigeants de l'Unité populaire mirent tout en œuvre pour coordonner plus étroitement leur jeu et bloquer ensemble le mouvement des masses. Le danger était de voir les masses mobiliser alors leurs organisations politiques et syndicales et se rassembler jusqu'à un certain point dans le cadre des comités d'Unité populaire, agir de leur propre initiative, prendre le programme de l'U.P. à la lettre, et dire que c'était tout de suite que ces comités devaient devenir les organismes de base d'un nouveau pouvoir ; dire

également que, si le Congrès refusait d'entériner l'élection d'Allende, c'était tout de suite qu'il fallait le balayer et le remplacer par les institutions du nouvel « *Etat populaire* » prévu par le programme de l'U.P. et que les masses emplaissaient bien entendu de leur propre contenu.

Il fut donc décidé de ne pas jouer avec le feu et d'annoncer que, au congrès, la D.C. reporterait sur Allende ses voix — ou tout au moins la majorité de ses voix — afin de garantir la ratification constitutionnelle de son élection. Mais il fut décidé, en même temps, d'utiliser tout de même cet « *atout* » (atout tout à fait relatif en réalité, et d'une extraordinaire fragilité au regard de la puissance des masses) pour « *monnayer* » l'appui de la D.C. et obtenir « *en échange* », de la part d'Allende, la signature de « *garanties* » supplémentaires de caractère constitutionnel concernant la nature et le contenu de la politique que le gouvernement de l'Unité populaire allait mettre en œuvre. Au cœur de ces garanties devaient figurer celles concernant l'armée et son rôle central dans le maintien de la légalité bourgeoise.

Le « Statut des garanties »

Labrousse fournit tous les éléments qui permettent de suivre le déroulement du scénario :

Le 24 septembre, le Parti démocrate-chrétien publiait un texte pour « *exprimer son point de vue au sénateur Salvador Allende en lui demandant de se prononcer sur certaines questions, démarche indispensable pour que le parti détermine la position qu'il adopterait fi-*

(20) Labrousse, op. cit., p. 209.

nalement au cours d'une réunion déjà convoquée ». Le préambule de ce texte déclarait : « Nous avons la conviction que nombre de points en vue de la transformation et du développement de la société, défendus par la candidature de Salvador Allende, ont été et sont aujourd'hui nôtres, sans que cela signifie ni identité ni totale coïncidence en ce qui concerne les options fondamentales et la stratégie définie devant le pays. Nous répétons que notre position ne sera pas de priver "de sel et d'eau" le prochain gouvernement, qui peut compter sur notre appui pour toutes mesures contribuant au bien-être du peuple. »

Parmi ces mesures figuraient le maintien du pluralisme politique, la défense de la liberté de la presse et de la liberté syndicale, l'indépendance de l'Université, la reconnaissance et le soutien de l'enseignement privé, etc. Deux paragraphes sont particulièrement nets et leur juxtaposition est significative : « Nous voulons un Etat de droit. Ceci requiert l'existence d'un régime politique à l'intérieur duquel l'autorité soit exclusivement exercée par les organes compétents : Exécutif, Législatif et Judiciaire... Sans intervention d'autres organes "de fait" qui agirait au nom d'un soi-disant pouvoir populaire... Nous voulons que les Forces armées et le corps des carabiniers continuent d'être une garantie de notre système démocratique. Ce qui implique que soient respectées les structures organiques et hiérarchiques des Forces armées et du corps des carabiniers, etc. »

Dans sa réponse du 29 septembre, Salvador Allende relèvera avec fougue cette seconde exigence : « Je dois affirmer que je suis un défenseur intransigeant des prérogatives du chef de l'Etat. J'affirme, en tant que premier mandataire, que l'Unité populaire elle-même n'aura aucun droit de regard sur la nomination du Haut Commandement, car c'est une prérogative exclusive du président de la République, et je préserverai jalousement mes attributions constitutionnelles. »

Sur les autres points, Allende fait remarquer que le programme de l'Unité populaire implique que « toutes les transformations politiques, économiques et sociales se fassent à partir de l'ordre juridique actuel, et selon l'Etat de droit ». Malgré cette réponse jugée « décourageante », une commission réunissant trois représentants de la démocratie chrétienne et trois représentants de l'Unité populaire fut constituée le 2 octobre afin de rédiger le « Statut des garanties ». Le lendemain, une assemblée extraordinaire de la démocratie chrétienne décida, par 271 voix contre 191, de poursuivre les contacts avec l'Unité populaire. Le 15 octobre, ce projet, qui reprenait l'essentiel des propositions initiales du « Statut des garanties », fut approuvé par la Chambre. Le 19, Alessandri (...) déclarait retirer sa candidature et présentait ses vœux de succès au futur président. Le même jour, le Sénat approuvait à son tour la réforme constitutionnelle (21).

Le processus est donc d'une clarté absolue, comme l'est également le contenu même du statut des garanties. On a tenté de présenter celui-ci comme une simple « déclaration de principe » ne modifiant pas fondamentalement les obligations prévues par la constitution, et dont la droite pourrait simplement se prévaloir éventuellement « aux yeux de l'opinion publique » dans le cas où l'Unité populaire n'en respecterait pas le contenu. Il s'agit de bien plus que cela. Il s'agit d'un texte portant amendement à la Constitution bourgeoise sur plusieurs points où il paraît à la bourgeoisie important de renforcer la défense de ses positions menacées et d'améliorer le barrage établi face au mouvement des masses.

Le paragraphe 3 de l'article 10 déclare, à propos de la liberté de la presse écrite et parlée :

Le régime de propriété et le fonctionnement de ces moyens d'infor-

(21) Labrousse, op. cit., pp. 215-216.

mation ne pourront être modifiés que par une loi. Leur expropriation ne pourra être réalisée qu'en vertu d'une loi approuvée par chaque Chambre à la majorité de ses membres en exercice.

L'article 7 garantit l'aide de l'Etat à l'enseignement privé :

L'éducation privée et gratuite, qui ne poursuit pas de but commercial, recevra de l'Etat une contribution économique qui permettra son financement en accord avec les normes établies par la loi.

Garantie étendue aux universités :

Les universités d'Etat et les universités privées reconnues par l'Etat sont des personnes juridiques, dotées d'autonomie académique, administrative et économique. C'est à l'Etat de pourvoir à leur financement de façon qu'elles puissent pleinement accomplir leurs fonctions selon les exigences pédagogiques, scientifiques et culturelles du pays.

Par ailleurs, Allende garantit l'*immovibilité des fonctionnaires* mis en place par la démocratie-chrétienne et les régimes antérieurs.

Enfin, concernant l'armée, au texte en vigueur de l'article 22 de la Constitution, le document de 1970 vient substituer un texte infiniment plus large et précis qui donne à l'armée à la fois le monopole de la force publique et l'unique droit de regard sur son recrutement, garantissant ainsi qu'elle puisse jouer son rôle de pilier de l'ordre bourgeois en toute autonomie. Le nouvel article est rédigé comme suit :

La force publique est uniquement et exclusivement constituée par les forces armées et le corps des carabiniers, institutions essentiellement professionnelles, hiérarchisées, disciplinées, obéissantes et non délibérantes. Seule la loi peut fixer les effectifs de ces institutions. Le recrutement de nouveaux effectifs des forces armées et des carabiniers est réservé aux seules écoles spécialisées de ces institutions, sauf pour le personnel remplissant des fonctions exclusivement civiles (22).

« Complots de droite » et couverture de gauche

Par rapport à ce scénario et aux résultats auxquels il aboutit, les « *complots de droite* » — réels ou orchestrés (il semble que l'assassinat de Schneider ait été en fait un accident non prévu dans le scénario) — occupent le rôle de bruits de coulis destinés à aider à dramatiser les événements de la scène centrale. La décision de l'aile dirigeante de la bourgeoisie était prise depuis la mi-septembre, et ce n'est pas le 22 octobre, lorsque l'opération touchait à son terme avec un plein succès, qu'elle allait la compromettre d'une façon quelconque.

Les « *complots de droite* » ont surtout permis à Allende de resouder les masses autour de lui au nom de la lutte contre le « fascisme » et au M.I.R., au nom de cette même alternative « socialisme ou fascisme », de faire en quelques jours un virage à 180 degrés, depuis le terrorisme sur une ligne en apparence « ultra-gauche », au ralliement complet à Allende et à l'Unité populaire.

Il sera nécessaire dans un autre travail de faire le bilan précis de la politique du M.I.R., organisation castriste, présentant de nombreux traits de « gauchisme décomposé », à laquelle la Ligue communiste a apporté depuis 1969 son appui le plus total, le présentant comme l'embryon du parti révolutionnaire au Chili. Au cours de la période qui nous intéresse, le M.I.R. a d'abord fait tout, notamment après la mobilisation des masses sur le terrain des élections, pour détourner par des actions de commando l'attention des

(22) Le texte complet du Statut des garanties a été publié par la *Documentation française* (v. note (7) ci-dessus).

masses sur les véritables problèmes posés par la coalition de l'Unité populaire et pour les détourner aussi de la lutte sur le terrain des élections, où se trouvait concentré alors le problème du pouvoir. Ensuite, en septembre, il s'est rallié avec armes et bagages à Allende et a fait tout en son pouvoir pour obscurcir la conscience des masses sur la signification des manœuvres engagées contre elles. Le M.I.R. a pactisé avec l'appareil stalinien et désarmé, y compris ses propres militants, par rapport à tout combat contre les directions traîtresses au sein de la classe ouvrière (23). L'analogie avec la politique de Weber et Krivine est évidente.

En guise de conclusion

A présent, il est possible de conclure cette analyse des phases initiales du processus politique chilien. Il suffit à cet effet de mettre deux points en relief :

1° Par sa formation, sa composition et les conditions dans lesquelles il a finalement pris possession de ses fonctions, le gouvernement de l'Unité populaire du Chili ne peut être défini, et sans équivoque possible, que comme un *gouvernement bourgeois* — bourgeois par les relations organiques établies d'emblée, sur plusieurs plans, entre lui-même et les forces politiques et institutions étatiques de la bourgeoisie ; bourgeois par le rôle que la coalition a joué de façon permanente à partir du début des manœuvres politiques de 1969, contre le prolétariat et les masses, pour endiguer, canaliser, dévoyer leur mouvement, qui allait à grands pas dans le sens de la destruction de l'ordre bourgeois.

2 C'est avec une extraordinaire prudence, et en mesurant pleinement la profondeur de la mobilisation d'un prolétariat dont elle connaît mieux que quiconque la force, que la bourgeoisie chilienne procède depuis 1970. En 1970, elle a agi de la façon qu'on sait. Fin 1972 encore, si le général Prat entre au gouvernement, il reste que c'est encore *dans le gouvernement de l'Unité populaire qu'il accepte d'entrer*, et non dans un gouvernement issu d'un coup d'Etat militaire ou même d'une victoire électorale précaire de la droite qu'il s'agirait de consolider. Fin 1972, le général Prats entre au gouvernement, mais dans des conditions où ce sont le président (Figueroa du P.C.) et le secrétaire général (Calderón, du P.S.) de la puissante Centrale unique des travailleurs du Chili (la C.U.T.) qui sont obligés de monter en première ligne pour cautionner en personne l'opération Prats auprès des travailleurs.

C'est dire la prudence avec laquelle la bourgeoisie chilienne procède toujours après deux ans d'Unité populaire. C'est dire à quel point rien n'est joué encore au Chili, en dépit d'une politique dont on peut démontrer sans peine qu'elle a eu pour seul but d'empêcher la classe ouvrière et les masses d'avancer dans la voie de l'établissement de leur propre pouvoir, l'établissement du pouvoir centralisé des Conseils.

(23 Le ralliement du M.I.R. à Allende s'est traduit par la constitution par le M.I.R. du service d'ordre personnel du président et par l'entrée de Miguel Enriquez, secrétaire général du M.I.R. dans le cercle du conseiller du président.

LETTRE OUVERTE
DU BUREAU POLITIQUE DE L'O.C.I.
A TOUTES LES ORGANISATIONS
QUI SE RÉCLAMENT
DE LA 4^e INTERNATIONALE

la ligue communiste dans le camp du nouveau front populaire

« La IV^e Internationale n'a ni ne peut avoir place dans aucun des Fronts populaires. Elle s'oppose irréductiblement à tous les groupements politiques liés à la bourgeoisie. Sa tâche, c'est de renverser la domination du capital. Son but, c'est le socialisme. Sa méthode, c'est la révolution prolétarienne. »

Ce passage du Programme de transition sur la base duquel a été fondée, en 1938, la IV^e Internationale, met en évidence la gravité politique de la décision de ralliement à l'Union de la Gauche, nouvelle mouture en France de la criminelle politique du Front populaire, prise par le III^e Congrès de la Ligue communiste.

C'est la rupture ouverte avec les fondations mêmes du programme de la IV^e Internationale, l'abandon de l'indépendance de classe du prolétariat.

S'engageant dans cette voie, la Ligue communiste qui se présente en France comme la section du « Secrétariat unifié de la IV^e Internationale » apporte son concours à la tentative d'étranglement du mouvement de mobilisation des masses contre la bourgeoisie et son Etat, que constitue « l'Union de la Gauche » scellant l'alliance entre le P.C.F., le P.S. et le parti bourgeois qu'est le Parti radical. En prétendant que la politique suivie par la direction stalinienne du P.C.F., à travers l'Union de la Gauche, ouvre la voie à une « dynamique classe contre classe », la Ligue communiste joue directement, au bénéfice de la collaboration des classes, au bénéfice des appareils, un rôle de liquidation de toute tentative de regroupement d'une avant-garde sur la base de l'indépendance de classe du prolétariat.

C'est pourquoi le Bureau politique de l'Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) a décidé, par une lettre ouverte, de s'adresser à toutes les organisations qui se réclament de la IV^e Internationale.

L'opposition entre le trotskysme et le passage sur des positions de « Front populaire » est irréductible. Toute organisation qui se réclame du trotskysme devra prendre ses responsabilités.

Les porte-parole de la bourgeoisie s'accordent à souligner l'importance politique des prochaines élections françaises. C'est un avis unanime qu'exprime la revue « Newsweek » quand elle écrit que la carte politique de l'Europe pourrait être modifiée. Toutes les forces dont le maintien de la domination et les privilèges sont liés à la préservation mondiale de l'ordre bourgeois, en particulier la bureaucratie du Kremlin, sont elles aussi conscientes du sérieux de l'enjeu : il n'y a pas d'autre explication à la récente entrevue Pompidou-Brejnev.

C'est qu'il ne s'agit pas d'un simple épisode électoral. Dans ces élections s'exprimeront le mouvement qui porte le prolétariat français à tenter d'imposer une solution politique conforme à ses intérêts, comme la crise de la bourgeoisie française, de son Etat, de ses institutions.

Les processus politiques qui se développent au sein de la classe ouvrière en France participent du mouvement général du prolétariat

d'Europe qui s'affirme aussi bien dans les luttes successives des travailleurs d'Espagne, préluant à l'agonie de la dictature franquiste, dans l'échec des plans antiouvriers de Heath, que dans le vote massif des travailleurs allemands pour le S.P.D. ; à ces luttes répondent celles des travailleurs des pays dominés par la bureaucratie du Kremlin et le combat des opposants en U.R.S.S. même : depuis la grève générale insurrectionnelle de décembre 1970 en Pologne, la bureaucratie n'a pu mener une contre-offensive généralisée et, en dépit de tout, n'a même pas pu achever la normalisation en Tchécoslovaquie.

Mais, en France, la marche en avant de la classe ouvrière se combine avec une crise d'une intensité toute particulière qui touche au cœur même de l'appareil d'Etat. Il ne s'agit en rien d'une simple crise de succession, mais de la difficile liquidation de l'héritage du bonapartisme gaulliste abattu par la grève générale de mai-juin 1968 et ses prolongements politiques (le référendum d'avril 1969).

Aussi, la défense de l'ordre bourgeois par les appareils réformiste et stalinien agissant, ainsi que le disait Lénine de la social-démocratie, comme le « principal rempart social » de l'impérialisme, ne peut-elle que prendre directement la forme de la défense des institutions anti-démocratiques de la V^e République que le Programme commun de l'Union de la Gauche ne remet nullement en cause et dont Mitterrand et Marchais viennent ouvertement de s'affirmer les défenseurs alors que Pompidou est en quelque sorte « réinvesti » par Brejnev.

Dans les conditions concrètes créées par la crise de toutes les institutions de la domination de classe de la bourgeoisie et de ses partis politiques, la direction stalinienne coopérant avec celle du P.S. réédite, comme barrage aux aspirations anticapitalistes des masses, la criminelle politique du Front populaire.

L'alliance du P.C.F. et du P.S. avec le parti radical, parti bourgeois en voie de décomposition, a comme contenu la subordination des partis ouvriers à la bourgeoisie, la claire affirmation que la signification de l'Union de la Gauche, c'est le maintien du mouvement des masses dans le cadre bourgeois.

UNE QUESTION DE PRINCIPE

La question du Front populaire n'est pas une question de tactique : c'est une question de principe, car elle touche directement à l'indépendance de classe du prolétariat. Toutes les expériences de Front populaire, quelles qu'en aient été les formes (France 1936, Espagne, Libération en France et en Italie, Chili), signifient la subordination du prolétariat à la bourgeoisie.

La ligne du Front populaire a été la traduction stratégique du passage de l'Internationale communiste du côté de l'ordre bourgeois.

Front unique ouvrier contre Front populaire ! Classe contre classe opposé à la soumission du prolétariat à la bourgeoisie !

C'est cela qui a constitué l'une des bases du combat pour la IV^e Internationale, l'un des éléments décisifs de sa proclamation. La dénonciation impitoyable de toute conciliation avec la politique de Front populaire a été l'un des critères centraux de la différenciation de la IV^e Internationale d'avec tous les courants centristes.

Trotsky écrivait, et l'on pourrait faire des dizaines de citations semblables :

« La question des questions à présent, c'est celle du Front populaire. Les centristes de gauche cherchent à présenter cette question comme une manœuvre tactique ou même technique, afin de mener à bien leurs petites affaires à l'ombre du Front populaire. En réalité, le Front populaire est la question centrale de la stratégie de classe prolétarienne pour cette époque. Elle offre le meilleur des critères pour distinguer le bolchevisme du menchevisme. » (1)

Or, aujourd'hui, la Ligue communiste qui se réclame du trotskysme donne sa caution à l'Union de la Gauche qu'elle ne définit pas comme une alliance avec la bourgeoisie, mais comme une alliance dont le caractère de classe serait ouvrier.

La résolution adoptée par le III^e Congrès de la Ligue qui s'est tenu à Paris les 7, 8, 9 et 10 décembre, dit en effet :

« Si l'on considère donc le caractère transitoire et contradictoire du P.S., l'accord P.C.-P.S. n'est pas un accord de type Front populaire qui mettrait le P.C. à la remorque d'un parti bourgeois. Pour la première fois, il est même obligé d'entrouvrir une perspective socialiste. »

et :

« Au second tour, notre consigne de vote doit concrétiser notre analyse de l'accord P.C.-P.S. comme une alternative réformiste globale à l'Etat fort et non comme un nouveau Front populaire. Au deuxième tour, nous appellerons à voter nationalement, sauf exception, sur proposition des villes et décision du Comité central, pour l'Union de la Gauche. »

Dans cette résolution, ajoutons que l'existence des « radicaux de gauche » dans l'Union de la Gauche n'est même pas mentionnée.

Nous le savons, la lutte des classes ne pardonne pas une seule erreur de doctrine. D'autant plus quand cette « erreur » porte sur les fondations mêmes du programme de la révolution socialiste, quand elle se ramène à l'abandon de l'indépendance de classe du prolétariat.

Aujourd'hui, la majorité de la direction de ce qui fut l'une des plus importantes sections de la IV^e Internationale, le Lanka Sama Samaja Party (L.S.S.P.) de Ceylan soutient et participe au régime des fusilleurs qui a écrasé dans le sang la protestation de la jeunesse. En l'espace de quelques années, la direction d'un parti qui se réclamait de la IV^e Internationale a été amenée à jouer le rôle d'un Noske. Il y a dix ans qu'était formulée la politique qui devait aboutir à ce résultat : il ne s'agissait alors que de donner un « soutien critique » à une Union de la Gauche cinghalaise dont le pilier était le Parti nationaliste bourgeois « progressiste » : le S.L.F.P. (Sri Lanka Freedom Party).

(1) Léon Trotsky. « La section hollandaise et la IV^e Internationale », dans *Writings of Leon Trotsky, 1935-1936* (Pathfinder Press).

Une conférence du 20-22 juillet 1962 du L.S.S.P. déclarait :

« Le L.S.S.P. ayant aidé non seulement électoralement, mais aussi politiquement à amener le gouvernement S.L.F.P. au pouvoir a élaboré un cours tactique par rapport à ce gouvernement qui a été résumé en une assurance en trois points aux masses :

a) Le L.S.S.P. s'est engagé à soutenir toute action progressive du gouvernement S.L.F.P. ;

b) A défendre le gouvernement S.L.F.P. contre le sabotage de l'U.N.P. et les forces de la réaction ;

c) A résister de façon intransigeante à tout effort de quelque secteur que ce soit pour arracher aux masses les positions qu'elles avaient conquises. »

Ce soutien « critique » à un gouvernement bourgeois ouvrait la voie à l'étape suivante ; la constitution d'un Front unique de gauche avec le P.C. de Ceylan et une organisation nationaliste bourgeoise, le M.E.P. Ce front fut le tremplin utilisé par la majorité de la direction du L.S.S.P. pour justifier, en 1964, sa participation au gouvernement Bandanaraïke, gouvernement bourgeois, gouvernement antiouvrier. Depuis, cette première expérience « ministérielle » d'une organisation portant l'étiquette trotskyste a été suivie — après qu'elle ait abouti au retour, pour un temps, de la réaction au pouvoir — d'une seconde où la préservation de l'Etat bourgeois est devenue la tâche directe des partis ouvriers...

Les différences quantitatives ne doivent pas masquer l'unité de contenu : la Ligue de Krivine, Weber et Frank n'a certes pas, avec la classe ouvrière française, des liens comparables à ceux que le L.S.S.P. avait noué avec les travailleurs de Ceylan ; mais la « surface politique » de la Ligue ne définit pas plus le contenu de sa politique que l'importance électorale des « radicaux de gauche » ne définit leur caractère de classe. Quelles que soient ses forces, c'est bien dans la voie qu'a suivie le L.S.S.P. que s'engage aujourd'hui la Ligue.

Et, dans la mesure où elle se réclame du trotskysme, parce que c'est au nom de la IV^e Internationale qu'elle apporte sa caution à l'Union de la Gauche, il est clair pour nous qu'il s'agit d'une discussion qui concerne toutes les organisations qui, dans le monde, se réclament du trotskysme.

UN RALLIEMENT SPECTACULAIRE

Le ralliement spectaculaire de la Ligue communiste à l'Union de la Gauche — et le terme spectaculaire n'est en rien exagéré, il suffit de voir les réactions de la presse bourgeoise ou la manière dont « Frontière », revue du C.E.R.E.S., tendance du P.S. liée à la hiérarchie vaticane, salue l'événement : « Quelles que soient les outrances verbales ou les précautions de style, ce sont les perspectives ouvertes par l'Union de la Gauche qui ont été au centre des débats [des congrès de la Ligue et du P.S.U.]. Les candidats présentés par le P.S.U. et par la Ligue devront, au second tour, appeler à voter pour les candidats de la coalition... Au lieu de condamner ces militants, il faut les aider à évoluer, n'oublions pas que le Parti socialiste est encore dans une large mesure un parti à construire » — ouvre une

étape qualitativement nouvelle dans l'évolution politique de cette organisation.

Est-ce à dire qu'elle soit sans rapport avec son activité et ses positions antérieures ? Nullement.

La Ligue communiste est formellement née et s'est numériquement développée avant tout sur le terrain des « illusions de mai », c'est-à-dire des courants petits-bourgeois qui remettaient en cause le rôle de classe révolutionnaire du prolétariat. Mais cette récupération se faisait au compte d'une idéologie et d'une politique définies bien antérieurement, d'une adaptation à la bureaucratie du Kremlin dont l'instrument politique en France, le P.C.F., était considéré comme la seule expression légitime du mouvement ouvrier.

D'où, dans l'activité de la Ligue, une coexistence (moins contradictoire qu'il n'y paraît, car les deux éléments étaient fondés sur l'abandon du fait que la crise de la société se ramenait à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat) entre une reprise des thèmes gauchistes et un opportunisme foncier à l'égard du P.C.F. En même temps, du fait de sa filiation avec la IV^e Internationale, de son étiquette trotskyste, la Ligue recrutait des jeunes militants qui recherchaient la voie du programme de la IV^e Internationale.

Les racines de la politique d'ensemble de la Ligue remontent à la crise qui, se développant de 1950 à 1953, aboutit à la dislocation de la IV^e Internationale.

Les clivages qui s'opérèrent alors n'étaient, dans leur contenu, ni conjoncturels ni secondaires : ils opposaient des organisations et des militants qui se situaient sur le terrain du trotskysme, c'est-à-dire du programme de fondation de la IV^e Internationale, à un courant liquidateur, étranger au trotskysme et ennemi de son programme : le pablisme. L'évolution de Pablo rejetant jusqu'à la référence formelle à la IV^e Internationale devait amplement confirmer l'appréciation qu'en donnait dès lors la majorité du P.C.I. (Section française de la IV^e Internationale).

Mandel, Frank, Krivine, Weber, inspirateurs et dirigeants de la Ligue, ont toujours situé, quels que soient les avatars et les contorsions tactiques, leur activité dans le cadre de la politique révisionniste dont le « mérite » reste à Pablo : adaptation à la bureaucratie du Kremlin, considérée comme pouvant jouer un rôle « révolutionnaire » du fait des « nouvelles conditions objectives », négation de l'unité mondiale de la lutte des classes, abandon de la thèse centrale du programme de transition selon laquelle les conditions objectives sont mûres pour la révolution socialiste et que la crise de l'humanité se ramène à la crise de la direction révolutionnaire : une nouvelle étape de développement des forces productives et partant du capitalisme est au contraire ouverte, celle du « néo-capitalisme ».

UNE RÉFÉRENCE DIFFICILE

A la longue, pour certains courants de la Ligue, la simple référence au programme de la IV^e Internationale ne peut que devenir embarrassante. Ainsi, lorsque des éléments venant du P.S.U. posèrent la ques-

tion de leur adhésion à la Ligue, ils soulevèrent notamment les problèmes suivants :

« Quant à la IV^e Internationale, nous lui reconnaissons une série de mérites : pas seulement d'avoir transmis jusqu'aux nouvelles générations le filon du léninisme et les leçons de la lutte de l'opposition de gauche, mais aussi d'avoir pu comprendre à temps l'importance décisive de la révolution coloniale, la reprise après guerre du développement des forces productives et ses conséquences sur les luttes ouvrières, le rôle historique de la révolution indochinoise et l'émergence de nouvelles avant-gardes nées hors du carcan stalinien... »

« ... Le pronostic sur lequel s'est fondée la IV^e Internationale ne s'est pas réalisé dans la période qui a suivi sa fondation. Le programme qui accompagnait sa naissance, le programme de transition, n'est plus un instrument adéquat pour les luttes d'aujourd'hui. Il ne suffit pas d'admettre que l'on n'y trouve pas toutes les recettes ou de suggérer qu'il peut être adapté. Il faut remettre en chantier un nouveau programme de la Révolution mondiale. »

(Lettre de 36 militants du P.S.U., « Rouge », n° 163, du 24 juin 1972).

A ces exigences, Gérard Filoche, membre du bureau politique de la Ligue, répondait seulement :

« Nous sommes pour que l'Internationale centralisée se donne les moyens de rédiger un nouveau programme de la Révolution mondiale. Ceci est à l'ordre du jour de ses deux prochains congrès. »

(« Rouge », n° 167, du 22 juillet 1972).

Peut-être n'était-ce pas ce qu'escomptait Filoche, mais le nouveau programme n'est-il pas en train de se « rédiger » dans la pratique : le ralliement à l'Union de la Gauche en étant un élément central ?

L'ABANDON DE TOUT CRITÈRE DE CLASSE

Au fur et à mesure de son évolution, la Ligue a renoncé de plus en plus nettement à l'emploi de tout critère de classe dans sa politique.

Il suffit de rappeler ici quelques exemples. Le 27 avril 1969, de Gaulle, par un ultime plébiscite, cherchait à faire approuver un projet corporatiste. Toutes les organisations ouvrières, politiques et syndicales appelaient à voter NON. La Ligue se prononçait formellement pour le « boycott », en fait pour l'abstention puisqu'il n'existait pas de possibilités pour que, par son activité, elle puisse dépasser le terrain électoral. On pouvait ainsi lire dans « Rouge » du 16 avril 1969 :

« Accepter aujourd'hui, en période de crise et d'instabilité du régime le terrain de la lutte électorale... c'est démobiliser la classe ouvrière, démoraliser ses militants les plus combattifs, c'est lâcher la proie pour l'ombre. »

Sitôt passé le référendum (par lequel les travailleurs parce qu'ils ne suivirent pas les consignes d'abstention de la Ligue firent mordre la poussière au Bonaparte déjà déséquilibré par la grève générale), la Ligue décide de présenter un candidat aux élections présidentielles.

L'opportunité d'une telle candidature à cette étape se discute. On sait ce que furent les positions de l'O.C.I. à ce sujet. Mais, de toute façon, on est en droit de se demander si pour « Rouge » la chute de De Gaulle mettait fin à la « période de crise » qui justifiait la désertion du combat contre de Gaulle... De plus, pour que Krivine puisse bénéficier de la télévision, il était nécessaire d'obtenir 100 signatures de sénateurs, députés, maires ou conseillers généraux. Passant d'un gauchisme qui abandonnait à l'ennemi de classe un terrain de lutte réel à la combine électoraliste sans principes, la Ligue démarcha auprès des « notables » sans aucun souci des frontières politiques, mais se refusa à faire connaître aux travailleurs la liste de ceux qui avaient jugé bon que Krivine fût candidat.

Tout en se référant aux positions du marxisme, la Ligue leur tourne le dos et salue comme des expressions « plus élevées » de la lutte révolutionnaire des méthodes contraires à la lutte du prolétariat. Le terrorisme petit-bourgeois trouve dans la Ligue un défenseur « théorique ». Aux deux sens du mot d'ailleurs, car le quartier Latin ne semble pas être le lieu d'une « guérilla urbaine » particulièrement développée.

C'est ainsi que la Ligue a donné son entière approbation à l'activité de l'E.R.P. d'Argentine. Au lendemain de l'enlèvement du directeur de Fiat — effectué alors que la classe ouvrière d'Argentine se mobilisait dans un puissant mouvement de classe — « Rouge » justifiait ce type d'action dans les termes suivants :

« Depuis plus de quinze années, l'éventail des luttes légales a été mis à contribution à tous les degrés, élections gagnées avec une majorité écrasante des voix, grèves qui ont paralysé le pays entier à plusieurs reprises, occupations d'usines, manifestations de masse. Tout ceci a montré au prolétariat argentin les limites de l'efficacité de ces actions. » (Rouge, n° 151.)

On remarquera que cette énumération englobe toutes les formes de mobilisation du prolétariat, de préparation à la révolution socialiste. « L'autre chose » que recherche la Ligue, c'est autre chose que la lutte du prolétariat.

Même réaction à l'égard de l'acte terroriste de Munich, dont le Bureau politique de la Ligue déclare (Rouge, n° 172 du 21 septembre) que « l'action de Septembre Noir doit être soutenue inconditionnellement comme un acte de guerre d'un peuple chassé de sa terre... » et qui affirme que cet acte n'est pas sans « efficacité révolutionnaire ».

On comprend que cette orientation fasse problème pour les militants de la Ligue qui ne considèrent pas le Programme de transition comme le simple témoignage d'un passé révolu. C'est ainsi que dans le Bulletin intérieur de la Ligue n° 43 (novembre 1972), J.-F. Dumas écrit notamment :

« Cessons d'invoquer à tort et à travers le terrorisme russe d'il y a 80 ans, la 8^e Armée chinoise, les « Tupas » [sic] et même le Che sans préalablement nous soumettre à l'essentiel, c'est-à-dire tirer le bilan de 15 ans de guérillisme en Amérique latine, celui de la résistance palestinienne, compte tenu de l'évolution de la situation objective et de nos propres perspectives dans la partie du

monde considérée. Ce n'est pas là faire preuve de sectaire aveuglément vieux "trots" ou de délicatesse "opportuniste".»

Et J.-F. Dumas ajoute en conclusion :

« Il est erroné, illusoire, dangereux de croire et de laisser croire que la construction du Parti ouvrier révolutionnaire de masse ne passe pas par la rupture organisationnelle avec l'ultra-gauche. »

La manière dont la Ligue a traité la question de la guerre révolutionnaire du Vietnam mériterait à elle seule de longs développements, non seulement à cause de l'importance intrinsèque de cette question, mais parce que le caractère de la politique de la Ligue s'y manifeste avec netteté.

L'hypocrisie des cris de victoire répétés et de l'idéalisation forcenée de la politique suivie par les dirigeants de la R.D.V.N. et du F.N.L. est telle qu'un militant de la Ligue a pu écrire dans un bulletin de discussion :

« Nous vendrions Lénine et Trotsky pour avoir un vietnamien dans nos meetings. »

Et il ajoute à propos de l'assassinat de dirigeants et de militants trotskystes :

« Aujourd'hui, nous tentons d'accréditer l'idée qu'il s'agit d'un accident de parcours dont la direction vietnamienne n'est pas responsable, ce qui n'était pas l'opinion de l'Internationale à cette époque. L'assassinat des trotskystes vietnamiens n'est pas un accident de parcours, c'est la suite logique de la politique stalinienne d'Ho Chi-minh... »

(Bulletin intérieur de la Ligue, n° 41-42, octobre 1972.)

Les affirmations de ce militant sont parfaitement illustrées par l'ouvrage du dirigeant de la Ligue, Pierre Rousset : **Le Parti communiste vietnamien**. Après avoir expliqué qu'il était difficile de cerner les responsabilités dans l'assassinat de Ta Thu-thau, Rousset ose écrire :

« Ces assassinats illustrent pour le moins deux choses : l'ampleur du fossé qui séparait alors les groupes trotskystes du P.C.I. (Parti communiste indochinois), les premiers sous-estimant probablement l'importance de la question nationale dans la mobilisation révolutionnaire de masse, les seconds sous-estimant profondément la question sociale dans la révolution coloniale. »

Somme toute les torts étaient partagés mais l'appareil stalinien (quoi qu'on puisse penser de ses méthodes, bien sûr !) était partiellement justifié. Et cette infamie est publiée dans un ouvrage dont on nous apprend qu'il figure dans une collection placée sous la responsabilité de « la Ligue communiste, la Ligue des travailleurs (Belgique), la Ligue marxiste révolutionnaire (Suisse), la Ligue communiste révolutionnaire (Luxembourg), l'International Marxist Group (Grande-Bretagne) » !

C'est la même politique qui fait que le 15 octobre, lors d'une manifestation se déroulant à Paris, la Ligue n'hésite pas à pactiser avec le service d'ordre stalinien pour tenter d'expulser l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme du cortège et qu'elle considère comme « provocateur », comme contraire à l'unité d'action contre l'impérialisme que les révolutionnaires se réclament de Ta Thu-thau.

Au-delà du haut-le-cœur que ne peuvent manquer de provoquer les proclamations triomphales de la Ligue, il y a pire, il y a la volonté de brouiller les véritables questions.

Les indécentes clameurs de victoire ont un objet précis : elles minimisent et escamotent le rôle réel du stalinisme international, des bureaucraties de Moscou et de Pékin, dans le tragique isolement de la lutte révolutionnaire des ouvriers et des paysans du Vietnam. En applaudissant — d'une manière identique à celle des organes staliniens — aux accords de Paris, la Ligue accepte le cadre de la « coexistence pacifique » et dédouane les bureaucraties.

C'est cela qui est à la base d'affirmations du type de celles qui suivent et qui ne forment qu'un mince échantillon de la production de la Ligue à ce sujet :

« ... Il ne sert à rien d'exterminer des ennemis qui n'ont plus de pouvoir effectif, tel est le sens de la part que le GRP va faire à l'administration de Thieu dans le gouvernement de concorde nationale, administration dont le plan en sept points demandait la destruction. »

« ... En n'exigeant plus la fixation d'une date de retrait des troupes US, en faisant une place à des représentants de l'administration saïgonaise au sein d'un gouvernement de coalition nationale, le GRP tend une corde à Nixon. Tôt ou tard, celui-ci devra la saisir, il ne dépend que de lui qu'elle soit plus ou moins serrée à son cou... »

Camille Paulet, samedi 15 septembre, n° 171, « Rouge ».

« La nécessité d'un compromis impose le maximum de « souplesse » aux révolutionnaires vietnamiens, l'effectivité (?) du rapport de forces au Sud-Vietnam leur permet de ne pas abandonner pour autant leurs objectifs, c'est parce que nous avons compris cela que nous avons apporté notre appui aux sept points du GRP. »

« Fondamentalement, les accords marquent donc la position d'offensive, de victoire qui est celle des forces révolutionnaires. »

Pierre Rousset, « Rouge », n° 177 du 28 octobre.

LA LIGUE DANS L'UNION DE LA GAUCHE

« L'ennemi est dans notre propre pays ». Le mot d'ordre de Liebknecht est bien plus qu'une formule révolutionnaire célèbre. Il condense la réalité contradictoire du développement de la lutte des classes, mondiale dans son contenu et nationale dans sa forme. C'est à travers la lutte contre « sa » bourgeoisie que s'affirme l'internationalisme et ce n'est qu'en partant de l'unité mondiale de la lutte des classes qu'un combat effectif peut être livré contre la bourgeoisie de chaque pays.

Mais c'est fondamentalement face à la bourgeoisie, face à l'Etat bourgeois dans chaque pays que s'affirment les caractéristiques fondamentales d'un courant politique.

Politiquement, le centre de gravité de la Ligue est depuis longtemps dans la petite bourgeoisie. Mais son passage ouvert sur la position de l'Union de la Gauche constitue une modification qualitative de sa politique.

Répétons-le, le Front populaire est une question de programme et non de tactique. Le Front populaire, quelque forme qu'il prenne, organise la subordination du prolétariat à la bourgeoisie. Accepter, quelles que soient les formules restrictives, le Front populaire, c'est accepter, plus encore participer, à l'organisation de la subordination du prolétariat à la bourgeoisie.

C'est pourquoi, par rapport à ce problème, Trotsky fut impitoyable à l'égard du P.O.U.M. qui était pourtant une organisation dont l'enracinement dans les combats du prolétariat, les titres révolutionnaires étaient tout autres que ceux de la Ligue. Cédant à l'opportunisme, le P.O.U.M. prétendait utiliser à des fins révolutionnaires une politique contre-révolutionnaire à partir de justifications électorales. On sait ce qu'il en est advenu. Mais la Ligue va beaucoup plus loin que le P.O.U.M., elle justifie fondamentalement l'Union de la Gauche en la présentant en fait comme la réalisation du Front unique de classe.

Elle s'inscrit ainsi non seulement dans le jeu des appareils mais totalement dans le cadre que fixe la bourgeoisie.

Elle s'installe à son compte dans la politique de collaboration de classes.

Elle protège sur la gauche l'Union de la Gauche qui, sur la droite, par le truchement des radicaux, s'étend jusqu'à l'ensemble des formations politiques de la grande bourgeoisie.

Nous allons démontrer qu'il n'y a dans cette grave affirmation aucune exagération polémique.

L'ARGUMENTATION DE LA MAJORITÉ DE LA LIGUE

La résolution adoptée par le III^e Congrès de la Ligue, parfaitement explicite en elle-même, est enrichie, précisée, « théorisée » par un article de Weber titré : « Qu'est-ce qu'un vote de classe », dans « Rouge » du 16 décembre 1972, qui explique en particulier :

« L'Union de la Gauche est aujourd'hui l'enjeu de projets contradictoires (celui du P.C., celui du P.S.) s'affrontant dans un rapport de forces incertain. Les espoirs de François Mitterrand sont une chose. Les réalités politiques et sociales de la France dans l'après-mai 68 en sont une autre. On ne peut analyser l'Union de la Gauche comme si le P.S. et Mitterrand y avaient d'ores et déjà assis leur hégémonie, alors qu'en signant le programme commun et en répudiant publiquement l'alliance centriste, ils sont en fait passés sous les fourches caudines du P.C.

« Par-delà les considérations journalistiques, il faut analyser la réalité de classe que recouvre l'U.G. Force est de constater que l'U.G. se différencie des expériences frontistes classiques (Front populaire, Libération) en ce qu'elle ne représente pas une alliance de classes entre le prolétariat et une fraction dirigeante de la grande bourgeoisie, sous direction de cette dernière, mais une alternative réformiste globale du mouvement ouvrier traditionnel. Il n'y a pas dans l'U.G. de partis réellement représentatifs du grand capital, comme le parti radical en 1936, le M.R.P. en 1945. Les « radicaux de gauche » et le P.S., groupements vestiges et marginaux, ne sont pas les partis de la grande bour-

geoisie. Dans l'U.G., c'est le P.C.F., parti ouvrier réformiste, qui est aujourd'hui hégémonique. C'est lui qui a imposé ses conditions. C'est cette hégémonie du P.C. qui donne à l'ensemble de l'alliance sa nature de classe, et non la présence de tel ou tel politicien bourgeois (1) [souligné par Weber].

« La classe dominante dans son entier ne s'y trompe pas. Aucune de ses fractions ne soutient aujourd'hui l'U.G. Au contraire, telle qu'elle existe en 1973, l'U.G. induit une polarisation des classes : d'un côté la classe ouvrière (représentée par ses organisations politiques et syndicales, C.G.T., F.E.N., C.F.D.T., etc.) polarisant diverses couches petites-bourgeoises. De l'autre côté, les diverses fractions de la classe dominante, polarisant également diverses couches de la moyenne et de la petite-bourgeoisie. C'est pourquoi la classe dominante craint et combat la dynamique de l'U.G. Celle-ci ne constitue pas « une solution de rechange bourgeoise » quand bien même la bourgeoisie peut se trouver contrainte de s'y rallier en cas de catastrophe, comme elle s'est résignée à la présence du P.C. au gouvernement en 1945. »

La partie de l'article de Weber que nous venons de citer a pour titre : « Une alternative réformiste globale ». Comme nous le verrons plus loin, ce titre n'est pas sans importance.

Mais l'argumentation de Weber est reprise et développée dans un article du Bulletin intérieur n° 43 de la Ligue (novembre 1972), sous la signature de Tisserand. C'est à partir de cet article que nous allons disséquer l'argumentation de la majorité du III^e Congrès de la Ligue. En effet, cet article répond à une tendance qui, au sein de la Ligue, appelait à voter, au second tour, pour le seul P.C.F.

La critique de cette dernière position faite par Tisserand place en son centre la question des « projets contradictoires » contenus dans l'Union de la Gauche. Tisserand écrit que ceux qui opposent le vote pour le P.C.F. au vote pour l'Union de la Gauche partent de l'idée fautive qu'il y aurait dans cette Union de la Gauche une « hégémonie » du projet Mitterrand... alors que l'U.G. est un « enjeu de projets contradictoires ». Nous reviendrons sur cette question. Mais traitons d'abord de la manière dont Tisserand — et Weber dans « Rouge » — prétendent distinguer l'Union de la Gauche du Front populaire.

« La question que pose Trotsky c'est quelle alliance de classes concrète recouvre l'union politique du Front populaire ? Et dans cette alliance quelle classe détient l'hégémonie réelle ? Et Trotsky répond : « Le Front populaire scelle l'alliance entre la classe ouvrière, la petite-bourgeoisie et une fraction de la grande bourgeoisie française anti-fasciste », écrit Tisserand.

D'emblée, il s'agit d'un faux politique. Trotsky précisément nie le rôle politique indépendant de la petite bourgeoisie, qui serait prétendument représentée par « son » parti, le Parti radical, et il démontre que le Parti radical n'est qu'une agence de l'impérialisme œuvrant à

(1) N'en déplaise aux lambertistes, le ralliement des radicaux de gauche ne change rien à la nature de classe de l'Union de la Gauche, le caractère marginal de ces ralliés est attesté par le fait qu'ils n'ont même pas participé aux tractations sur le programme commun qu'il leur a fallu signer. — (Note de Weber).

contrôler au compte de ce dernier les masses petites-bourgeoises. Le Front populaire n'est pas une alliance « tripartite », mais la soumission des partis ouvriers aux exigences de la préservation de l'ordre bourgeois, par le moyen de l'alliance avec les partis bourgeois. D'autre part, Trotsky ne parle pas d'une « fraction anti-fasciste de la grande bourgeoisie ». C'est en fonction du développement de la lutte des classes que les cercles dirigeants du capitalisme financier optent ou non pour le fascisme, ultime recours — comme l'est aussi, ainsi que l'explique le programme de transition, le Front populaire — de la préservation de leur domination.

Tisserand continue :

« Au sein de cette alliance, c'est la fraction bourgeoise qui détient l'hégémonie politique réelle : cette hégémonie s'illustre par l'alignement de l'accord de Front populaire sur le programme du parti radical, instrument par excellence de la grande bourgeoisie française sous la III^e République.

« ... Au lieu de transposer mécaniquement (et implicitement) l'ANALYSE trotskyste de 1936 à la réalité de l'U.G., les huit camarades du C.C. signataires de la 2^e résolution devraient appliquer la METHODE de Trotsky à l'analyse concrète de l'U.G.

« Ils constateraient alors que le P.S. et les radicaux de gauche ne sont pas les partis de la grande bourgeoisie, que dans l'U.G., c'est le P.C.F. qui est aujourd'hui hégémonique (c'est lui qui a imposé ses conditions), que c'est cette hégémonie du P.C. qui donne à l'ensemble de l'alliance sa nature de classe... L'U.G. n'est pas une alliance entre la classe ouvrière et une fraction tant soit peu significative de la grande bourgeoisie qui en détiendrait la direction. Au contraire, telle qu'elle existe en 1973, l'U.G. s'inscrit dans une dynamique « classe contre classe » : d'un côté la classe ouvrière représentée par ses organisations syndicales et politiques, polarisant diverses couches, petites-bourgeoises. De l'autre côté, les diverses fractions de la classe dominante polarisant également diverses couches de la moyenne et de la petite bourgeoisie. »

Cette curieuse démonstration mérite quelques remarques :

1. Le programme du Front populaire ne dépassait certes pas le cadre de la démocratie bourgeoise, mais puisqu'il s'agit de comparer le Front populaire à l'Union de la Gauche, il faut relever que le programme électoral ratifié en commun en 1935 par les partis ouvriers et l'agence démocratique de l'impérialisme, le parti radical, défendait — en tout cas dans ses formulations — les libertés démocratiques bourgeoises traditionnelles, tandis que le programme de l'Union de la Gauche défend les institutions antidémocratiques héritées du bonapartisme gaulliste.

2. On constatera que dans cette partie du texte, le parti socialiste et les radicaux de gauche sont traités comme étant des partis de même nature.

3. On relèvera l'emploi frauduleux du concept d'hégémonie. Lénine parlait de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution démocratique pour indiquer que ce n'était que sous la direction de la classe ouvrière, ralliant à elle la paysannerie, que la révolution démocratique pouvait être poussée jusqu'à son terme.

Tisserand et Weber l'emploient dans un sens purement quantitatif : celui qui exerce l'hégémonie, c'est celui qui est le plus fort. Il est ainsi écrit plus loin, dans le même texte de Tisserand : « Au sein de l'U.G., le rapport de forces est favorable au P.C. Il est satisfaisant au niveau électoral [...]. Il est écrasant au niveau social : capacité d'organisation et de mobilisation des masses — comme au niveau militant : capacité d'exploiter ou de capitaliser la dynamique unitaire. »

Avec de tels critères, il aurait fallu tirer la conclusion qu'en Espagne, dans le gouvernement de Front populaire, c'étaient les partis ouvriers qui détenaient « l'hégémonie » puisque leurs partenaires bourgeois ne représentaient, quant à leurs bases propres dans la population, qu'une force insignifiante.

Mais il faut aller plus loin, Tisserand et Weber ne sont pas assez sots pour se contenter de cette arithmétique élémentaire. Elle n'est que poudre aux yeux. En réalité, ce que défendent les dirigeants de la Ligue, c'est la conception selon laquelle à l'époque impérialiste il est possible de constituer des alliances de contenu progressif entre les partis de la classe ouvrière et des partis bourgeois, à condition que ceux-ci soient faiblement « représentatifs » et que les partis ouvriers aient de ce fait un rôle « dirigeant ».

C'est tourner le dos à tout l'enseignement du marxisme depuis l'achèvement de la période des révolutions démocratiques bourgeoises. C'est tenter de donner une base rationnelle, par l'emploi d'une idéologie pseudo-marxiste, à la stratégie du Front populaire. C'est retrouver les élucubrations réactionnaires sur la possibilité de constituer un « bloc historique », chères à Togliatti et à ses disciples comme à Roger Garaudy.

4. Enfin — et c'est là un fil conducteur de l'ensemble de l'argumentation que l'on retrouve dans tous les textes des dirigeants majoritaires de la Ligue — ce qui donne son caractère de classe, son caractère ouvrier à l'Union de la Gauche, c'est le fait que l'accord qui la constitue porte le sceau de la bureaucratie stalinienne. S'il fallait accepter la méthode de Weber, le gouvernement Negrin en 1937 en Espagne aurait été pratiquement un gouvernement ouvrier.

Aussi Tisserand peut ensuite écrire :

« C'est pourquoi la classe dominante craint et combat la dynamique de l'Union de la Gauche. Celle-ci ne constitue pas une « solution de rechange bourgeoise » quand bien même la bourgeoisie peut se trouver contrainte de s'y rallier en cas de catastrophe. Comme elle s'est résignée à la présence du P.C. au gouvernement en 1945. »

Les contorsions de Tisserand l'amènent à des affirmations pour le moins surprenantes. S'il faut le croire, la bourgeoisie, comme classe, pourrait se rallier à une solution non bourgeoise et, par ailleurs, le tripartisme réalisé sous la houlette de De Gaulle n'était pas une solution de rechange bourgeoise... De mieux en mieux !

Et l'on en vient à la conclusion de Tisserand qui a au moins le mérite de la netteté.

« On doit se déterminer au contraire en fonction de ce qu'est l'U.G. aujourd'hui. Et aujourd'hui elle n'est pas autre chose qu'une alternative réformiste globale, stimulant une dynamique

« classe contre classe ». Nous devons combattre politiquement et pratiquement son caractère réformiste. Mais nous devons tenir compte de sa dynamique dans la conjoncture politique actuelle. La campagne électorale de la Ligue, soutenue par la présentation de 100 candidats, répond à la première obligation. Le désistement motivé pour l'U.G. au second tour correspond à la seconde. »

L'ALTERNATIVE RÉFORMISTE GLOBALE

Comme nous l'avons dit, les choses sont nettes. Les 100 candidats de la Ligue servent de faire-valoir à un prétendu « contenu de classe » de l'Union de la Gauche qu'il s'agirait d'explicitier, et le désistement « motivé » pour l'Union de la Gauche marque le fait que celle-ci constitue en bloc (radicaux compris) la forme possible du Front unique ouvrier.

C'est le passage, avec armes et bagages, dans le camp politique du Front populaire, c'est-à-dire de la collaboration de classes organisée avec la bourgeoisie.

Un élément qui tient une place centrale dans toute l'argumentation, c'est que l'Union de la Gauche n'est pas la répétition de la stratégie du Front populaire parce qu'elle est l'affirmation d'une « alternative réformiste globale » et que celle-ci stimule « une dynamique classe contre classe ».

C'est dire que l'Union de la Gauche est une étape nécessaire, progressive, de la mobilisation des masses et non un barrage à cette mobilisation. Mais là encore il faut aller plus loin, car les nécessités pour la Ligue de son insertion dans le jeu politique bourgeois l'entraînent à un révisionnisme sans limite, où même les références formelles à certains aspects du programme de la IV^e Internationale sont, dans la hâte, jetées par-dessus bord.

Qu'est-ce qu'une alternative globale ? Si l'expression veut dire quelque chose, c'est une autre solution aux problèmes politiques et sociaux que celle constituée par la domination de la bourgeoisie à travers ses partis. Cette solution pourrait donc être — et qu'on n'objecte pas qu'elle serait temporaire, cela ne changerait rien au fond — **réformiste**. En d'autres termes, le capitalisme serait aujourd'hui en état de tolérer une véritable ère de réformes favorables à la classe ouvrière (puisque « stimulant une dynamique classe contre classe ») dont les agents seraient les « partis réformistes » visant à détenir pour leur compte, et pour toute une période, le pouvoir politique entre leurs mains.

Plus simplement, les staliniens appellent cela « la démocratie avancée » ; mais pour l'appareil stalinien, il s'agit, comme nous le savons, de défendre le statu quo — et donc l'ordre bourgeois — en France comme ailleurs, et la « démocratie avancée » n'a pour but que de justifier ce l'on diffère la lutte pour la révolution socialiste. La Ligue, pour sa part, — et c'est son apport théorique à l'Union de la Gauche — déclare « au nom du trotskysme » que la démocratie avancée, c'est-à-dire l'alternative réformiste globale, est un pont vers la révolution socialiste.

Si nous vivions une ère de réformes, améliorant les positions de la classe ouvrière, le devoir des révolutionnaires serait de soutenir l'accomplissement de ces réformes progressives tout en maintenant la perspective de la révolution socialiste. Mais, dans ce cas, le programme sur lequel a été fondée la IV^e Internationale, le programme de transition, serait totalement inadapté à la réalité sociale contemporaine puisqu'il part du fait que le capitalisme ne peut plus supporter une période de réformes et que la lutte pour la défense des intérêts les plus élémentaires de la classe ouvrière débouche de ce fait sur la lutte pour la révolution socialiste.

Comme toujours, lorsqu'il s'agit de révisionnisme et de passage sur les positions de l'ennemi de classe, il ne peut y avoir de recherche théorique, mais seulement un habillage idéologique justifiant les positions pratiques déjà prises. Mais ces constructions idéologiques (ces conceptions révisionnistes) sont elles-mêmes un élément actif de l'évolution de l'activité d'un courant anti-marxiste.

La Ligue est ainsi amenée à prolonger son ralliement sans fard à l'Union de la Gauche, par un éloignement de plus en plus grand, de moins en moins caché, du trotskysme, c'est-à-dire du marxisme. Et, en même temps, elle ne développe pas ses positions dans le vide, mais à partir de son activité politique et idéologique passée.

Aussi, la découverte d'une nouvelle ère où serait possible une « alternative réformiste globale » est idéologiquement une conséquence, mais aussi un épanouissement de la conception du « néo-capitalisme », commune à Mandel, à Krivine et aux staliniens.

Il faut enfin ajouter sur ce point que le parti réformiste sur les épaules duquel repose la réalisation de « l'alternative réformiste globale », c'est le P.C.F.

Promu depuis longtemps au titre de seul parti ouvrier, par la Ligue, le P.C.F. atteint maintenant à la dignité de parti réformiste triomphant. Pour sa part, le programme de transition constatait :

« L'Internationale communiste est entrée dans la voie de la social-démocratie à l'époque du capitalisme pourrissant, alors qu'il ne peut plus être question de réformes sociales systématiques, ni de l'élévation du niveau de vie des masses. »

Les positions sont inconciliables entre les trotskystes et les adeptes de l'Union de la Gauche : il n'y a aucun point commun sur le terrain du programme, donc aucune possibilité de rassembler les uns et les autres dans une organisation commune.

LE P.C.F. ET LE P.S.

Dans la campagne d'explication que la direction de la Ligue est contrainte de mener au sein d'une organisation qui n'accueille certes pas avec un enthousiasme unanime son intégration de fait à l'Union de la Gauche, la question du parti socialiste tient une grande place.

Comme nous allons le voir, elle ne peut être traitée séparément de celle du P.C.F., et plus généralement des critères, de la méthode par lesquels on détermine la nature de classe et le contenu politique d'une organisation.

minée par un ensemble de facteurs mais qui se ramènent en définitive à un aspect fondamental, c'est qu'une organisation ouvrière — quelle que soit la politique bourgeoise de sa direction — est une organisation qui n'existe, qui ne tire sa force, son rôle politique, que du fait qu'il existe un mouvement ouvrier organisé, c'est-à-dire qui procède de l'organisation de la classe ouvrière comme classe, même si, par sa politique, elle vise à saper cette organisation.

La politique bourgeoise de la direction stalinienne du P.C.F. ne suffit pas à transformer la nature de classe du P.C.F. La politique bourgeoise des dirigeants sociaux-démocrates ne suffisait pas à détruire les bases du réformisme — qui est un courant international fondé sur des réalités internationales — dans la classe ouvrière française.

La social-démocratie en France est allée de crise en crise et est effectivement menacée de désagrégation : c'est là un fait politique qui ne permet pas de modifier la caractérisation de sa nature. Et, en ce sens, l'entrée de Mitterrand dans le P.S. conduit à terme à une aggravation de cette crise et non à une « rénovation » de la social-démocratie.

Comme on le voit, ce sont les critères de classe les plus élémentaires qui sont abandonnés par la Ligue qui imagine la constitution d'un parti « des nouvelles couches sociales », allié au parti de la classe ouvrière, c'est-à-dire qui retrouve tout bonnement les positions de Garaudy.

Mais les exigences tactiques entraînent de nouvelles contorsions. Puisque l'Union de la Gauche c'est le Front unique ouvrier nouveau modèle, il faut expliquer aux militants quelque peu abasourdis de la Ligue, que le P.S. lui aussi, à sa manière, redevient ouvrier.

Et ceci nous vaut, toujours sous la plume de Tisserand, le passage suivant :

« Il s'ensuit que le P.S. n'est ni un parti « ouvrier-bourgeois » classique puisqu'il n'organise plus la classe ouvrière, ni un parti bourgeois au sens strict puisque les diverses fractions de la grande bourgeoisie s'organisent politiquement ailleurs [...].

« Ce qui caractérise d'un point de vue de classe [souligné par l'O.C.I.] le P.S. d'aujourd'hui, c'est qu'en signant le programme commun de gouvernement et en dénonçant l'alliance centriste, il est entré dans le jeu du P.C. [...]. Cette attitude lui vaut l'hostilité de la grande bourgeoisie et la sympathie de certaines couches ouvrières et petites-bourgeoisies comme l'attestent les récents sondages [...]. Aujourd'hui et jusqu'aux élections, c'est l'accord avec le P.C. qui prévaut. Dans les conditions où elle s'est nouée, non seulement elle ne marque pas l'hégémonie de la bourgeoisie sur l'Union de la Gauche, par P.S. interposé, mais encore elle donne au P.S. une fonction politique qui, si elle se perpétuait, pourrait influencer profondément sur sa nature de classe. »

Pour les dirigeants de la Ligue donc, le stalinisme a des qualités que l'on pourrait dire miraculeuses puisqu'un simple accord avec lui a le don de transformer une organisation bourgeoise en organisation ouvrière.

Mais si le P.S. change ainsi de nature au gré des besoins, que devient le P.C.F. ?

Pendant tout un temps, le P.S. était traité par la Ligue comme quantité négligeable du point de vue politique et quant à sa nature de classe, il était défini comme une organisation **bourgeoise**.

Dans le texte de Tisserand cité plus haut, cette définition était encore reprise : le P.S. étant de ce point de vue identifié au parti radical. Pourtant, dans ce même texte, mais dans un autre paragraphe, on apprend que Mitterrand veut « reconstruire un parti socialiste influent ». Ce parti aura une base sociale et cette base sociale « c'est d'abord et avant tout la masse des salariés non productifs (employés, fonctionnaires, cadres), c'est-à-dire la petite bourgeoisie du néo-capitalisme. C'est aussi les nouvelles couches de la classe ouvrière (notamment ses nouvelles couches supérieures, techniciens et ingénieurs de la production) et, dans une moindre mesure, c'est la classe ouvrière traditionnelle ».

Dans ce fatras, on retrouve toute une série d'affirmations qui appartiennent à un sottisier anti-marxiste auquel avaient contribué en France en particulier des idéologues comme Serge Mallet, penseur du P.S.U., et dont on pouvait croire, que l'expérience de la lutte de classe ferait qu'on n'oserait guère plus s'en servir. Mais il demeure que le « nouveau parti socialiste » que la Ligue voit se construire sous l'impulsion bienfaisante de Mitterrand, est un grand parti qui en fin de compte regroupe beaucoup de monde et plus précisément beaucoup « d'ouvriers », que ces derniers soient nouveaux ou non.

Or, auparavant, l'un des arguments employés pour nier le caractère ouvrier du P.S. était le fait que son influence était extrêmement réduite dans la classe ouvrière. Il est vrai que cet argument quantitatif n'était pas pour Krivine, Weber et leurs copenseurs internationaux, celui qui révélait le fond de leurs positions : personne de sensé ne peut nier que le S.P.D. exerce une certaine influence sur la classe ouvrière allemande, pourtant lors des dernières élections allemandes, les émules de « Rouge » dans ce pays recommandèrent l'abstention, c'est-à-dire pratiquèrent une politique de neutralité entre le parti dans lequel l'écrasante majorité de la classe ouvrière organisée se reconnaissait, et le parti de l'extrême réaction capitaliste et cléricale, la C.D.U.-C.S.U.

Répetons-le, il ne faut pas rechercher de cohérence théorique dans la démarche de la nouvelle « avant-garde » de l'Union de la Gauche : si elle se rapprochait à sa manière de la conception du social-fascisme, en niant le caractère ouvrier de la social-démocratie, ce n'était pas au terme de profondes réflexions, mais comme conséquence de son adaptation pratique au stalinisme qu'il fallait privilégier comme le seul courant ouvrier. La bureaucratie du Kremlin et ses agences devenant ainsi, au nom de la « double nature » de la bureaucratie, la direction, critiquable certes, mais en quelque sorte historiquement légitime du mouvement ouvrier à cette étape.

Dans le cas particulier de la France, l'argumentation s'appuyait sur la participation directe de la social-démocratie aux entreprises de l'impérialisme français (guerres coloniales, etc.), sur la réalité de son déclin, et enfin sur l'entrée dans ses rangs de politiciens bourgeois, étrangers au mouvement ouvrier, comme Mitterrand. Rappelons que pour des marxistes, la nature de classe d'une organisation est déter-

C'est là qu'intervient dans les positions développées par Weber-Krivine and Co la notion des « projets contradictoires » contenus dans l'Union de la Gauche.

C'est ainsi que le texte accepté par le C.C. de la Ligue pour ouvrir les débats préparatoires au III^e Congrès, explique :

« Pour Mitterrand, il s'agit de proposer à la classe dominante une solution politique de type travailliste, c'est-à-dire assignant au mouvement ouvrier les tâches de modernisation capitaliste de la société française. Ce type de solution couramment pratiqué dans les pays anglo-saxons s'est avéré impraticable jusqu'à présent en France, en raison de l'hégémonie du P.C.F. sur la classe ouvrière.

« Le pari de Mitterrand, c'est que la constitution de la V^e République permet de surmonter efficacement ce handicap.

« Le projet du P.C.F. est tout différent, il se présente volontiers comme un projet révolutionnaire ; en réalité il s'agit d'un projet réformiste dans ses fins, électoraliste dans ses moyens... Le projet déclaré du P.C., c'est d'édifier une « Union populaire » dans laquelle il serait hégémonique, cette hégémonie se marquant par des concessions programmatiques majeures et des garanties gouvernementales. La direction du P.C.F. sait qu'elle devra faire des concessions majeures sur le programme : il faut être rassurant pour gagner l'électorat modéré [...] il cherche à rendre crédible une solution de type social-démocrate, ce qui implique qu'il garantisse la classe dominante contre toute dynamique de « démocratie populaire ». (Bulletin intérieur de la Ligue, n° 28, juin 1972.)

Ce passage, bien qu'extrêmement confus, est extrêmement important car il montre à quel point les dirigeants de la Ligue, renonçant à la méthode marxiste, remettent en cause dans son ensemble l'analyse du stalinisme. D'un point de vue immédiat, cela les amène à nier qu'il y ait aujourd'hui une conjonction du P.S. et du P.C.F., non pour accomplir des « réformes », mais pour sauvegarder l'ordre bourgeois, ce qui implique aujourd'hui la préservation au moins partielle du cadre bonapartiste. Aussi, lorsque Marchais et Mitterrand rivalisent pour proclamer leur intention de ne pas toucher à la constitution de la V^e République, « Rouge » stigmatise Mitterrand mais fait silence sur les propos similaires de Marchais.

Mais les implications théoriques vont plus loin : si le prétendu projet de Mitterrand, tel que le définit la Ligue, à savoir moderniser le capitalisme français avec la coopération du mouvement ouvrier, n'est pas « réformiste », mais que par contre, celui du P.C.F. l'est, il reste à se demander quel est le contenu de ce réformisme. Il ne peut avoir, d'après ce qui est dit, qu'un contenu progressif, opposé à cette coopération avec la bourgeoisie, dont Mitterrand serait l'agent.

Somme toute, si l'on comprend bien, le réformisme du P.C.F. a un contenu ou en tout cas des conséquences révolutionnaires qu'il est contraint par tactique de limiter : il lui faut faire des concessions à l'électorat modéré, il faut garantir la classe dominante contre toute dynamique de démocratie populaire.

Ce qui veut dire, pour parler clair, qu'une « dynamique de démocratie populaire » est possible (puisque la bourgeoisie en a peur),

indépendamment des relations mondiales nouées avec la bureaucratie du Kremlin, dans le cadre de la coexistence pacifique et que le « projet » véritable, caché mais fondamental du P.C.F., c'est d'être porteur de cette nouvelle société, de la « démocratie populaire ».

Ainsi, l'abandon du marxisme, le passage sur les positions politiques de la classe ennemie, conduit à des affirmations idéologiques qui pourraient paraître contradictoires si elles n'étaient unies par le fait que dans tous les cas c'est le rôle révolutionnaire du prolétariat à l'échelle mondiale, et son expression en France, qui est niée.

Les dirigeants de la Ligue, à la fois parent le stalinisme, la bureaucratie stalinienne, de qualités « ouvrières » restant par là fidèles aux trauvailles de leur père spirituel Pablo, et en même temps, comme Shachtman, autre déserteur du trotskysme, ils voient dans les partis staliniens les agents d'une « révolution bureaucratique » à laquelle ils donnent pour leur part un contenu positif.

ENCORE UNE FOIS SUR L'UNION DE LA GAUCHE

La caution que la majorité de la Ligue communiste apporte à l'Union de la Gauche est précieuse à la bourgeoisie et aux appareils non en fonction de l'influence de la Ligue, mais parce qu'elle se réclame du trotskysme, de la IV^e Internationale.

Là est le crime qu'il faut dénoncer, qu'aucun courant authentiquement attaché au programme de la IV^e Internationale ne peut accepter.

Se ralliant précipitamment à l'Union de la Gauche, la Ligue doit élaborer en hâte des justifications. Mais ces justifications, bien évidemment, ne peuvent qu'ignorer les critères de classe, les éléments les plus fondamentaux du marxisme. C'est pourquoi la Ligue avait d'abord traité comme une question secondaire, et méritant à peine que l'on s'explique à son sujet, la présence des radicaux de gauche dans l'Union de la Gauche.

L'existence et l'activité de l'O.C.I. qui mène le combat, aujourd'hui, en France pour le Front unique ouvrier, pour l'indépendance politique de la classe ouvrière, pour briser le carcan bourgeois de l'Union de la Gauche, les questions que ne peuvent manquer de soulever les militants de la Ligue eux-mêmes, obligent déjà les partisans les plus acharnés du nouveau Front populaire, à adopter une attitude défensive. C'est ainsi que dans le n° 187 du 13 janvier 1973 de « Rouge », Weber consacre tout un article à tenter de démontrer que la présence des radicaux de gauche au sein de l'Union de la Gauche n'y change rien.

« Il s'agit, écrit Weber, d'un élément marginal qui n'affecte pas la nature de classe de l'Union de la Gauche, ni la dynamique sociale qu'elle sous-entend. »

Et il ajoute :

« Ils [c'est-à-dire les dirigeants « lambertistes »] n'ignorent pas tout cela. Ils savent bien que la poignée de radicaux de gauche ne prolonge pas le parti radical d'autrefois. Ils écrivent même : « Le parti radical n'est plus que débris », mais c'est pour ajouter aussitôt : « Cela ne change rien au contenu de classe de la formation politique dirigée par le banquier Filipi ».

« Mais pourquoi la grande bourgeoisie se ferait-elle représenter par des débris de partis ? Par masochisme ? », et Weber de conclure une fois encore : « L'Union de la Gauche constitue donc bien, avec ou sans les radicaux, une alternative réformiste globale au pouvoir gaullo-centriste. C'est en fonction de cela que nous nous déterminons. »

S'il ne s'agissait pas de questions vitales pour la classe ouvrière, si ces inepties odieuses n'étaient pas proférées au nom d'un courant qui se réclame de la IV^e Internationale, la pauvreté de l'argumentation prêterait à rire. Weber confond tout et ce qu'il ne confond pas, il l'ignore. Le contenu de classe d'une organisation politique n'est pas déterminé par le volume de son influence électorale. Le groupe des « Républicains sociaux » attachés à la personne du général de Gaulle à un moment où les couches dominantes de la bourgeoisie refusaient l'aventure bonapartiste, était électoralement réduit à la portion congrue. Il n'en était pas pour autant moins ou plus « bourgeois » que l'énorme groupe U.D.R. fort de ses 6 millions de voix en 1968.

Le tronçon « de gauche » du parti radical, passablement discrédité auprès de la masse de ses électeurs traditionnels, n'est pas plus ou moins « bourgeois » que le grand parti radical de feu Herriot.

Les problèmes de la représentation politique de la bourgeoisie ne se posent pas, à l'époque de l'impérialisme, dans les mêmes termes que dans la période du capitalisme concurrentiel et « libéral ». Alors, divers partis représentaient plus ou moins différentes fractions de la bourgeoisie qui se situaient dans une certaine mesure sur le même plan (fraction de la bourgeoisie liée à la propriété foncière, bourgeoisie industrielle, bourgeoisie d'affaires). A l'époque de l'impérialisme, les différents partis et représentants politiques de la bourgeoisie ont certes besoins d'une clientèle, d'une base et, de ce fait, ils ne sont pas identiques : mais ils sont tous, sous des formes diverses, des instruments politiques du capital financier.

Toute la bourgeoisie américaine a fait bloc derrière Nixon, cela n'empêchait pas Mac Govern d'être, politiquement parlant, un candidat du grand capital.

La fonction qu'aujourd'hui la bourgeoisie fait jouer à cet instrument qu'est le parti radical de gauche, est fort claire : par sa présence dans l'Union de la Gauche, il assure que l'accord entre les appareils du P.C.F. et du P.S. se situe entièrement sur le terrain de l'ordre bourgeois. Il cristallise et condense les caractères contre-révolutionnaires de cette Union de la Gauche. On dira : mais si les radicaux de gauche n'étaient pas là, la politique du P.S. et du P.C.F. en serait-elle meilleure ? C'est ne pas comprendre que la politique contre-révolutionnaire des appareils s'exprime précisément dans la présence du parti bourgeois qu'est le parti radical de gauche dans la coalition qu'ils ont formée. C'est cette présence qui donne sa véritable portée, son sens, au programme commun. Le parti radical est le maillon d'une chaîne qui, d'un côté, rattache la classe ouvrière à l'ordre bourgeois, et qui, de l'autre, peut être saisie par l'ensemble des formations politiques de la bourgeoisie.

D'ailleurs, et puisque Weber insiste bien mal à propos sur le fait que des « débris » d'un parti bourgeois ne sauraient avoir de signi-

fication, laissons pour conclure sur ce point la parole à Trotsky qui avait déjà réglé cette question à propos de la révolution espagnole dans un texte généralement connu de ceux qui prétendent se réclamer du trotskysme.

L'ALLIANCE AVEC L'OMBRE DE LA BOURGEOISIE

« Le fait le plus étonnant politiquement est que dans le Front populaire espagnol, il n'y avait pas au fond de parallélogramme des forces : la place de la bourgeoisie était prise par son ombre. Par l'intermédiaire des stalinistes, des socialistes et des anarchistes, la bourgeoisie espagnole s'est subordonnée le prolétariat sans même se donner la peine de participer au Front populaire : la majorité écrasante des exploités de toutes nuances politiques est passée au camp de Franco. Sans aucune théorie de la révolution permanente, la bourgeoisie espagnole a compris, dès le début même du mouvement révolutionnaire des masses, quel que soit son point de départ, que celui-ci était dirigé contre la propriété privée de la terre et des moyens de production et qu'il était absolument impossible de venir à bout de ces mouvements par les mesures de la démocratie.

« C'est pourquoi ne restèrent dans le camp républicain que les débris insignifiants de la classe possédante, MM. Azana, Companys, président de la Generalite de Catalogne, et leurs semblables, avocats politiques de la bourgeoisie, mais nullement la bourgeoisie elle-même. Ayant complètement misé sur la dictature militaire, les classes possédantes surent en même temps utiliser leurs représentants politiques d'hier pour paralyser, désagréger, et ensuite étouffer le mouvement socialiste des masses sur le territoire « républicain ». Ne représentant plus, au moindre degré, la bourgeoisie espagnole, les Républicains de gauche représentaient encore moins les ouvriers et les paysans ; ils ne représentaient rien, sinon eux-mêmes. Cependant, grâce à leurs alliés socialistes, stalinistes, anarchistes, ces fantômes politiques ont joué dans la révolution un rôle décisif. Comment ? Très simplement : en tant qu'incarnation du principe de la révolution démocratique, c'est-à-dire de l'inviolabilité de la propriété privée. »

(L. Trotsky, « Leçon d'Espagne, dernier avertissement »).

« UNION SACRÉE » CONTRE LE FRONT UNIQUE DE CLASSE

Partisan de l'Union de la Gauche, Weber est un adversaire déterminé du Front unique ouvrier « cher à Trotsky » comme il l'écrit avec une lourde ironie dans l'article cité plus haut. Voir dans la soumission des partis ouvriers à la bourgeoisie l'amorce d'une « dynamique de classe », voilà qui est révolutionnaire ! Combattre pour le Front unique ouvrier des partis ouvriers contre le capitalisme, voilà qui n'est qu'opportunisme !

Et avec l'aplomb de l'escroc, Weber qui explique longuement que le stalinisme par ses seules vertus régénère la social-démocratie

et ouvre la voie — en y entraînant par sa puissance d'attraction un parti bourgeois — à une dynamique « classe contre classe », ose prétendre que l'OCI idéaliserait le stalinisme et, pour faire bonne mesure, le réformisme.

« Ah ! Que l'Union de la Gauche serait jolie s'il n'y avait pas les radicaux disent en substance les lambertistes. Si l'alliance se limitait au PS et au PC ce serait quasiment le Front unique cher à Trotsky. »

En somme, pour l'OCI, la présence des « radicaux de gauche » ne constituerait qu'une incidente, qu'une verrue déparant le masque par ailleurs acceptable de l'Union de la Gauche !

La canaillerie ici n'a même pas le mérite de la subtilité car il est visible que la position que Weber cherche à attribuer à l'OCI, c'est la sienne — ou pour être plus exact, une partie de la sienne. C'est Weber et ses amis qui assurent que la présence des « radicaux de gauche » n'est qu'un élément « marginal » (mais de plus positif, puisque ce parti de la bourgeoisie endosse le programme que lui aurait imposé le PCF).

Ce qu'ils se refusent à voir c'est que l'insertion du parti radical « de gauche » dans l'Union de la Gauche cristallise le contenu de classe de cette alliance et caractérise en même temps la politique contre-révolutionnaire des directions du PCF et du PS. Ils s'y refusent parce qu'il leur faudrait alors admettre la nature bourgeoise de cette nouvelle mouture du « Front populaire » et renoncer du même coup à attribuer au PCF, en dépit de sa sacro-sainte hégémonie, un rôle « révolutionnaire » de facto.

Avec impudeur, Weber parle de la méthode de Trotsky. Il y est d'ores et déjà tellement étranger qu'il ne peut même pas la falsifier habilement pour pouvoir prétendre être en accord avec elle.

La méthode de Trotsky ne reposait pas sur une trouvaille intellectuelle arbitraire : elle partait du mouvement de la classe et concluait par la formulation d'une politique d'indépendance du prolétariat, exprimée dans des termes saisissables par les masses, en fonction de leur expérience, de la manière dont elles étaient organisées.

C'est pourquoi en 1922, comme dirigeant de l'Internationale communiste, il indiquait que le gouvernement ouvrier (qui pouvait se constituer à partir d'une alliance de la section française de l'Internationale communiste et du parti réformiste) était le mot d'ordre à opposer au « Bloc des Gauches ». **« Cette formule — disait-il — couronne la politique du Front unique. »**

Et, en octobre 1934, dans « Où va la France », alors que les bolcheviks-léninistes constituaient seulement un noyau propagandiste, que les masses voyaient dans deux partis ouvriers aux directions liées à la bourgeoisie, le PS et le PCF, les instruments de leur émancipation, il écrivait : **« Le but du Front unique des partis socialiste et communiste ne peut être qu'un gouvernement de ce front, c'est-à-dire un gouvernement socialiste-communiste, un ministère Blum-Cachin. »**

Trotsky nourrissait-il des illusions sur Blum et sur Cachin ? Non, mais contrairement à Weber qui ne peut voir au-delà de Marchais et de Mitterrand, tant il brûle de se trouver sur le même plan, personnage politique « crédible » à son tour, la ligne d'horizon politique de Trotsky n'était pas barrée par les appareils. Il partait du mouvement des masses. De ce mouvement qui avait en février 1934 imposé le Front unique et qui, conscient de sa force unie, préparait en son sein les conditions de l'explosion de caractère révolutionnaire de juin 1936. « Gouvernement Blum-Cachin » disait Trotsky car c'est par cette exigence, qui impliquait la rupture avec la bourgeoisie des partis qu'elles considéraient comme leurs, que les masses pouvaient se mobiliser pour la lutte pour le pouvoir et que, du même coup, la question du parti révolutionnaire pouvait concrètement se poser dans leur activité.

Et pourtant 1934 n'était pas 1922, mais la méthode marxiste aboutissait — sous des formes particulières — à des conclusions de même contenu, à des mots d'ordre à même de dresser la classe ouvrière comme classe contre la bourgeoisie, à même de faire de la question de l'indépendance du prolétariat, c'est-à-dire de la rupture avec la bourgeoisie, la question centrale.

1973 n'est certes pas 1936. Mais quels changements mériteraient que l'on jette par-dessus bord la méthode de Trotsky, c'est-à-dire le marxisme ? Bien sûr, si tout est changé, si les partis bourgeois peuvent participer à des alliances dont le contenu de classe est « ouvrier », si les appareils contre-révolutionnaires sont devenus des instruments de la révolution prolétarienne, si Weber est trotskyste, alors peut-être faut-il renoncer aux enseignements du marxisme.

Encore faudrait-il démontrer que tel est le cas. Or, contre les conclusions qui découlent de la méthode marxiste, contre le Programme de transition, contre la politique révolutionnaire sur la base de laquelle fut fondée la IV^e Internationale, Weber et Co ne peuvent opposer qu'un ramassis de pauvretés à prétentions « sociologisantes », laissés pour compte des modes idéologiques changeantes de la petite-bourgeoisie.

De tous côtés s'affirme l'hostilité à l'égard de l'OCI, de multiples provocations sont montées contre elle. Le mur du silence entoure, dans la « grande presse », ses initiatives, son activité. C'est normal, car refusant de jouer le jeu de l'Union de la Gauche, elle ouvre par sa politique la voie du combat « classe contre classe » : elle commet, aux yeux de toutes les composantes de la réaction, de toutes les forces qui ont partie liée avec le maintien de l'ordre bourgeois, le péché inexpiable. C'est normal, comme il est normal, à l'inverse, que la bourgeoisie donne à la Ligue, à sa campagne électorale une place et une ampleur qu'elle ne tire pas de son importance intrinsèque ni de son intervention dans la lutte des classes. Il est naturel que la bourgeoisie favorise le « flanc-garde », la caution « à gauche » de l'Union populaire.

Il est naturel aussi que la Ligue concentre ses coups contre le Front unique ouvrier, contre le mot d'ordre du gouvernement du PCF et du PS sans représentants des partis bourgeois. Ce n'est pas le fruit d'une incompréhension : c'est la contrepartie logique de son ralliement à l'Union de la Gauche.

De quoi s'agit-il en effet ? De la rupture avec la bourgeoisie, c'est-à-dire de la question clé du Front unique ouvrier, stratégie de mobilisation du prolétariat pour la révolution socialiste qui s'oppose de manière irréconciliable à « la politique conciliatrice des Fronts populaires » qui « voue la classe ouvrière à l'impuissance et ouvre la voie au fascisme (Programme de transition).

« Classe contre classe : cela signifie que toutes les organisations du prolétariat doivent prendre leur place dans le Front unique contre la bourgeoisie » écrivait Trotsky dans « Et maintenant ».

Ce à quoi l'OCI répond par sa politique, c'est à la nécessité de formuler précisément, en rapport avec le moment de la situation, ce contenu du « classe contre classe ». La présence des « radicaux de gauche » dans l'Union de la Gauche n'est ni accidentelle ni incidente. Les « radicaux de gauche » sont l'affirmation matérielle, tangible, du fait que cette alliance n'entend pas toucher à l'Etat bourgeois et à la propriété privée des moyens de production, en même temps qu'ils constituent un relais en direction de tous les autres partis de la bourgeoisie.

Le Front unique contre la bourgeoisie, pour reprendre la formule de Trotsky implique nécessairement la rupture avec les partis bourgeois. Cette rupture doit d'abord s'opérer par la rupture avec le parti bourgeois avec lequel les partis ouvriers ont conclu une alliance.

C'est pourquoi la question des « radicaux de gauche » concentre les problèmes posés aux militants, à la classe ouvrière, concentre à cette étape les questions politiques majeures soulevées par la lutte des classes. C'est pourquoi elle constitue un point nodal sur lequel se condense l'alternative entre la politique d'acceptation de l'ordre bourgeois et la politique révolutionnaire : ou front unique de classe contre la bourgeoisie ou front populaire de soumission à la bourgeoisie.

Et parce que la classe ouvrière ne peut saisir son propre mouvement politique qu'en relation avec les organisations qu'elle a historiquement forgées, qu'en relation avec les partis dans lesquels elle voit la possibilité d'unifier son combat, l'affirmation positive de cette rupture c'est la revendication, l'exigence « **gouvernement du PS et du PCF sans représentants des partis du Capital** » qui, concrètement, ouvre la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier.

En dénonçant ce mot d'ordre, c'est la méthode même des revendications transitoires que rejettent les « théoriciens » de la Ligue. Mais encore une fois il ne s'agit pas d'incompréhension intellectuelle. Le programme de transition dit des sectaires qui rejettent les revendications transitoires que, pour eux, « **un pont, sous la forme des revendications transitoires n'est aucunement nécessaire... car ils ne se disposent nullement à passer sur l'autre rive** ».

La formule vaut pour les Weber, Krivine et autres, à condition que l'on précise qu'il ne s'agit pas de l'impuissance des sectaires mais de la volonté politique de trouver une place sur la rive de la politique bourgeoise.

Weber, Krivine et Frank sont peut-être victimes du succès publicitaire qu'ils rencontrent, de la considération qu'ils acquièrent auprès

des porte-parole de la bourgeoisie conscients de l'utilité qu'il y a à « gonfler » une opération de couverture « à gauche » de l'Union de la Gauche, de prolongement jusqu'à « l'extrême-gauche officielle » de cette chaîne dont nous parlions plus haut et dont le parti radical constitue un anneau décisif.

Ils en tirent, un peu hâtivement, la conclusion qu'ils peuvent, en toute quiétude, dire n'importe quoi. Ils se trompent.

C'est à propos de ceux qui voulaient ruser avec le Front Populaire que Trótsky écrivait :

« Les petits crimes et trahisons qui peuvent passer pratiquement inaperçus dans les périodes normales, connaissent une puissante répercussion dans une époque révolutionnaire. On ne devrait jamais oublier que la révolution crée des conditions acoustiques particulières. »

Dans le cas de la Ligue, il ne s'agit pas d'un petit crime, ni d'une petite trahison : c'est une trahison majeure que de prétendre se couvrir de la IV^e Internationale pour participer à la politique de subordination des intérêts du prolétariat à la bourgeoisie qu'incarne l'Union de la Gauche.

Pas une organisation, pas un militant qui demeure attaché au programme de la IV^e Internationale ne saurait laisser faire les faussaires de la Ligue !

Ce sont tous les problèmes que contenait la crise de la IV^e Internationale en 1950-1953 qui se développent. Avec le passage ouvert à l'Union de la Gauche de la Ligue Communiste, c'est une nouvelle étape de l'évolution des courants liquidateurs de la IV^e Internationale qui s'ouvre.

Certes, et nous l'avons montré, les positions actuelles de la Ligue trouvent leurs racines dans l'idéologie de Pablo. Par un tour de passe-passe, Pablo substituait à la double nature de l'Etat ouvrier (« Etat bourgeois sans bourgeoisie ») la notion d'une « double nature » de la bureaucratie alors que cette dernière est l'organe bourgeois, la « courroie de transmission » de la pression de l'impérialisme comme l'explique Trotsky.

C'était la justification d'une adaptation à cette bureaucratie dont le « bon côté », le « côté ouvrier » expliquait qu'elle pouvait réaliser le socialisme à sa manière. Cette politique devait se traduire, en particulier, par les positions du Secrétariat International face au soulèvement des travailleurs de Berlin-Est en juin 1953 et face à la grève générale d'août 1953 en France.

Un courant politique qui capitule devant la bureaucratie stalinienne — couche sociale contre-révolutionnaire dont les privilèges et la domination dépendent de la préservation à l'échelle mondiale de la domination impérialiste — ne peut que capituler devant l'impérialisme. Mais c'est d'abord de manière indirecte que s'opère cette capitulation, idéologiquement transcrite dans la conception du « néo-capitalisme », de l'essor illimité des forces productives...

Aujourd'hui l'évolution de la Ligue a atteint un point où le sens — non le contenu — de ses relations avec le stalinisme et l'impérialisme s'inverse en quelque sorte. Elle ne part plus d'un « soutien critique » au stalinisme pour aboutir à des positions de capitulation devant la bourgeoisie. C'est à partir de couches de la petite-bourgeoisie, gravitant politiquement autour de la bourgeoisie, qu'elle retrouve le stalinisme.

En fait, dans les deux cas, le lien avec la bureaucratie stalinienne reste direct. Mais la bureaucratie n'est pas une couche homogène, stable et les différenciations qui se produisent en son sein se répercutent dans l'appareil international qu'elle contrôle.

Les positions de Liberman, des partisans de l'autogestion expriment les tendances d'une aile restaurationniste sur laquelle spéculent, en France, des politiciens comme Gilles Martinet — depuis toujours lié à l'appareil — et qu'expriment les positions de la direction du PC d'Italie, de Carillo, de Garaudy dont, dès 1970, la Ligue écrivait : **« En essayant de répondre au problème des alliances, Garaudy met en avant une voie stratégique qui rompt totalement avec la perspective parlementaire de la « démocratie avancée » et qui, contrairement à ce qui a été trop souvent répété, ne se situe pas sur la droite de la ligne actuelle du PCF mais au contraire sur sa gauche. »**

C'est vers cette aile de la bureaucratie, orientée vers la restauration que se tourne la direction de la Ligue.

Pourtant, dans ce même texte de 1970, confus, dominé par une orientation de conciliation à l'égard du stalinisme, on essaye encore de maintenir un lien avec l'analyse trotskyste du stalinisme, de son appareil international, des P.C. On peut notamment y lire :

« Un parti stalinien se définit essentiellement par les liens de sa bureaucratie avec l'URSS et non par sa pratique plus ou moins opportuniste à un moment donné. Mais alors si les liens tendent à se distendre avec l'URSS, le PCF n'est-il pas réduit à un parti social-démocrate de type nouveau, soucieux de ses seuls intérêts nationaux ? Nous avons montré dans ce texte que la nature du conflit qui oppose certaines directions de PC avec le Kremlin ne revêt jamais la forme d'une rupture complète mais d'une autonomie tactique dans l'intérêt de la bureaucratie elle-même. »

(Texte adopté par le CC de la Ligue, les 24 et 25 mai 1970. Bulletin intérieur (nouvelle série) n° 1-)

Ainsi, en 1970 encore, la Ligue s'élevait contre la définition du parti stalinien comme un parti réformiste de type nouveau. C'est cette conception qui, en 1973, ordonne le texte de Weber et le conduit, au nom de « l'alternative réformiste globale » à se féliciter de l'Union de la Gauche.

Cette « théorie » est d'ailleurs explicitée dans un récent article de « Rouge » :

« La conclusion de l'accord (de programme commun) constitue la consécration d'une ligne que le PCF s'efforce d'appliquer avec plus ou moins de bonheur depuis une bonne trentaine d'années. A la Libération, le parti communiste a opté pour la prise du pouvoir par les voies pacifiques et parlementaires. Les aléas de la guerre froide

l'ont empêché de mener à bien cette politique à partir de 1947. La défense inconditionnelle de l'Union Soviétique avait contraint le PCF à la rupture avec la social-démocratie.

« Aujourd'hui, la stratégie frontiste est applicable pour deux raisons essentiellement.

« D'une part, la social-démocratie rescapée du fiasco des élections présidentielles redevient un allié crédible. D'une SFIO moribonde, Mitterrand est en passe de faire un parti qui compte électoralement.

« Par ailleurs, le PCF fait passer aujourd'hui ses intérêts nationaux AVANT son attachement à l'URSS. La condamnation des procès de Prague en juillet dernier, le rejet de tout modèle de socialisme, l'acceptation dans le programme commun de participer au Marché commun et à l'alliance atlantique, autant de gages de sa bonne foi, il n'y a pas si longtemps impensables, donnés au parti socialiste. Le parti communiste a besoin de s'insérer profondément dans la vie politique parlementaire et bourgeoise. Comment, s'il était extérieur au système politique, pourrait-il faire pression, pourrait-il gagner le pouvoir de l'intérieur et graduellement, ce qui est l'essence même du réformisme ?

« UN PARTI SOCIAL-DEMOCRATE ?

« Ce qui rend maintenant possible une telle attitude vis-à-vis de l'URSS est l'évolution de ce que la presse bourgeoise appelle la diplomatie planétaire. Les rapports économiques entre l'URSS et l'impérialisme, la conférence sur la sécurité collective en Europe, les négociations sur le désarmement, l'Ost Politik de Brandt, autant d'étapes vers l'accentuation de la coexistence pacifique en Europe. La défense de l'URSS n'est plus une tâche de l'heure. Voilà qui facilite le relâchement des liens entre le PCF et l'URSS. »

(Arthur Colt dans « Rouge », n° 185, du 23 décembre 1972.)

Cet article constitue un complément logique à l'ensemble des positions que développe la Ligue en même temps qu'il les éclaire.

A la réalité des tendances à la dislocation de l'appareil international du Kremlin, pris, comme la bureaucratie elle-même, dans l'étau des forces de classe se substitue la mue harmonieuse des PC en nouveaux partis sociaux-démocrates. La base « objective » de cette nouvelle ère du réformisme est constituée par le « néo-capitalisme ».

Ces partis sont appelés à exercer leur mission réformiste pour leur propre compte, leur vocation c'est de « gagner le pouvoir de l'intérieur et graduellement ». Leurs liens avec la bureaucratie de l'URSS se défont, deviennent secondaires, du fait de l'évolution des relations internationales : à la place de l'exacerbation des contradictions de la bureaucratie aggravées par le fait qu'elle doit s'appuyer de plus en plus directement sur l'impérialisme se substitue la « coexistence pacifique » comme système stabilisant les relations internationales. Et du coup, la question de la défense de l'URSS ne se pose plus !

Tout cela est bien entendu une utopie. Il n'y a pas place pour la constitution de nouveaux partis réformistes : la réalité c'est que la lutte des classes internationale sape les bases d'existence de la bureaucratie et menace de dislocation ses agences. La réalité c'est

qu'à travers la « coexistence pacifique » l'impérialisme tend à accentuer sa pression et qu'il se heurte à la riposte des masses dressées contre la bureaucratie, « courroie de transmission » de cette pression : c'est ce dont témoigne la grève générale insurrectionnelle des ouvriers de la Baltique en décembre 1970.

Oui, c'est une utopie, mais une utopie dont le contenu politique correspond à des réalités précises. C'est une utopie réactionnaire qui nie toutes les réalités, toutes les déterminations de la lutte des classes, qui exprime l'abandon complet du terrain de la lutte des classes pour ceux qui la défendent.

C'est le couronnement idéologique d'une pratique dont on sait où elle a mené, redisons-le, à Ceylan.

Il faut combattre cette politique, il faut rompre avec elle, avec le révisionnisme liquidateur dont elle est le produit.

Ce n'est que dans cette voie que peuvent être défendus le programme de la IV^e Internationale, les enseignements et les acquis de la lutte des trotskystes.

Les problèmes posés par l'évolution de la Ligue ne peuvent être évités : ils correspondent à ceux que soulève la lutte des classes, l'opposition entre les aspirations des masses et l'orientation des appareils.

Nul ne pourra se dérober à la discussion de ces problèmes. Chacun devra prendre ses responsabilités.

**LE BUREAU POLITIQUE
DE L'ORGANISATION
COMMUNISTE INTERNATIONALISTE**
(pour la reconstruction
de la IV^e Internationale)
janvier 1973.

Documents de l'OCI

**Appel
pour les élections**

classe

les confédérations syndicales centralisent et organisent la grève générale, qu'elles constituent le **Comité central national de la grève générale**. Il suffisait que le P.C.F., le P.S. combattent ensemble pour former un gouvernement sans ministres capitalistes. En avril 1969, à l'appel des centrales syndicales et des partis ouvriers, un NON massif signifiait son congé à de Gaulle. Mais la division des partis ouvriers permettait à Pompidou de succéder à de Gaulle. En avril 1972, Pompidou a subi un échec politique qui pouvait tourner au désastre si le P.S. et le P.C.F. avaient appelé à répondre **NON à Pompidou**.

Aux élections législatives, il faut : **VAINCRE LES PARTIS ET LES HOMMES POLITIQUES DU CAPITAL, DE L'U.D.R. AUX RADICAUX DE DROITE ET DE GAUCHE.**

C'est possible : UNITE DES PARTIS OUVRIERS CONTRE LES PARTIS DU CAPITAL.

Pas une voix aux représentants des banquiers, des monopoles, à l'U.D.R. et à ses alliés.

Pas une voix aux représentants des banquiers et des monopoles, les radicaux de droite ou de gauche : les FABRE, les Maurice FAURE, les FILIPPI, les MAROSELLI et compagnie.

LA CLASSE OUVRIERE, LA JEUNESSE, LES MASSES LABORIEUSES EN ONT :

ASSEZ !

— de la hausse du coût de la vie, de l'inflation, du chômage, de

l'insécurité de l'emploi, de la déqualification, des atteintes à la Sécurité sociale, aux droits, garanties, conquêtes arrachés par la classe ouvrière, les masses laborieuses ;

— de la concussion, de la corruption, des scandales.

ASSEZ !

— de la mise en cause des libertés démocratiques, de la « loi anti-casseurs », du règne des policiers et des C.R.S. ;

— des agressions contre les militants des organisations ouvrières, des meurtres politiques, des milices patronales dans les usines.

ASSEZ !

— des milliards et des milliards aux écoles libres, aux écoles patronales, aux Eglises ;

— de la lente désagrégation de l'enseignement, de l'école maternelle à l'université ;

— de la liquidation progressive de la formation professionnelle, de l'« apprentissage » pris en main par le patronat.

LA CLASSE OUVRIERE, LA JEUNESSE, LES MASSES LABORIEUSES n'acceptent pas le sort que leur réserve la société capitaliste.

Depuis la grève générale de mai-juin 1968 jusqu'aux récentes grèves des mineurs de potasse, des cheminots, des travailleurs du bâtiment de Nantes, la classe ouvrière et, à ses côtés, la jeunesse ont constamment combattu. Les mouvements des étudiants contre

le « numerus clausus » et la sélection s'intègrent aux mouvements de la classe ouvrière. A maintes reprises, le capital, le gouvernement ont été contraints de reculer. La classe ouvrière, la jeunesse, les masses laborieuses n'ont pourtant pas vaincu.

Elles ont appris que pour vaincre :

— l'unité des organisations syndicales, la démocratie syndicale et ouvrière sont nécessaires ;

— « les syndicats doivent être aux travailleurs », « les permanents au service des travailleurs » ;

— sous la direction des syndicats, sous la responsabilité des dirigeants syndicaux, lorsque la grève s'engage, il faut former les comités de grève élus par les travailleurs qui dirigent, centralisent, organisent les luttes.

La classe ouvrière, la jeunesse, les masses laborieuses exploitées savent que leurs grèves, leurs mouvements prendront toute leur puissance, seront victorieux s'ils s'intègrent à l'action politique contre les gouvernements du capital.

VOTEZ CLASSE CONTRE CLASSE VOTEZ OUVRIER

L'O.C.I., l'A.J.S. participent à la campagne électorale. Ainsi qu'au cours des grèves, des manifestations, des luttes, l'O.C.I. et l'A.J.S.

expriment au cours de cette campagne électorale les revendications et aspirations des masses.

Elles ouvrent la perspective d'un **GOVERNEMENT P.S.-P.C.F. SANS MINISTRE CAPITALISTE.**

Sans conditions, l'O.C.I. et l'A.J.S. luttent pour un tel gouvernement. Le prolétariat est prêt à s'engager dans l'enthousiasme dans cette bataille politique.

Là où l'O.C.I. et l'A.J.S. présentent des candidats,

VOTER O.C.I.

C'est voter pour le programme de la classe ouvrière, pour un gouvernement qui exproprie le capital, qui en finisse avec le pouvoir bourgeois, qui constitue l'Etat ouvrier, qui établisse le pouvoir de la classe ouvrière.

Voter O.C.I.-A.J.S. c'est combattre pour le gouvernement ouvrier.

C'est affirmer la nécessité de rassembler, d'organiser les militants, les travailleurs, les jeunes qui veulent agir pour que le P.S. et le P.C.F. rompent avec les partis bourgeois, réalisent le Front unique ouvrier, se battent pour former un gouvernement sans ministre capitaliste.

C'est affirmer que le socialisme est un et indivisible.

C'est s'organiser et lutter pour que, dans les pays où le capital a été exproprié, la démocratie ouvrière soit respectée, les emprisonnés politiques libérés.

C'est exiger le retrait des troupes d'occupation de Tchécoslova-

quie et des autres pays de l'Europe de l'Est.

VOTER O.C.I.

C'est se dresser contre l'impérialisme, pour le droit du peuple vietnamien et de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes.

C'est insérer la lutte du prolétariat français dans celle du prolétariat du monde entier, contre le capital, contre les bureaucraties parasitaires.

C'est lutter pour les Etats unis socialistes d'Europe, pour le socialisme.

Toute l'histoire le prouve, toute l'histoire le démontre : pour vaincre le capitalisme, prendre le pouvoir, construire le socialisme, il faut bâtir **LE PARTI DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE** sur la base des enseignements de Marx, Engels, Lénine, Trotsky, à partir du programme élaboré par Léon Trotsky : **le programme de la IV^e Internationale.**

VOTER O.C.I.

C'est participer à la construction du parti révolutionnaire en France, à la reconstruction de la IV^e Internationale. **C'est voter pour le socialisme.**



Comptes rendus

Jean ELLEINSTEIN

Histoire de l'U.R.S.S.

Non, Elleinstein n'est pas Kanapa. Il suffit pour s'en rendre compte de relire les articles consacrés par les deux hommes au même sujet, les livres de Medvedev : à la timide ouverture du premier, qui dans *le Monde* (3-11-72) va jusqu'à employer — faute, dit-il, de trouver une expression meilleure — le terme de « stalinisme », le second a répondu « à propos d'écrits sur l'U.R.S.S. », dans *l'Humanité*, avec l'arrogance du policier qui ironise sur des opposants, après tout emprisonnés parce qu'ils ne sont ni représentatifs ni sérieux, confirmant ainsi, une fois de plus, le bien-fondé du mépris général dont il est l'objet dans l'appareil international des P.C. — et pas seulement en Tchécoslovaquie où on le connaît bien. On me dira qu'Elleinstein, dans les colonnes du *Monde*, doit tenir compte de l'information du lecteur,

ce dont *l'Humanité* ne se soucie guère. Nous n'en sommes pas convaincus, et, de toute façon, comme les écrits de Kanapa ne sont jamais que la traduction de circulaires internes, nous jugeons plus intéressant de voir de près comment Jean Elleinstein, directeur du Centre d'études et de recherches marxistes (C.E.R.M.) et historien de profession, expose l'histoire de l'U.R.S.S. aujourd'hui, seize ans après le XX^e congrès. Nous le ferons à propos de son premier volume, qui ne nous conduit que jusqu'en 1921, en essayant de découvrir où il va et comment, la confiance que l'on peut faire à sa démarche d'historien et de militant, à une époque où un historien membre du P.C.F., même s'il est directeur du C.E.R.M., ne peut pas ne pas se poser un certain nombre de questions fondamentales.

Disons tout de suite que la déclaration d'intentions est encourageante. Elleinstein souligne la difficulté qu'il y a — et notamment pour des raisons proprement politiques — à faire aujourd'hui de l'U.R.S.S. une histoire scientifique. Il ne se voile pas la face devant le stalinisme, affirmant en outre que celui-ci n'est pas le produit du socialisme, mais « *de son histoire en Russie* », qu'il se développe « *malgré lui et à bien des égards contre lui* ». Faisant allusion à la déstalinisation, il va même jusqu'à se demander si, « *sous la direction de N.S. Khrouchtchev, le P.C.U.S. s'attaque aux causes profondes qui expliquèrent les difficultés de la période antérieure* », et ajoute que l'U.R.S.S. a « *des problèmes complexes* » à résoudre aujourd'hui. Il annonce également son intention d'exposer « *objectivement* » le rôle des dirigeants, « *sans taire leurs mérites ou cacher leurs fautes* », « *que ce soit pour Trotsky, pour Boukharine, pour Kamenev, pour Staline et même pour Lénine* » (p. 13).

C'est sous cet angle que nous aborderons d'abord l'étude du premier volume d'Elleinstein. Car le critère est d'importance. Historien lui-même, et communiste d'Union soviétique, Piotr Yakir ne soulignait-il pas que l'un des signes de la permanence du stalinisme en U.R.S.S. était qu'on continuait à « *assommer* » les lecteurs avec « *les hauts faits de Staline, commissaire aux nationalités* », et « *avec les longues listes des activités de sabotage organisées par celui qui était alors commissaire du peuple aux forces armées et président du Comité militaire révolutionnaire, L.D. Trotsky* » ?

Sous cet angle, les travaux d'Elleinstein représentent un considérable progrès par rapport aux images d'Epinal ou aux réquisitoires policiers qui constituaient, il y a quelques années, pour un militant du P.C.F., l'histoire de l'U.R.S.S. Trotsky est

présent, au premier plan, et Staline discrètement, au second, au point que l'auteur s'excuse dans une note de bas de page d'avoir jugé bon d'attendre le second volume pour présenter une biographie de Staline (pp. 73-74), alors que celle de Trotsky figure dès la page 65, avec un résumé correct de ses activités de militant révolutionnaire avant l'émigration. Le lecteur d'Elleinstein, à la différence du lecteur des travaux dits historiques des universitaires du P.C.F. dans les décennies précédentes, saura que Trotsky, malgré sa rupture avec Lénine au 2^e congrès, ne fut « *pas pour autant menchevik* », (p. 66), qu'il présida quelques jours, à la fin de la révolution de 1905, le soviet de Pétrograd (p. 70), que, « *sorti de prison* », il anima en 1906 le centre « *conciliateur* » du parti (p. 72). Il saura même que le journal légal des bolcheviks, en 1912, prenait le nom du journal édité à Vienne par Trotsky, la *Pravda* (p. 74). Il apprendra que Trotsky, ayant rompu en 1915 avec les mencheviks, se rapprochait des bolcheviks et que Lénine s'employait à le gagner (p. 82), que Trotsky, arrivé à Pétrograd en avril 1917, soutint les bolcheviks, et que, comme le notait Deutscher, « *les routes de Lénine et de Trotsky, si longtemps divergentes, s'étaient alors rejointes* » (p. 117). Elleinstein relève le « *démenti* » de l'insurrection formulé par Trotsky le 31 octobre, note qu'« *on* » l'a beaucoup reproché à Trotsky, mais donne, avec références à l'appui, la justification apportée à Trotsky par Lénine lui-même (p. 136). Il rend compte correctement des discussions à propos de Brest-Litovsk, et, faisant des réserves sur une déclaration de Trotsky, précise : « *et le comité central avec lui* » (p. 172). Quoiqu'il ne soit guère prodigue de détails, il mentionne tout de même le fait que Trotsky était « *commissaire du peuple à la guerre et président du comité militaire révolutionnaire* », va jusqu'à parler du rôle

« *considérable et utile joué par lui dans la préparation de la révolution d'Octobre et à la tête de l'Armée rouge* » (p. 205).

Ce ne sont pas évidemment des mentions négligeables. Le stalinisme triomphant avait tout fait pour effacer de l'histoire de la révolution russe le nom même de Trotsky, ou pour lui attribuer le rôle du traître. En lui rendant sa place, aux côtés de Lénine, et un rôle qui fut le sien, celui de dirigeant de cette révolution, Elleinstein dresse un constat de l'échec de cette entreprise, l'impuissance du mensonge grossier. Ce n'est pas suffisant pour « *faire une histoire scientifique* », mais c'est tout de même un premier pas pour permettre un débat sur l'histoire et par conséquent un débat politique. Mais il serait naïf de croire qu'Elleinstein a renoncé, dans son « *histoire* », à toute distorsion, voire à toute calomnie. Sa rectification du front stalinien est une retraite, non une capitulation : il s'agit de lutter contre Trotsky et le trotskysme par d'autres moyens, moins manifestement grossiers, de concéder un peu de vérité historique pour mieux fausser par la suite les questions politiques posées.

Nous en apporterons la preuve en reprenant, l'une après l'autre, les mentions de Trotsky, les incidentes — certaines délibérées, d'autres sans doute qui échappent à la plume de l'historien stalinien mal déstalinisé — qui révèlent des intentions rien moins que « *scientifiques* », le relief donné, ici ou là, à telle divergence, bref la visible parenté avec les méthodes du réquisitoire prétendument politique de Léo Figuères dans *Le trotskysme, cet antiléninisme*. Une page et demie pour les désaccords de Trotsky avec Lénine après le 2^e congrès (contre quatre à cinq lignes pour le rôle de Trotsky comme chef fondateur de l'Armée rouge). L'affirmation — puante à plein nez la méthode stalinienne de l'amal-

game — suivant laquelle la position de Trotsky dans *Nos tâches politiques* trahirait « *quelques relents des théories anarchisantes [sic] de Bakounine, voire des conceptions opportunistes de la social-démocratie allemande* » (p. 67), la suprenante affirmation que « *contrairement à l'opinion de Trotsky, la révolution de 1905 ne fut pas une répétition générale, car elle échoua, à la différence de celle de 1917* » [sic] ! L'inclusion (p. 73) de Trotsky parmi les groupes de mencheviks — contrairement à l'affirmation de la page 66. L'affirmation que la *Pravda* était le titre de l'*ancien* journal de Trotsky, alors qu'il publiait à Vienne la *Pravda* (p. 74). Ce sont là des broutilles ? Voire. En tout cas, pas des effets du hasard. Elleinstein place ses pions, et, p. 81, affirme qu'au lendemain de Zimmerwald, Trotsky emprunte aux bolcheviks la théorie de la « *négarion du rôle de la paysannerie* ». On en reparlera. Et que signifie, après l'énumération de la « *pléiade de jeunes marxistes* » qui entourent Trotsky à *Naché Slovo*, la petite phrase : « *On comprend mieux ainsi les efforts que fit Lénine pour gagner Trotsky et ses amis à la ligne bolchevique* » (p. 82) ? En quoi, et sur quoi, selon Elleinstein, les « *routes de Lénine et Trotsky s'étaient-elles rejointes* » (p. 117) ? Au sein du parti bolchevique, c'est une évidence, mais pourquoi Elleinstein ne précise-t-il pas ce que tout historien scientifique ne peut que reconnaître de bonne foi, à savoir qu'avec les thèses d'avril, Lénine s'était rallié à la prise du pouvoir par le prolétariat défendue par Trotsky dans ses écrits au sujet de la révolution permanente ? Pourquoi l'opposition des « *vieux bolcheviks* », attachés, eux, à la vieille formule de la « *dictature démocratique des ouvriers et des paysans* » qu'ils utilisent maintenant contre les thèses d'avril et contre Lénine qu'ils accusent de s'être « *rallié* » à la révolution permanente ? Pourquoi ne pas dire qu'à

cette date Trotsky reconnaît loyalement s'être trompé dans sa polémique contre Lénine au sujet du parti, et notamment dans *Nos tâches politiques* ? Pourquoi ne pas écrire que Lénine se rallie à ce moment-là à la conception défendue par Trotsky au lendemain de 1905 ? Parce qu'il s'agit de préparer les « pièces » pour le dossier d'accusation ? Ou parce que le néophyte historien ex-stalinien ne parvient pas à surmonter ses vieux réflexes de censeur ?

Trotsky adhère au parti bolchevique : Elleinstein écrit (p. 127) qu'il « a fini par y adhérer » ; pour indiquer qu'il polémiquait contre Lénine en 1912, il choisit le terme de « *fulminait* » (p. 74). Et les petites égratignures à la vérité historique se poursuivent. Oui, bien sûr, Trotsky présidait le soviet de Pétrograd et son exécutif, mais le « *comité militaire révolutionnaire du soviet* » — dont on sait le rôle qui y fut joué par Trotsky —, « *créé par son comité exécutif* », comprenait en particulier « *Podvoiski, Antonov-Ovseenko et Lachévitch* » (p. 135). Que voilà un « *en particulier* » lourd de silences insinuants, même si la phrase suivante détruit par un savant emploi des modes la vieille thèse stalinienne sur Octobre en indiquant : « *Quant au centre militaire révolutionnaire, il était composé de Sverdlov, Staline, etc., et il devait "faire partie" du Soviet de Pétrograd* » (p. 135). Pourquoi Elleinstein ne mentionne-t-il pas, p. 154, à propos des négociations avec les socialistes conciliateurs en vue de la formation d'un gouvernement de coalition des partis socialistes, l'exigence de ces derniers d'en voir éliminer Lénine et Trotsky ? Pourquoi, p. 179, tout en rendant le discret hommage cité plus haut au rôle joué par Trotsky à la tête de l'Armée rouge, éprouve-t-il le besoin d'ajouter à son nom celui de « *Lénine, qui s'occupe personnellement du développement de l'Armée rouge* », alors même que la publication

des *Œuvres* démontre que, sur ce terrain-là, Lénine se débarrassait des soucis sur les épaules de Trotsky ?

Les choses se précisent avec la fameuse discussion sur les syndicats en 1920-21. Trotsky, on le sait, présente une série de mesures pour la « *militarisation* » du travail, l'application à la reconstruction des méthodes qui ont fait leurs preuves dans la guerre civile. Pourquoi ne pas indiquer qu'il fait ces propositions après que la direction du Parti, Lénine compris, eut repoussé les propositions faites par lui au bureau politique de mettre fin au « *communisme de guerre* » — et ce plus d'un an avant l'adoption de la Nep ? Pourquoi ne pas indiquer que le plan de militarisation n'avait de sens que dans le cadre du « *communisme de guerre* », dont il ne tenait pas à lui qu'il n'ait été abandonné plus tôt, et dont Lénine admettra qu'il n'avait que trop tardé à y renoncer ? De quel droit résume-t-il la position de Trotsky en écrivant qu'il « *se fit l'apôtre de la bureaucratie qu'il justifia par l'état de la Russie et l'arriération culturelle des masses* » ? Pour pouvoir s'abriter derrière Isaac Deutscher qui pense que c'est avec « *quelque apparence de raison* » que Staline a pu — plus tard, Elleinstein ne le précise pas — le traiter de « *patriarche des bureaucrates* » ? Qu'il ait ou non pris connaissance des textes écrits par Trotsky sur cette question et ne se soit pas contenté du médiocre résumé de Deutscher, notre auteur ne peut pas ignorer que Trotsky emploie à cette époque le terme de bureaucratie — comme celui d'appareil — dans un sens tout différent de celui que lui donnera le développement historique ultérieur, et qu'il justifie, par un souci de technicité et d'efficacité, des propositions centralistes qui n'ont rien à voir avec ce que sera la dictature stalinienne des *apparatchiki*. Dernière question — bien indiscreète, nous l'admettons volontiers : pourquoi n'avoir pas indi-

qué ici que le principal reproche — à notre avis justifié — formulé par Lénine contre Trotsky dans cette discussion est de raisonner comme si l'Etat soviétique était purement et simplement un « *Etat ouvrier* » et non ce qu'il est en réalité, « *un Etat ouvrier et paysan à déformations bureaucratiques* » ? Pourquoi ne pas dire aussi que, dans sa discussion avec Trotsky, Lénine soulignait la nécessité d'une indépendance des syndicats permettant aux travailleurs de se défendre, y compris contre cet Etat ? Qu'il justifiait le maintien du droit de grève ? Le souci d'une histoire « scientifique » explique-t-il ces curieux silences ? Ou n'est-ce pas une opération politique payante aujourd'hui que de présenter Trotsky comme le patriarche des bureaucrates — avec la double caution de Staline et de Deutscher — et de se taire sur la définition de l'Etat soviétique par Lénine et la justification par ce dernier du droit de grève ?

Pourquoi, sinon pour deux raisons, pour le moment aussi plausibles, en tant qu'hypothèses, l'une que l'autre ? Elevé dans le culte de Staline, formé en tant que militant à l'apologétique et conditionné par le réflexe anti-trotskyiste, Jean Elleinstein, malgré toute sa bonne volonté, se laisse envahir par son inconscient, et sa plume, au hasard des phrases, son plan, dans le choix des arguments et des exemples, trahissent ses intentions scientifiques. C'est possible. Mais il en existe une autre : désireux de céder des positions désormais insoutenables, d'abandonner un système de combat qui se retourne contre ses objectifs, Elleinstein jette du lest en reconnaissant ce que l'on ne peut nier mais, dans ce cadre, pose d'ores et déjà les jalons qui lui permettront, dans les volumes suivants, de dénoncer, avec, du coup, plus d'efficacité, le « *comportement ultérieur de Trotsky* » et son « *activité scissionniste* » utilisée par la bourgeoisie (p. 205). Pour notre part, nous

ne choisissons pas encore entre ces deux interprétations possibles d'une attitude d'historien en contradiction avec la déclaration d'intentions développée dans l'introduction.

De quoi s'agit-il dans l'histoire de l'U.R.S.S. que Jean Elleinstein entreprend aujourd'hui de relater et d'éclairer ? De la seule révolution dans la « *vieille et sainte Russie* » ? C'est là le point de vue des Blancs. Pour Lénine et les bolcheviks, il s'agit de l'effondrement de l'impérialisme dans son secteur le plus faible, en somme de la première étape d'une révolution mondiale, conséquence d'une guerre elle aussi mondiale. Quel a été l'instrument par lequel le prolétariat a pu exploiter cet effondrement pour mettre sur pied son pouvoir, un pouvoir de type nouveau avec les conseils ouvriers élus, les soviets ? Un parti d'un type original, un parti révolutionnaire, qui préparait consciemment et ouvertement la révolution, le parti bolchevique. Qu'étaient exactement ce parti, ses liens avec les masses, ses méthodes, son régime interne, ses perspectives internationales ? Voilà les questions qui sont les questions cruciales, brûlantes, celles-là mêmes auxquelles Elleinstein, en définitive, ne répond pas.

La question posée en U.R.S.S., avant et après la révolution d'Octobre, à l'Histoire n'est pas une question nationale, une question russe. Elleinstein le sait, le note et même le souligne à diverses reprises. Car la guerre qui provoque l'effondrement de la machine économique russe sous le tsar et ouvre la brèche dans laquelle s'engouffrent les masses est une guerre impérialiste *mondiale*. Lénine ne s'est pas prononcé en 1914 pour la « *transformation en guerre civile* » de la guerre impérialiste dans la seule Russie, mais à l'échelle du monde. Le parti bolchevique n'est pas à ses yeux le remède universel, et ce n'est pas par une fantaisie ou

un caprice quelconque qu'il attache l'importance que l'on sait — mais qu'Elleinstein passe sous silence — à la formation, dès mars 1919, d'une Internationale nouvelle, la Troisième, l'Internationale communiste. Le bolchevisme, en tant que théorie et pratique de la lutte pour le *socialisme*, en tant qu'organisation politique de la classe ouvrière, ne repose pas sur les fondements du seul mouvement ouvrier russe, bien qu'il en porte l'empreinte, mais sur l'expérience *internationale* du mouvement socialiste. Et ce n'est pas non plus le fruit d'un hasard ou d'une fantaisie, si, dès 1920, Lénine propose aux différents P.C. du monde de traduire l'expérience bolchevique dans les langues de leurs pays respectifs, de construire les partis de même type dont l'expérience russe démontre qu'ils sont nécessaires à la victoire du prolétariat. Ce parti, qui a vaincu, ne combattait pas en Russie pour la « *démocratie avancée* », la « *nationalisation — par rachat* » des grands monopoles, la « *démocratisation de l'Etat* ». Il combattait pour l'expropriation des capitalistes, la destruction de l'Etat à leur service, la démocratie soviétique, c'est-à-dire la dictature de la majorité des exploités sur la mince couche d'exploiteurs. Au cours de la révolution de 1917, il s'est battu, tout au long, pour la rupture des partis ouvriers avec la bourgeoisie, pour la constitution d'un gouvernement des partis ouvriers excluant les ministres bourgeois, pour le pouvoir aux conseils ouvriers, pour l'élargissement de la révolution aux pays avancés d'Europe, pour la victoire de la révolution mondiale. Où trouve-t-on des allusions à ces caractères essentiels de la révolution russe dans le travail d'Elleinstein ? Comment pourrait-on trouver sous la plume d'un historien du P.C.F. ces très simples vérités historiques, alors qu'elles sont l'illustration la plus claire possible de ce que ce parti, au nom du « *com-*

munisme », pratique aujourd'hui une politique de « *démocratie avancée* », de « *démocratisation de l'Etat* », d'« *alliance au gouvernement avec les partis bourgeois* », qui était précisément celle de ses adversaires mencheviks et socialistes-révolutionnaires, agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier ?

Il est vrai que l'auteur ne dissimule pas — ou peu — que les perspectives des bolcheviks étaient tout entières axées sur la révolution mondiale, puisqu'il admet, par exemple, qu'en 1918 « *leur espoir reste grand de voir triompher la révolution dans d'autres pays* ». Mais c'est pour ajouter : « *Il est de bon ton aujourd'hui de se gausser de leurs espoirs* ». Mais qui se gausse de ces « *espoirs* » de révolution mondiale, Elleinstein, en dehors des rangs des ennemis jurés — ouverts ou cachés — de la classe ouvrière et du socialisme ? Et Elleinstein d'ajouter : « *Sans doute y a-t-il chez les dirigeants soviétiques une certaine part d'utopie* ». Qu'est-ce qui était « *utopique* », Elleinstein : de combattre pour la révolution mondiale, comme les bolcheviks le faisaient, ou bien, comme il est écrit à la page 215, de « *construire le socialisme, malgré le poids du passé, l'héritage de la guerre civile et l'entourage capitaliste hostile* » ? C'est une question à laquelle un militant doit répondre, à laquelle également l'historien qui se réclame du marxisme doit répondre, sans ambiguïté, sans jouer sur les mots, car il y va de toute sa responsabilité.

« *L'histoire de l'U.R.S.S.* », écrit Jean Elleinstein, « *est une tragédie optimiste* », et il développe : « *La Révolution n'a pu triompher et le socialisme se construite qu'au prix de sacrifices incommensurables... « le socialisme s'est construit et a modifié considérablement et l'état de ce pays et le monde lui-même »* (p. 8). Là est le nœud de la question. Non, la révolution n'a pas triomphé,

car elle ne triomphera pas avant que soit abattu *partout* le pouvoir de l'impérialisme : si la révolution avait pu « *triompher* », cela se saurait dans les entreprises et dans les mines, dans les campagnes misérables où l'on meurt encore de faim dans le monde dominé par l'impérialisme, dans ce Vietnam où l'on continue à mourir sous les bombes et le napalm. La révolution a vaincu dans une partie seulement de l'empire tsariste et ce seul fait a, en effet, considérablement modifié et l'état de ce pays et le monde lui-même. Mais ce qui a été construit, ce n'est pas le socialisme. Est-ce le socialisme que « *l'élimination massive de nombreux cadres communistes, l'ouverture de camps de concentration, les méthodes autoritaires et bureaucratiques de direction* » ? Est-ce le socialisme que d'avoir seulement liquidé « *les conséquences les plus dramatiques* » du stalinisme, de se trouver en face de problèmes non réglés qui s'appellent « *les relations entre Etats socialistes, et entre Partis communistes, les questions de la liberté de création et d'information* » (pp. 12-13) ? Poser la question, c'est y répondre.

Fort justement, Jean Elleinstein souligne (p. 13) que « *rien n'est plus étranger au marxisme que le fatalisme historique* ». A la mort de Lénine, les problèmes de choix — de l'Histoire que les hommes font, de celle qu'ils avaient à faire — ont été clairement posés devant le parti bolchevique et les révolutionnaires russes qui avaient conduit Octobre à la victoire : « *révolution mondiale* » ou « *socialisme dans un seul pays* ». Elleinstein, dès les premières pages de l'introduction de son premier volume, donne la réponse qui est la sienne : il fallait répondre « *socialisme dans un seul pays* », car le reste était « *utopie* », il fallait répondre « *socialisme dans un seul pays* », puisqu'aujourd'hui *le socialisme a été construit*, malgré « *les ombres* », ces ombres qui s'appelaient hier le mas-

sacre des compagnons de Lénine, les millions d'hommes dans les camps, qui sont aujourd'hui l'interne-ment psychiatrique, sans jugement, des opprésés et le poids autocratique d'une police plus puissante que celle du tsar. Sur ce plan, Elleinstein doit répondre. Est-ce le socialisme, quand Kanapa écrit dans *l'Humanité* : « *Il y a des « opposants » en U.R.S.S ? Certainement, il faut sans aucun doute se donner un mal fou pour en trouver beaucoup plus que ceux, toujours les mêmes, dont on parle tant ici... Ceci dit, ce qu'on publie d'eux chez nous suffit pour se faire une idée de leur représentativité et de leur sérieux* » (24-11-72). L'idée de la « *construction du socialisme dans un seul pays* », feuille de vigne idéologique de la domination d'une bureaucratie qui, à travers ses privilèges, tient le socialisme pour réalisé à son seul profit, est précisément l'une des expressions de ce « *fatalisme historique* », « *étranger au marxisme* », qui conduit les Elleinstein à célébrer le culte du fait accompli et à qualifier de « *socialistes* » les forces qui entravent le développement vers le socialisme, et d'« *anti-soviétiques* » celles qui luttent pour les perspectives du socialisme tel que le concevaient Lénine et les bolcheviks.

Comment Jean Elleinstein se sortira-t-il des trois volumes qui lui restent à écrire sur ce sujet ? Nous ne nous hasarderons pas à un pronostic. Peut-être trouvera-t-il dans des citations d'Isaac Deutscher quelque phrase, par-ci, par-là, qui lui permettra de faire preuve d'« *objectivité* » en invoquant l'autorité d'un auteur réputé « *trotskyiste* », afin de tenter, directement ou non, de discrediter Trotsky, et de le présenter comme un jouet de la bourgeoisie internationale, conscient ou non. C'est une version en définitive améliorée et modernisée de l'histoire soviétique que de faire de Trotsky un agent inconscient et de Staline

un mal nécessaire, et nous pensons que la tentation sera grande pour lui. Comment expliquera-t-il cependant cette évidence qui jaillit de toute l'histoire de l'U.R.S.S., à savoir que les conquêtes d'Octobre, parce qu'elles vivent dans la conscience des travailleurs, ont permis ce développement économique et social qu'il célèbre, *malgré* et *contre* Staline et le stalinisme, *malgré* et *contre* la bureaucratie dont il épouse la cause en saluant « *le socialisme dans un seul pays* », même accompagné de quelques problèmes — et non des moindres ?

Nous n'excluons pas cependant une autre hypothèse : à la recherche de l'explication la meilleure — la mieux adaptée à la conscience des travailleurs d'aujourd'hui qui rejettent spontanément les explications pour illettrés de la vieille version stalinienne de l'Histoire —, Jean Elleinstein ne s'est-il pas posé, ou ne se posera-t-il pas les questions que pose irrésistiblement l'Histoire, que se posent aujourd'hui des milliers de jeunes, soviétiques, polonais, hongrois, tchécoslovaques, ces questions posées par la vie même et par leur foi dans le socialisme, ces ques-

tions dont la formulation même remet en question les postulats sur lesquels il continue à s'appuyer et cherche aujourd'hui à construire un édifice historique — une explication globale — plus cohérent et moins invraisemblable, donc qui constituerait contre la vérité historique et la discussion politique réelle un rempart plus efficace ? C'est après tout, possible : pourquoi les historiens du P.C.F. ne réfléchiraient-ils pas en leur âme et conscience, quand il a fallu museler *les Lettres françaises* et essayer, par Kanapa, de discréditer Grigorenko et Bcukovski au moment où Galanskov périssait dans un camp de concentration ? Les accusés de Moscou et de Prague n'avaient pas, le temps de la peur est passé et les signes se succèdent les uns après les autres de ce mouvement profond qui emportera du même élan l'impérialisme et son compère, la bureaucratie, parachevant du coup la révolution d'Octobre et l'œuvre de Lénine. Ce seul fait, si évident qu'un Elleinstein peut le sentir lui-même, est susceptible de lui donner le courage nécessaire. Après tout, d'une certaine façon, il n'en manque pas...

P. B.

Maurice DOMMANGET

Auguste Blanqui, des origines à la Révolution de 1848

Auguste Blanqui et la Révolution de 1848

Auguste Blanqui au début de la III^e République

Après quarante ans de recherches sur Auguste Blanqui, Maurice Dommanget, qui ne cessa jamais d'être un militant ouvrier, peut se dire qu'il a mené à bien cette tâche qu'il avait parfois redouté de ne pouvoir achever. Ces trois volumes, venant après **Auguste Blanqui à Belle-Ile, Blanqui et l'opposition révolutionnaire à la fin du Second Empire, Blanqui, la Guerre de 1870 et la Commune, les Idées politiques et sociales d'Auguste Blanqui**, terminent ce monument élevé à celui que Marx considérait comme le représentant du prolétariat révolutionnaire en France au siècle dernier. On comprend la patience et la dévotion de Dommanget : « **l'Enfermé** »,

l'homme qui passa trente-trois ans et demi dans les prisons de l'Etat bourgeois français, sous la Monarchie de Juillet, la Seconde République, le Second Empire et la Troisième République, méritait d'être connu. Il peut l'être désormais.

Il ne saurait être question ici de retracer, même dans ses grandes lignes, la biographie de Blanqui telle qu'elle est minutieusement reconstituée dans ce travail monumental. Le premier de ces trois volumes établit, sans la moindre discussion possible, la filiation réelle, la continuité historique qui, à travers Blanqui, relie Babeuf et la conjuration

des Egaux au marxisme. Il montre comment le révolutionnaire démocrate est devenu socialiste, à travers l'engagement des étudiants qu'il animait : « **Il s'agit pour eux de faire que la révolution de Juillet ne soit pas un mensonge. Il faut que tout l'édifice construit par l'Empire, par la Restauration soit renversé ; et comme il n'est pas tombé encore une seule pierre de cet édifice, ils travailleront infatigablement à le battre en brèche et à le démolir** », écrivait-il dès 1831.

La minutieuse reconstitution à laquelle se livre Dommanget du rôle de Blanqui en 1848 confirme l'opinion, qui fut toujours celle de Marx, selon laquelle cet homme était « **la tête et le cœur du parti prolétaire en France** ». C'est avec passion qu'il reprend l'affaire du « **document Taschereau** », ce mauvais coup, monté dans les officines policières avec la complicité active des agents de la bourgeoisie dans le mouvement révolutionnaire, pour abattre l'incorruptible combattant sous le poids de la calomnie la plus basse. Blanqui, ici, ne fut que le premier des militants à subir ce genre d'attaques, mais il figure dans l'Histoire en bonne compagnie, aux côtés de Lénine « **agent de l'Allemagne** » et de Trotsky « **payé par la Gestapo** » !

C'est qu'il faisait peur. Son intégrité, sa lucidité, son courage, son sens de l'organisation, les dévouements et les enthousiasmes qu'il suscitait, faisaient de lui tout naturellement le chef du parti révolutionnaire qui manquait au prolétariat naissant. Rien ne fut épargné pour le briser, pour décapiter la classe qui risquait de se reconnaître en lui et de s'organiser derrière lui, et M. Thiers, expert en lutte de classes, savait ce qu'il faisait quand il se refusa à l'échanger — contre qui que ce soit — plutôt que de rendre à la Commune la tête et le cœur qui faisaient défaut.

Près de 200 000 travailleurs ont suivi le 5 janvier 1881 le cercueil du vieux combattant. Le 27 décembre précédent, dans une réunion ouvrière à Grenelle, il avait vivement protesté parce que quel-

ques assistants prétendaient orner la salle d'un drapeau tricolore : « **Le drapeau rouge est le drapeau de toute ma vie et vous ne voudriez pas que je le renie sur mes vieux jours. Le drapeau tricolore, depuis longtemps, a perdu son prestige dans le sang du peuple. Aujourd'hui la boue de Sedan l'a maculé d'une manière ineffaçable. Quand je songe que ses plis ont abrité les massacreurs de la Semaine sanglante, je suis étonné que quelques voix sorties des rangs du peuple réclament ce drapeau pour orner une réunion révolutionnaire socialiste.** »

Le 14 juillet 1935, dans quelques villes de province, les manifestants ouvriers portaient encore à bout de bras des portraits de Blanqui. Ils avaient disparu en 1936 et n'ont pas reparu depuis dans les manifestations ouvrières. Est-ce à dire que les agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, les fabricants actuels des « **documents Taschereau** », ont réussi à briser le fil de la continuité historique, à effacer Blanqui de la mémoire collective du prolétariat de son pays ? Certainement pas. Mais son nom est synonyme de combat révolutionnaire et sa vie un exemple de ténacité et de fidélité à la classe qu'il avait librement choisie pour changer le monde. Il n'a pas sa place dans les processions aux côtés des Lamartine et des Ledru-Rollin d'aujourd'hui, ni la main tendue vers ces prêtres qu'il appelait « **l'armée noire** », lui qui écrivait : « **Toute révolution, pour être sérieuse, doit frapper [la religion]. C'est à ce prix seulement que peut s'opérer le remaniement matériel des vieilles sociétés.** »

La génération d'aujourd'hui ira demain chercher les portraits de Blanqui et les préférera à tout autre, et elle les drapera dans le drapeau rouge qui était le sien. Elle apprendra, par cela, à connaître « **l'Enfermé** » dans l'œuvre de Dommanget, puisque c'est lui qui, au prix d'un labeur de tant d'années, a permis que ne se rompe pas le précieux fil de l'histoire comme de la préhistoire du mouvement ouvrier français sur lequel cette nouvelle génération bâtera l'avenir. P.B.

Boris PILNIAK

Conte de la lune non éteinte

Conte de la lune non éteinte, traduction française de M. Pétris (Editions Champ Libre).

Le **Conte de la lune non éteinte**, de Boris Pilniak, que les éditions Champ libre ont eu l'excellente idée de publier dans une traduction élégante qui restitue la langue de qualité de l'un des meilleurs auteurs russes de sa génération, est beaucoup plus qu'un exercice littéraire : c'est un témoignage historique sur une affaire obscure aux premiers temps du règne de Staline.

Le chef de l'armée Gavrilov a souffert pendant plusieurs mois de ce qui était vraisemblablement un ulcère à l'estomac. Au moment où il est apparemment guéri, il est convoqué chez « **le premier** », « **l'homme qui ne se courbait pas** » et apprend de sa bouche

qu'il a été décidé de l'opérer. Après consultation de professeurs — contrairement à l'opinion des médecins ordinaires du malade —, celui-ci est opéré. L'ulcère était guéri, mais le cœur du commandant de l'armée n'a pas résisté aux doses de chloroforme qui lui ont été administrées. Il meurt sans avoir apparemment repris connaissance. L'« **âme de la ville** », gelée par la lune, hurle dans les sirènes matinales des usines. Le conte a paru dans le numéro 5 de la revue **Novy Mir** en mai 1926, dédié au vieux bolchevik Voronski qui était membre de l'opposition de gauche. En juin, la même revue publiait une protestation de Voronski contre ce récit, qualifié par lui de « **calomnie délibérée de notre parti communiste** », suivie d'une note de la rédaction dans le même sens. En

novembre, Boris Pilniak, de retour de l'étranger, publiait à son tour dans **Novy Mir** une autocritique ambiguë. L'édition française publiée aujourd'hui comporte en annexe ces quelques documents.

L'intérêt du livre est grand, et l'on regrettera d'autant plus le caractère succinct, voire tronqué du dossier présenté en annexe. La notice biographique consacrée à l'auteur mentionne sa « **réhabilitation** » sans préciser qu'elle se produisit après son arrestation et sa mort — vraisemblablement une exécution — à l'époque de la grande purge qui accompagna les procès de Moscou. La notice biographique consacrée à Frounzé — car c'est de sa mort que Pilniak parlait en racontant celle de Gavrillov — s'étend avec complaisance sur les démêlés et les divergences de ce vieux bolchevik, l'un des grands chefs de l'Armée rouge pendant la guerre civile, avec... Trotsky, mais reste muette sur les raisons pour lesquelles il aurait été envoyé à la mort par Staline, « **le premier** », « **l'homme qui ne se courbait pas** », de toute évidence désigné par Pilniak, ce qui n'est pas précisé...

Il existe pourtant d'autres pièces de ce dossier : les rapports d'autopsie et autres rapports de médecins publiés dans la **Pravda** du 1^{er} novembre, les divers articles, dont celui de Michel Koltsov, le 3 novembre, l'interview du professeur Grekov, le même jour, font apparaître bien des contradictions entre les différentes versions officielles et attestent la guérison d'un ulcère pour lequel l'opération avait pourtant été jugée nécessaire. Roy Medvedev a rassemblé ces éléments dans son livre **le Stalinisme**, et y ajoute une référence à des documents de 1930, de la main de Frounzé, et des témoignages contemporains attestant que Frounzé, qui ne croyait pas l'opération nécessaire, n'y avait consenti que sur l'insistance — en fait les ordres — de Staline. L'historien contemporain du stalinisme apporte d'ailleurs d'autres précisions sur ce point : la protestation des communistes

d'Ivanovo-Voznessensk, dont il avait été l'un des plus anciens militants, la saisie des exemplaires de **Novy Mir** contenant le « conte » de Pilniak. Mais il se contente de relater les faits et de souligner les invraisemblances tout en affirmant que Vorochilov, successeur de Frounzé à la mort de ce dernier, « **était complètement privé de l'intelligence d'un Frounzé et subissait fortement l'influence de Staline** ».

Dans son **Staline**, publié il y a bientôt quarante ans, Boris Souvarine — qui place d'ailleurs la publication du conte dans **Krasnaia Nov**, la revue de Voronski — avait déjà attiré l'attention sur les circonstances de la mort de Frounzé et la signification du conte de Pilniak. Pour Trotsky, Frounzé s'était opposé au contrôle de l'Armée rouge par la Guépéou et devait être considéré comme partisan de Zinoviev et de Kamenev dans le conflit prêt à éclater entre Staline et eux. Il ajoute que l'usage du chloroforme pour endormir le patient était incompatible avec l'état de son cœur et qu'il en avait été prévenu, d'où son hostilité à l'opération. Staline avait délibérément éliminé un obstacle qui pouvait se révéler redoutable pour lui.

Les révélations successives de l'époque de la déstalinisation sont venues partiellement éclairer la période stalinienne, apportant chaque fois confirmation aux hypothèses émises des années auparavant par Trotsky : ainsi dans l'affaire de la mort de Frounzé. Le présentateur des éditions Champ libre l'ignorait-il, ou cette vérité toute simple dérangerait-elle trop ses tranquilles certitudes ? Il est tout de même curieux que, dans sa notice biographique sur Frounzé (pp. 107-111), soit mentionné quatre fois — et comme adverbial — le nom de Trotsky, qui fut l'un des premiers à parler de son assassinat, et ne soit qu'une fois mentionné celui de l'assassin présumé, Staline, seulement pour dire qu'il était d'accord dans la discussion militaire avec les positions de

Trotsky, ce qui est faux... A moins que ce « dossier » tronqué n'ait pour but de faire croire au lecteur mal informé que Trotsky et Staline en 1925 représentaient la même cause afin de mieux identifier « stalinisme », « communisme » et « trotskysme » ? Tout se passe comme si tel était le cas, et c'est

bien dommage pour le beau texte de Pilniak, pour la bonne traduction de M. Pétris, pour cette agréable édition, et surtout pour la vérité historique et l'honnêteté intellectuelle (ou l'incompétence ?) de celui qui a fabriqué ce dossier.

P.B.



Lettres à la Vérité

SOLIDARITÉ CONTRE GISCARD

On trouvera ci-dessous quelques extraits de nombreuses lettres, accompagnées d'abonnements et de versements de soutien, qu'a reçues **la Vérité**.

Dunkerque, le 21 octobre 1972.

Vingt-cinq militants, travailleurs et jeunes réunis le 21-10-1972 à l'appel de l'O.C.I. et de l'A.J.S. apprennent par I.O. n° 582 que M. Giscard d'Estaing tente, après la Gestapo, après Bourguès-Maunoury au nom de la bourgeoisie coloniale française lors de la guerre d'Algérie, de faire taire *la Vérité*, organe du C.C. de l'O.C.I., en voulant lui faire payer 40 000 F de T.V.A.

Décidés à combattre pour regrouper, l'avant-garde militante pour l'unité ouvrière en rupture avec la bourgeoisie, pour le gouvernement ouvrier, ils soutiennent financièrement *la Vérité*, l'O.C.I., l'A.J.S.

- Résolution votée à l'unanimité,
- 430 F collectés.

Limay (Yvelines),

le 3 novembre 1972.

C'est avec joie que je reçois le dernier numéro de votre organe et la brochure correspondante à « L'offensive Giscard d'Estaing » (avec une certaine colère).

Veillez trouver ci-joint deux chèques, l'un pour mon bulletin de souscription à la première série de la réimpression photographique de *la Vérité*, l'autre de 10 F de soutien à votre organe que Giscard veut bâillonner.

Vous pouvez m'envoyer trois à cinq brochures et je suis sûr de trouver des amis pour vous soutenir.

Nice, le 3 novembre 1972.

Je reçois aujourd'hui même la brochure de la Vérité : « Giscard veut faire taire la Vérité », et par retour du courrier, je vous envoie mon bulletin de réabonnement à la Vérité pour un an, en plus de 10 F de souscription contre Giscard.

Genas (Rhône),
le 3 novembre 1972.

Je vous fais parvenir ci-joint mon abonnement à la Vérité pour deux ans, plus 20 F de soutien contre Giscard. C'est par simple négligence que j'avais « oublié » de prolonger mon abonnement et je suis au regret de ne pouvoir souscrire un abonnement perpétuel à cause de mes moyens financiers modestes.

Cependant, en tant que militant de l'O.C.I., je tiens à réaffirmer ma totale confiance dans l'avenir du trotskysme à l'échelle mondiale, confiance non pas basée sur une

foi mystique quelconque, mais sur la conviction scientifique que le socialisme est historiquement nécessaire pour le progrès de l'humanité et son avenir, qui se confond avec le mien propre en tant que trotskyste.

Sache, camarade, que (...) je suis fier de l'activité passée des trotskystes et donc du travail accompli par la Vérité depuis 1929 ; aussi, tu peux compter sur moi pour défendre la Vérité contre tous ses ennemis en la faisant connaître le plus possible autour de moi et en gagnant toujours plus de jeunes au trotskysme.

Lyon, le 22 novembre 1972.

Suite à la parution, dans la Vérité n° 558, du bulletin de souscription pour la défense de la Vérité « contre les impositions abusives de Giscard », j'ai collecté 44 F de soutien.

J'espère que ce soutien contribuera à défendre notre revue contre les attaques de la bourgeoisie.

VIENT DE PARAITRE :

Le numéro 7 de

Correspondance internationale

**Bulletin de discussion du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la IV^e Internationale**

Toutes commandes :

88 bis, avenue Parmentier, 75011 Paris

L'exemplaire : 5 F

Abonnements 1 an : **11 F**

Etranger **15 F**

Tous versements : C.C.P. Jean Sanvoisin n° 20 671-59 Paris

RÉIMPRESSION
PHOTOGRAPHIQUE
DE
" LA VÉRITÉ "

(Première série)

La photographie des quelque 300 pages format 21 × 27 que comporte cette première série est maintenant terminée, et le tirage a commencé.

Il sera terminé le **1^{er} MARS 1973**, date à laquelle leur exemplaire sera à la disposition des souscripteurs ou leur sera expédié, à leur choix (ils recevront à temps toutes précisions utiles).

A la demande de nombreux camarades, qui regrettent de n'avoir pas été en mesure de souscrire au prix réduit de 47 F, le prix de vente, après le **1^{er} mars**, sera de 65 F. Nous rouvrons la souscription **JUSQU'À LA DATE LIMITE DE RIGUEUR DU 1^{er} MARS 1973. PROFITEZ-EN !**

BULLETIN DE SOUSCRIPTION
A LA RÉIMPRESSION PHOTOGRAPHIQUE
DE « LA VÉRITÉ » (Première série)

Je souscris à la réimpression de la **Vérité** (1^{re} série).

NOM Prénom

ADRESSE (en caractères d'imprimerie)

.....

Ci-joint la somme de 47 F, en chèque postal de virement (3 volets au C.C.P. BLOCH Paris 16 913-99), en chèque bancaire au nom de Gérard BLOCH ou mandat au même nom. (A remplir et à retourner, AVANT LE 1^{er} MARS 1973, à la **Vérité**, 88 bis, avenue Parmentier, 75011 Paris.)

TABLE DES MATIERES

	Pages
30 millions pour l'O.C.I. !	1
Contre Giscard, soutenir <i>la Vérité</i> !	4
Avertissement	7
Le carrefour des élections législatives, par Stéphane JUST	9
La bourgeoisie et ses partis, par François FORGUE	37
Unité populaire au Chili, par Etienne LAURENT	61
Lettre ouverte du B.P. de l'O.C.I. à toutes les organisations se réclamant de la IV ^e Internationale	91
Document : Appel de l'O.C.I. et de l'A.J.S. : classe contre classe	120
Notes de lecture	128
Lettres à <i>la Vérité</i>	141
Réimpression photographique de <i>la Vérité</i> (1 ^{re} série)	143



Prix du numéro : 6 F